Correspondance Internationale 4

Revue mensuelle — Première année — Janvier 1981

Salvador

Le pouvoir à portée de fusil

Notre envoyé spécial raconte la lutte quotidienne d'un peuple pour sa libération

Pologne

Un Vietnam pour Brejnev?

C'est avec 10 millions de travailleurs organisés dans le syndicat *Solidarité* et défiant le gouvernement que s'est achevée l'année 1980 en Pologne. Cette mobilisation ouvrière est l'une des plus impressionnantes et des plus massives de tout l'après-guerre. Elle n'a toujours pas pu être défaite. Très affaibli, le gouvernement a seulement gagné du temps, tentant de manoeuvrer sous le couvert d'une *"rénovation"* démagogique et bénéficiant du soutien ouvert de l'Eglise. Mais il s'avance sur un terrain difficile. L'irrépressible mouvement des masses est tout entier dirigé vers la révolution anti-bureaucratique. Jamais les "bonzes gris" de Varsovie n'ont été si peu assurés de leur pouvoir et le gendarme établi au Kremlin en est bien conscient. Il a disposé ses chars en ordre de bataille le long de la frontière polonaise.

Que peut faire le Kremlin? Laisser se développer le processus polonais ou se lancer dans une intervention qui promet de provoquer une résistance acharnée.

Comment les travailleurs se préparent-ils à cette bataille? Quel rôle joue donc Walesa, le principal leader de *Solidarité*, et à qui obéit-il? Aux travailleurs ou à l'Eglise?

En pages 10, 11 et 12, nous essayons de répondre à ces interrogations et à quelques autres encore qui naissent de la situation instable que connait la Pologne en ce moment.

Economie polonaise

Kania au bord de la faillite

Le gouvernement polonais est en train de chercher une aide économique massive auprès des pays impérialistes. L'Allemagne de l'Ouest et la France lui ont déjà répondu positivement et les Etats-Unis s'apprêtent à le faire. La bureaucratie s'en trouve sans aucun doute renforcée face aux ouvriers en lutte mais l'impérialisme n'agit pas ici gratuitement. Il ne manquera pas de dicter ensuite ses conditions et, une fois de plus, les grands perdants de cette "aide" intéressée seront les masses et l'Etat ouvrier. (voir notre article en page 12)

Irlande

Victoire de la grève de la faim

Depuis 4 ans que leur avait été supprimé le statut de prisonnier politique, les républicains irlandais incarcérés à Long Kesh étaient laissés nus, dans des cellules remplies d'ordures de toutes sortes. Le 27 novembre, ils sont 7 à avoir entamé une grève de la faim jusqu'à la mort pour la reconnaissance de leurs droits. Dans toute l'Irlande, au Nord comme au Sud, les travailleurs ne leur ont pas ménagé leur soutien, multipliant grèves et manifestations. Le 18 décembre, au 53e jour du mouvement et alors que l'un d'entre eux était dans un état désespéré, le gouvernement britannique a fini par céder. Les grévistes de la faim de Long Kesh ont gagné. (voir article page 16)

Nicaragua

Sous l'ombre de Robelo

L'offensive de la bourgeoisie se poursuit au Nicaragua. L'un des derniers chapitres de la crise permanente du gouvernement d' "unité nationale" a été ouvert en novembre dernier par le retrait des partis bourgeois du conseil d'Etat. Derrière ces évènements, la main d'Alfonso Robelo, ex-membre de la Junte de gouvernemente et l'un des principaux représentants de la bourgeoisie nicaraguayenne. Une fois de plus, le F.S.L.N. se trouve confronté à l'agressivité croissante du *secteur privé* et à l'offensive capitaliste. (analyse page 5).

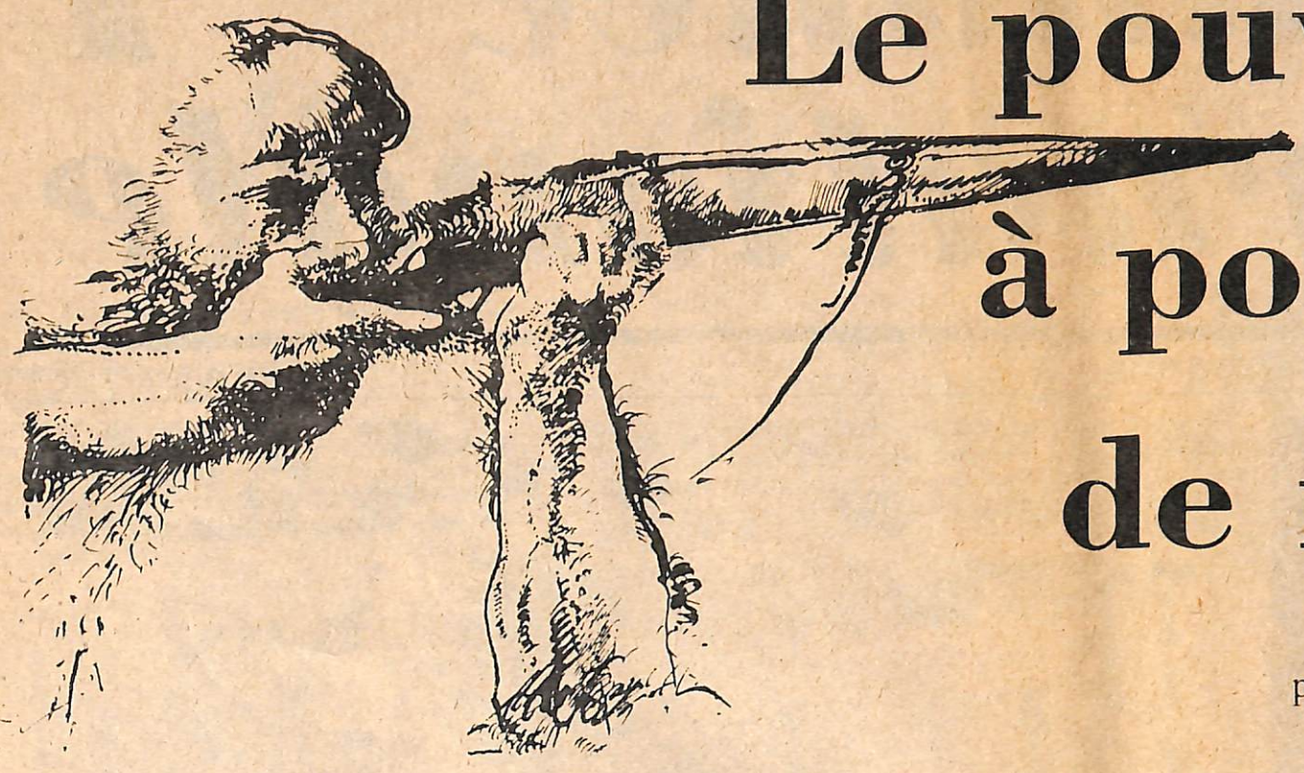
Chine

Le procès de la bande des cinq

A travers le jugement de la "Bande des Quatre", c'est le défunt président Mao qui va être condamné par contumace. Ce procès scelle en effet un nouveau zig-zag de la bureaucratie, celui des *"quatre modernisations"*. Quatre "modernisations" qui se résument à une seule: l'ouverture de l'économie chinoise au marché capitaliste. Et déjà, à l'initiative de l'Etat, réapparaissent en Chine commerces industries privés dont les propriétaires sont montrés en exemple par la propagande de Pékin. (Voir nos articles page 13)

Salvador

Le pouvoir à portée de fusil



par Andres Castillo

Quelque part au Salvador, Celso et Abel sont tombés au combat.

Chambita, fils d.Abel, a combattu aux côtes de son père avec l'arme tombée de Celso.

Pour ses qualités de combattant, Chambita est accepté par les *Milices Populaires*.

Les membres de la Brigade scandent des mots d'ordre pour souhaiter la bienvenue au nouveau combattant.

Après la séquestration et l'assassinat de deux dirigeants du Front Démocratique Révolutionnaire (F.D.R.) et de quatre religieuses nord-américaines au début du mois de décembre, la Junte du Salvador est entrée dans une nouvelle spirale de crise dont pour le moment elle n'arrive pas à sortir, en dépit des changements de gouvernement réalisés. La suspension provisoire de l'aide économique et militaire par les Etats-Unis jusqu'à éclaircissement de l'assassinat des religieuses par les bandes paramilitaires, contribue à rendre plus aiguë la situation. Cependant, cette mesure ne peut pas être considérée comme le facteur fondamental qui pousse les classes dominantes salvadoriennes jusqu'à une voie sans issue. Le Salvador connaît une guerre civile: **ni l'oligarchie ni l'impérialisme ne peuvent arriver à imposer leurs plans de domination face à la force de la montée révolutionnaire.**

La crise qui amène l'appareil d'Etat salvadorien à se réorganiser n'est qu'un indicateur de sa grande faiblesse et des plans de l'impérialisme américain pour la prochaine période. C'est-à-dire que **les Etats-Unis continuent à miser sur une issue militaire répressive.**

A première vue, la suspension de l'aide économique et la visite d'une commission de hauts fonctionnaires américains semble indiquer que des changements plus substantiels se sont produits. Cependant et en dépit de la sortie du colonel Adolfo Majano, partisan du "dialogue" avec la gauche pour empêcher la prolongation de la guerre civile, le gouvernement du Salvador, dans son essence, continue à rester le même.

Bien que le linge ait été changé, après la disgrâce de la Junte pseudo-réformiste en janvier de l'année dernière, c'est la même équipe que celle installée par Carter qui continue. La démocratie-chrétienne trempe dans le projet jusqu'au cou, comptant avec l'appui du Vénézuéla. José Napoléon Duarte, fondateur du Parti Démocrate-Chrétien salvadorien, achève de réaliser son ardent désir d'occuper la présidence de la nation. De son ministère de l'Agriculture, Morales Erlich, numéro trois du même parti, remplace Majano dans la tâche d'imposer au peuple une fausse réforme agraire. Abdul Gutierrez, militaire de l'aile droite, est vice-président et commandant des forces armées. Un autre fasciste, Garcia, continue à diriger le ministère de la Défense et les groupes paramilitaires. Le civil Ramon Navarrete, figure décorative, a accédé au ministère de la Santé ou quelque chose dans ce style.

Un ambassadeur aérien

Les premières réactions nord-américaines face à l'assassinat des religieuses ont hérissé les secteurs d'extrême-droite du Salvador. Le démocrate-chrétien Duarte lui-même a ébauché quelques critiques au gouvernement de Carter qui a toujours constitué son principal soutien. Cependant, les doutes se sont rapidement dissipés et tout semblerait revenir à la "normalité", bien que persistent encore quelques arrière-goûts du malaise provoqué par les derniers "malentendus". Dès la passation du mandat, il est possible que Reagan, le président élu, se charge de s'occuper des plaintes qui restent en souffrance.

Certaines d'entre elles sont celles qui donnent des migraines à Monsieur Robert White, l'actuel ambassadeur américain au Salvador. Celui-ci a été un partisan conséquent d'une issue négociée, bien qu'il ait plus d'une fois succombé à la tentation des solutions faciles: réprimer le mouvement révolutionnaire pour imposer les réformes sociales du programme original de la Junte. Actuellement, White semble se trouver plus bas que jamais. C'était manifeste en décembre dernier lors d'une conférence de presse internationale où il analysait le problème du Salvador: *"Il existe deux tendances au sein de l'armée salvadorienne. Une première qui veut négocier avec la gauche, et une autre voulant complètement éliminer l'opposition de gauche. Je ne sais pas laquelle des deux est en train de s'imposer."*

S'il est certain qu'il se trouve déjà sur la liste de ceux qui vont perdre leur emploi avec la victoire de Reagan, ses déclarations sont intéressantes. Il demandait de l'aide, car il possède une vision très lucide du développement de la guerre civile salvadorienne au moment où la crise de la Junte menace de transformer les rapports de forces dans la lutte de classe. Si jusqu'à maintenant il existait une équilibre militaire relatif, les hésitations de l'impérialisme, les divergences au sein des classes dominantes, la division de la haute hiérarchie militaire et le puissant mouvement des masses pourraient amener à une modification substantielle de la situation. Ce que White disait c'est que l'armée était divisée et que l'extrême-droite représente le plus grand danger pour le maintien du système capitaliste au Salvador, étant donné qu'elle sert d'aiguillon à la radicalisation des masses.

Inutile de dire que les déclarations de l'ambassadeur ont aussitôt été démenties par Washington, quand le sénateur républicain Jesse Helms a déclaré que White était l'un des diplomates les plus irresponsables et ineptes qu'aient jamais possédé les U.S.A.

Dans la banque des réserves

D'un autre côté, le colonel Adolfo Majano, si utile dans le passé, s'est vu offrir le poste d'ambassadeur en Espagne, charge qu'il a refusé. Majano avait perdu toute influence dans la Junte du moment où Gutierrez avait démontré qu'il contrôlait l'appareil militaire et le Conseil Supérieur des Forces Armées, là où les militaires prennent leurs décisions.

Forcé par les circonstances, Majano est retourné à l'opposition, à partir de la tête de pont qu'il avait conquise comme carte de réserve possible pour un éventuel changement de conjoncture. L'impérialisme est conscient des sympathies que suscite Majano chez certains secteurs de la gauche salvadorienne ainsi que chez certains gouvernements comme celui de Torrijos (Panama), Roldos (Equateur) et chez la social-démocratie internationale.

Ainsi, il semble que les groupes para-militaires qui ont récemment tenté de l'assassiner par un attentat à la dynamite n'ont plus l'autorisation de réaliser une seconde tentative. Cet homme est plus utile vivant que mort, et il est vraisemblable que les conseillers de Reagan le comprennent aussi.

Une lourde perte

L'assassinat le 27 novembre de six des principaux dirigeants du Front Démocratique Révolutionnaire (F.D.R.) (1) par des troupes militaires et para-militaires a constitué une lourde perte pour l'opposition. Juan Chacon, un jeune dirigeant du Bloc Populaire Révolutionnaire (B.P.R.); Manuel Franco, membre de l'Union Démocratique Nationaliste (U.D.N.-P.C.); Humberto Mendoza, militant du Mouvement de Libération Populaire (M.L.P.); Doroteo de Jesus Gomez Arias, dirigeant de l'Union des Habitants de Tugurios (U.P.T.) liée au B.P.R.; et Enrique Alvarez Cordova, président du F.D.R. et ex-ministre de l'Agriculture, tous ces hommes ont retenu l'attention du monde entier en raison des circonstances de leur assassinat.

En réalité c'était là le noyau central du F.D.R., ses figures publiques les plus reconnues.

Malgré tout, compte tenu du niveau de polarisation atteint par les luttes, on peut affirmer sans grand risque d'erreur que cette perte a des conséquences plus politiques que militaires. Les dirigeants les plus importants, commandants des organisations armées comme Salvador Caetano Carpio, Chafik Handal, Joaquin Villalobos et d'autres, n'ont pas été atteints par la répression. Ce coup, pour terrible qu'il soit, ne modifie ni n'inverse la relation de forces.

Une fois connue la nouvelle de la mort des dirigeants du F.D.R., les organisations politico-militaires ont envoyé des communiqués qui, sans être spectaculaires, exprimaient tous la même idée: *"Il y a douleur et deuil, mais non démoralisation."* Le nouveau comité éxécutif du F.D.R. déclarait aussitôt: *"Le Front Démocratique Révolutionnaire condamne ces actes de la manière la plus énergique et tient à avertir les ennemis du peuple salvadorien que la lutte continuera avec encore plus d'impétuosité et de vigueur."*

Le 14 décembre, la plus haute direction du Front Farabundo Marti pour la Libération Nationale (F.M.L.N.) (2) annonçait une nouvelle offensive contre le gouvernement salvadorien et informait la presse internationale que ses effectifs se préparaient à de *"nouveaux chocs frontaux."*

Le pouvoir de la dictature militaire s'affaiblit

Il y a un fait que ni le gouvernement salvadorien ni l'impérialisme n'arrivent à camoufler malgré le rideau d'informations mensongères diffusées sur les évènements. Pour le plus confus des observateurs il devient évident qu'il se produit une réelle avance de la guérilla, politiquement comme militairement.

Il est certain que depuis l'assassinat de Monseigneur Arnulfo Romero et les mobilisations de janvier 80, on pouvait enregistrer une relative diminution du nombre des manifestations de masse dans les rues de la capitale. Cela est en partie dû au fait que le gouvernement a concentré le gros de ses troupes et de son appareil répressif dans la capitale, tandis que la conception des organisations de guérilla les amenait à déplacer leurs cadres à l'intérieur du pays.

Lors des derniers mois, on a assisté à une grande escalade des actions militaires dirigées par la Direction Révolutionnaire Unifiée Politico-Militaire (D.R.U.-P.M.) (3). Notre correspondant en Amérique Centrale, Miguel Orozco, nous informait que *"la situation se clarifie. A tel point que les forces guérilléros du F.M.L.N. contrôlent différentes zones du pays, où l'armée doit livrer de durs combats avant d'y pénétrer, quand elle y arrive. Elle subit alors de lourdes pertes, comme cela a récemment été le cas dans la zone du volcan de San Vicente."*

En dépit de la baisse des mobilisations de masse dans la capitale et de la diminution des activités des comités populaires et des syndicats, tous les éléments existent pour le renforcement des organisations qui combattent la dictature les armes à la main. Au Salvador, cette situation de détérioration du pouvoir bourgeois et de son armée n'a pas encore donné lieu à la constitution d'organismes classiques de double pouvoir comme le sont les conseils ouvriers (soviets), les comités d'usine, les syndicats révolutionnaires, etc. Elle s'exprime au contraire dans la croissante mobilisation de guérilléros, qui, avec le soutien des travailleurs, libèrent ou contrôlent certaines zones et frappent à partir de celles-ci l'armée.

Rafael Menjivar, l'un des principaux dirigeants du F.D.R., dressait un bilan de la situation politique et militaire en nous expliquant à Mexico: *"L'accumulation des forces politiques et militaires au cours de l'année 80 a été très importante. A tel point que nous considérons que la prise du pouvoir est une question de temps. Les mois d'octobre, novembre et décembre permettent de sortir d'une étape de guerre d'usure tactique et d'entrer dans une phase de guerre d'usure stratégique, qui sera très courte au Salvador. Dans les zones libérées les organisations politico-militaires sèment du maïs et des haricots, pour l'entretien des forces révolutionnaires et de la population locale."*

Selon Menjivar, la guerre économique va aussi s'aiguiser au cours de cette période. L'économie salvadorienne souffre d'un effondrement total, et le Produit National Brut a baissé de 18%. Le gouvernement essaie de réaliser la récolte du café —principal produit d'exportation— du coton et de la canne à sucre. L'une des tactiques de la guérilla, qui, en ce moment et selon les dernières informations, occupe 20 % du territoire (20 000 km 2), est de casser le secteur économique. De cette manière, l'aide provenant de l'extérieur ne peut agir que comme facteur inflationniste.

Menjivar conclut: *"Tout l'appareil productif du pays est pratiquement détruit, à l'exception des grandes plantations de café. Quelques unes d'entre elles sont déjà en notre pouvoir, ce sont les zones de café en altitude, qui se vend au meilleur prix. Nous contrôlons déjà quelques zones à San Vicente et au nord de Santa Ana. Nous faisons la récolte du café et nous nous l'approprions. C'est un aspect complémentaire de l'aspect militaire. Nous faisons une guerre jour après jour, sans faits spectaculaires. Dans les dernières attaques nous avons utilisé des mortiers, des bazookas et de l'artillerie lourde."*

1. *Front Démocratique Révolutionnaire:* Le F.D.R. a été constitué le 18 avril 1980. C'est l'organisme politique qui réunit les forces d'opposition au Salvador, sur la base d'un programme de réformes. Le F.D.R. défend un "gouvernement démocratique révolutionnaire", de conciliation avec la bourgeoisie d'opposition et avec des secteurs militaires "progressistes". En plus des organisations de masse salvadoriennes, il regroupe le secteur démocrate-chrétien qui a rompu avec la direction de son organisation, celle qui fait partie aujourd'hui du gouvernement. Il y a aussi le Mouvement Indépendant de Professionnels et de Techniciens Progressistes du Salvador (M.I.P.T.E.S.), composé de plus de 400 techniciens et dirigé par Enrique Alvarez Cordoba, membre de l'oligarchie des "14 familles" et ex-président du F.D.R., récemment séquestré et assassiné par les paramilitaires. Dans la structure de la révolution salvadorienne, le F.D.R. est subordonné aux décisions de la D.R.U.-P.M.

2. *Front Farabundo Marti pour la Libération Nationale:* Le F.M.L.N réunit les organisations de guérilla les plus fortes du Salvador. Il s'est formé en octobre 1980, à l'issue d'un processus d'unification commencé au début de l'année. Selon ses dirigeants, le F.M.L.N. agit sur la base du centralisme démocratique, avec une seule direction.

3. *Direction Révolutionnaire Unifiée Politique Militaire:* La D.R.U.-P.M. est la grande direction de la guérilla salvadorienne, regroupée aujourd'hui dans le Front Farabundo Marti pour la Libération Nationale (F.M.L.N.). La D.R.U.-P.M. réunit les plus hauts commandements des organisations de guérilleros: les Forces Populaires de Libération Farabundo Marti (F.P.L.-F.M.), les Forces Armées de Libération (F.A.L.), le bras armé du Parti Communiste Salvadorien (P.C.S.), l'Armée Révolutionnaire du Peuple (E.R.P.), les Forces Armées de Résistance Nationale (F.A.R.N.) et le Parti Révolutionnaire des Travailleurs d'Amérique Centrale (P.R.T.-C.).

Torrijos, Spadafora et la Brigade Internationale

Pendant que de leur côté, Torrijos et Royo soutiennent la thèse de l'issue négociée au Salvador, Hugo Spadafora, un homme de confiance du général Torrijos, coordonne sous son commandement la formation à Panama d'une brigade internationale de volontaires.

Pendant l'insurrection nicaraguayenne, Spadafora avait le commandement d'une colonne panaméenne qui a combattu avec les sandinistes. A la télévision, il a annoncé d'une façon spectaculaire, ses plans de lutte aux côtes des guérilleros salvadoriens contre la Junte.

Le 20 novembre dernier, José Napoléon Duarte, qui n'avait pas encore été "élu" président du Salvador, a répondu à Spadafora et à Torrijos: *"Les déclarations de Hugo Spadafora constituent une menace d'invasion. S'il entre dans notre pays, il verra comment notre peuple salvadorien traite ceux qui attentent à leur souveraineté."* Il a ajouté que les intentions de Spadafora et de Torrijos étaient une claire démonstration d' *"intervention marxiste internationale"*.

Mais il n'en est rien. Même si elle remplit un rôle extraordinairement positif dans la lutte contre la Junte militaire démocrate-chrétienne (la brigade internationale signifiera des hommes, des armes et de l'argent pour la guérilla du Salvador), dans une interview réalisée le 13 décembre lors d'une visite à Bogotá Torrijos a déclaré en personne: *"C'est une situation* (se référant au Salvador) *très enfiévrée, qui obéit à des causes beaucoup plus profondes que celles révélées par une vision superficielle. La situation se complique du fait de l'absence de leaders lucides, qui observent avec intelligence et comprennent que l'intervention armée n'est pas la solution. La situation se complique aussi du fait que les leaders de la gauche croient qu'ils peuvent s'asseoir à la table de négociations avec les chefs des forces armées pour arriver à un accord sur la façon dont elles doivent désarmer."* Et il conclut: *"C'est comme une tempête dans sa plus grande fureur, nous verrons ensuite ce qu'elle a laissé sur les plages de l'Amérique Centrale. Cependant, nous ne pouvons pas être pessimistes, il existe encore des pays comme Panama, le Mexique et d'autres qui essaient de freiner cette chute bruyante et nous sommes déjà près d'un programme acceptable pour les deux parties."*

On peut difficilement être plus clair et plus sincère.

Des armes à double tranchant

Le processus au Salvador (et par extension dans toute l'Amérique Centrale) n'est pas linéaire. Ses pas en avant et ses pas en arrière s'intègrent dans des contradictions où les intérêts des différentes forces politiques s'attirent et se repoussent, se choquant au rythme de la montée révolutionnaire des masses travailleuses. Un exemple de cette situation contradictoire est donné par la position actuelle de la social-démocratie internationale et de certains gouvernements latino-américains face à la question salvadorienne.

Bien qu'elle soit main dans la main avec l'impérialisme américain pour ce qui est de l'objectif fondamental (empêcher le surgissement d'un nouvel Etat ouvrier et l'explosion des forces de la révolution socialiste dans la région), la social-démocratie possède sa propre politique et ses propres méthodes d'intervention. Tandis que les Etats-Unis, sous l'impulsion de Carter, appliquent la ligne: *"démocratisation et réformes quand c'est possible, le bâton quand c'est nécessaire"*, après quelques hésitations consécutives à l'échec de la Junte qui s'est substituée au dictateur Romero en octobre 79, les social-démocrates se sont mis à soutenir la guérilla salvadorienne. Dans ce sens, ils utilisèrent leur petite section locale, le Mouvement Nationaliste Révolutionnaire (M.N.R.) en lui faisant intégrer le F.D.R.

Cet organisme, où dominent les forces de gauche, en alliance avec quelques secteurs de la bourgeoisie, a pour fonction d'assumer le pouvoir en cas de défaite du gouvernement démocrate-chrétien.

Ainsi, de la même façon qu'au Nicaragua, la politique de la social-démocratie entre en contradiction avec celle de l'impérialisme américain qui soutient la Junte. La lutte pour l'hégémonie politique dans cette région, où la social-démocratie est en train de prendre de l'importance du fait de la crise de domination U.S., ajoute de nouvelles nuances au clair-obscur de la révolution centro-américaine.

Par la négociation avec la guérilla, la social-démocratie veut s'imposer comme une troisième force, comme un nouveau pôle, non radical, d'attraction des secteurs démocratiques et petits-bourgeois intéressés à maintenir la révolution salvadorienne dans le cadre d'un réformisme acceptable, qui ne sort pas des limites du système capitaliste. C'est le rôle que jouent également Fidel Castro, de commun accord avec la bureaucratie soviétique, le F.S.L.N., et le général Omar Torrijos, l'homme fort de Panama. Approuvant les hésitations et l'orientation front-populiste des directions salvadoriennes, ils usent et abusent de toutes les pressions pour empêcher que la déroute de la Junte n'amène à la révolution socialiste au Salvador.

Felipe Gonzalez, Majano, F.D.R., sandinistes, Omar Torrijos... tous réunis à Panama pour discuter de la situation !

La presse internationale a accordé une grande publicité à cette réunion réalisée le 6 décembre dernier à Panama. Une dépêche de l'agence ACAN-EFE en informait ainsi: *"Cette capitale s'est transformée ces dernières heures en un centre de réunion des principaux dirigeants politiques du Salvador, du Nicaragua, d'Espagne et de Panama. Le général Omar Torrijos, dirigeant panaméen, a reçu dans sa résidence le colonel Adolfo Majano, membre de la Junte du Salvador, le secrétaire général du Parti Socialiste Ouvrier Espagnol (F.S.O.E.) Felipe Gonzalez, qui est venu à Panama pour s'informer de la situation centro-américaine, avant de participer, à Washington, à une réunion du Comité de Défense du Nicaragua. Hier, à la Havane, il avait une entrevue avec le premier ministre Fidel Castro sur la situation en Amérique Centrale."*

Il est nécessaire de souligner que cette réunion coïncidait avec l'annonce de la suspension provisoire de l'aide économique nord-américaine, dûe à l'assassinat des religieuses, fait qui a lui-même anticipé de quelques heures la "sortie" du colonel Majano de la Junte, laquelle connait aujourd'hui une nouvelle crise.

Quel type d'accord a été discuté à Panama?

Les résultats de cette rencontre n'ont pas été rendus publics, mais pour finir le colonel Majano lui-même, selon l'agence déjà citée, a effectué la déclaration suivante: *"La situation est en ce moment compliquée et difficile parce que la crise s'est aiguisée. La solution politique peut être trouvée dans la mesure où nous essayons de contenir la vague de violence ou, pour le moins, d'en diminuer le coût en vies humaines et en matériel. Au Salvador, les voies qui mènent aux formules politiques pacifiques pour solutionner les problèmes ne sont pas encore bouchées. Il existe un grand nombre d'officiers disposés à trouver une solution politique à laquelle participeraient tous les groupes politiques et sociaux, y compris le F.D.R."*

C'est la première fois que le colonel "progressiste" admet en public l'hypothèse d'un gouvernement avec le F.D.R. Mais il ouvre encore plus l'éventail des possibilités lorsqu'il ajoute: *"Ce serait une imprudence de sortir du gouvernement la démocratie-chrétienne. Cela aggraverait encore plus la situation."*

Les forces de la guérilla n'ont pas tardé à répondre. Un communiqué officiel du commandement du F.M.L.N. appelait récemment Majano et les jeunes officiers qui le suivent à s'incorporer à la lutte populaire. *"Les portes sont ouvertes"*, était-il écrit à la fin du message adressé à Majano ...

Ce communiqué a été le couronnement d'un processus lent mais convulsif. Rappelons-nous qu'en septembre, alors que le F.M.L.N. n'était pas encore formé, la Direction Révolutionnaire Unifiée (D.R.U.) s'était scindée avec la sortie des Forces Armées Révolutionnaires (F.A.R.N.), sortie qui était entre autres choses provoquée par l'adhésion de ce groupe aux positions politiques de Majano. Les F.A.R.N. se sont liées aux "jeunes militaires" pour tenter d'instaurer, au moyen d'un coup d'Etat combiné à une insurrection, un nouveau gouvernement (qui se serait substitué à la Junte), un gouvernement de conciliation nationale dans le style nicaraguayen.

A cette époque, toutes les autres organisations ont unanimement condamné les "équivoques" des F.A.R.N. Par exemple, les Ligues Populaires du 28 Février, bras du Parti de la Révolution Salvadorienne (L.P.28, P.R.S.), lequel contrôle aussi L'Armée Révolutionnaire du Peuple membre de la D.R.U., ont déclaré dans un communiqué diffusé par sa section internationale d'information et de propagande: *"Devant le développement de la lutte révolutionnaire, l'impérialisme américain tente aujourd'hui de mettre en place une formule de rechange au gouvernement. En prétendant qu'il existe de profondes divisions au sein de l'armée, il veut faire apparaître le colonel Majano comme l'homme capable d'offrir une alternative démocratique, et pour ce faire il recherche des secteurs hésitants dans l'opposition. Cependant, pour le peuple salvadorien, il ne s'agit pas là d'une alternative, encore moins quand Majano, de concert avec les démocrates-chrétiens Duarte et Morales Erlich, dirige une Junte qui tache ses hommes du sang de milliers d'assassinats contre le peuple. La manoeuvre impérialiste a comme objectif de tromper l'opinion publique internationale, en essayant de camoufler l'activité révolutionnaire, la lutte quotidienne."*

La L.P.28 avait raison. Mais, comment expliquer ses appels ultérieurs à Majano, appels qui confondent l'unité d'action contre la Junte avec des accords stratégiques qui pourraient empêcher la destruction totale de l'armée bourgeoise au Salvador? Un accord plus important qu'un accord d'unité d'action ne peut signifier que la survie d'un secteur des forces armées bourgeoises impliquées toutes entières dans le massacre de milliers de personnes, comme le dit le communiqué des L.P.-28. Mais ce n'est pas tout...

Les expressions de Majano sont apparemment confuses, mais il sait très bien ce qu'il veut: un gouvernement de conciliation de classe, qui pacifie le pays au profit de la bourgeoisie qui est à l'intérieur (et surtout au-dehors) du F.D.R. et de la "jeune hiérarchie". En un mot: **Majano lutte pour la survie de l'armée bourgeoise comme institution, comme base qui maintiendra l'Etat capitaliste au Salvador.**

Ce mouvement tournant, qui rencontre des points d'appui dans le programme front-populiste de la D.R.U.-P.M., est également soutenu par le gouvernement castriste, par les sandinistes, par la social-démocratie internationale et les capitaliste "démocrates". Avec pour conséquence directe aujourd'hui au Salvador, et du fait que les masses suivent massivement les directions guérilléristes, qu'il n'existe pas clairement la conscience qu'il faut **détruire** l'armée ennemie. Ce dont on parle, c'est d'une **réforme** pour éloigner de l'armée les forces ultra-réactionnaires et fascistes.

La contradiction est évidente: face à la poussée révolutionaire des masses, qui oblige à un affrontement à mort avec les forces militaires de la bourgeoisie, les directions de la guérilla subissent des pressions afin qu'elles acceptent la politique de la négociation et de la "main tendue", politique qui a toutes les chances de compromettre une victoire pas encore assurée.

La guérilla salvadorienne a déjà donné les preuves de son extraordinaire combativité. Les masses ont déjà démontré qu'elles veulent balayer le système capitaliste. Tout accord qui fait obstacle à ce que, à travers l'écroulement du gouvernement actuel, s'instaure un gouvernement de la D.R.U. du F.M.L.N. et des organisations ouvrières et paysannes, sans généraux ni bourgeois, doit être repoussé par tous les combattants de la révolution salvadorienne.

L'écrasement de la dictature militaro-démocrate-chrétienne est la nécessité la plus impérieuse qui soit pour les masses salvadoriennes. C'est pourquoi il est urgent que la D.R.U. du Front Farabundo Marti soit reconnue internationalement comme force belligérante. C'est la clé qui ouvrirait la porte à l'aide internationale, à ce que les milliers de réfugiés salvadoriens soient reconnus comme réfugiés de guerre et traités comme tels selon les conventions internationales en vigueur, à ce que les forces de la guérilla puissent s'exprimer en toute liberté dans les organismes internationaux.

Cette exigence à tous les gouvernements, et en particulier à ceux d'Amérique latine, doit constituer un point central de la campagne de solidarité avec le Salvador.

Toute l'aide politique, militaire et économique doit être comprise dans le cadre de cette nécessité et de la plus ferme unité d'action contre l'impérialisme et ses agents. Sans cela, l'alliance internationale "démocratique" qui est en train de s'ébaucher aù vu et au su de la gauche salvadorienne peut se transformer en une arme à double tranchant.

A. C.

Ni "marines" ni troupes andines

"Les démocraties d'Amérique Latine ne peuvent pas rester impassibles face au destin du Salvador", déclarait à Santa Marta (Colombie) le président salvadorien José Napoléon Duarte. Le 17 décembre, la presse internationale divulguait au milieu des hommages pour le 150e anniversaire de la mort de Simon Bolivar, cet appel de Duarte aux gouvernements "démocratiques" d'Amérique Latine.

La déclaration du "président" du Salvador est un appel très clair à l'intervention militaire des troupes des pays membres du Pacte Andin, principalement du Vénézuéla et de la Colombie, qui sont les deux plus fortes composantes de ce Pacte. Au nom du gouvernement militaire démocrate-chrétien, Duarte ajoutait: *"Je réitère mon refus de toute intervention cubaine ou américaine, parce que les problèmes de mon pays ne peuvent être résolus par les super-puissances mondiales."*

Et pour "noyer le poisson", il lui semble utile de préciser: *"Mon initiative n'est pas un appel à la seule aide militaire... Il faut que les peuples d'Amérique nous aident. Non seulement avec des missions de cinq personnes, mais avec quelque chose de plus: une mission dans chacune des 261 villes et dans chaque village."*

Face à la montée des masses ouvrières et paysannes, le gouvernement salvadorien ouvre ainsi la voie à l'intervention étrangère et propose ouvertement l'occupation de son pays.

Il fait appel au Pacte Andin, parce qu'il connait le prix qu'il pourrait en coûter aux Etats-Unis, lesquels ne se sont pas encore remis du syndrôme de la défaite du Viet-Nam.

Par ordre du gouvernement U.S. lui-même, il s'adresse donc aux gouvernements latino-américains "démocratiques", la réaction que déchaînerait la présence des forces américaines sur le sol salvadorien n'étant que trop prévisible: tant l'impérialisme américain que le gouvernement militaire démocrate-chrétien n'ignorent pas la vigueur que possède le sentiment anti-impérialiste sur tout le continent.

Duarte ne s'adressant pas directement aux gouvernements dictatoriaux du Honduras et du Guatémala qui devraient être ses véritables interlocuteurs (bien qu'il ne dédaigne pas de les utiliser pour la répression des masses et de la guérilla salvadoriennes), la manoeuvre n'en devient que plus claire: l'intention de l'impérialisme américain est de couvrir l'intervention par l'image "démocratique" des pays du Pacte Andin, qui serviraient ainsi de chair à canon.

Les choses sont claires. Les travailleurs, les syndicats et tous les partis ouvriers ou démocratiques du Pacte Andin comme de toute l'Amérique latine doivent organiser la riposte pour empêcher que se concrétise cette attaque. Les travailleurs et les démocrates vénézuéliens plus particulièrement doivent dénoncer le gouvernement d'Herrera Campins, qui a déjà envoyé des armes et des "assesseurs" aux bourreaux de San Salvador.

Ni *"marines"*, ni troupes du Pacte Andin!

Exigeons la reconnaissance de la D.R.U. du F.M.L.N.. comme force belligérante!

A bas la Junte assassine!

Andres Castillo.

Amérique centrale:

Unité dans le combat

L'impérialisme nord-américain n'a pas caché son désir d'encourager une intervention armée au Guatémala et au Honduras, en cas de victoire de la guérilla au Salvador. Les conseillers de Reagan ont également laissé entendre qu'ils n'excluaient pas une intervention directe des forces armées américaines dans le conflit. C'est un risque concret même s'il ne s'est pas encore matérialisé du fait de la crise de l'impérialisme lui-même et parce que les masses d'Amérique Centrale n'accepteraient pas passivement une intervention de ce type. L'Amérique centrale se transformerait rapidement en un nouveau Viet-Nam, ce qui entraînerait à son tour des conséquences très graves pour l'hégémonie U.S. en Amérique Latine.

Tant pour affronter cette menace que pour impulser au mieux la lutte contre leurs dictatures respectives, nous croyons que s'imposent l'unité et la coordination militaire des forces de la guérilla qui combattent au Salvador, au Guatémala, et en Amérique Centrale en général. Les actions de solidarité avec le Salvador réalisées par la guérilla guatémaltèque telles que l'attaque de l'ambassade salvadorienne, ouvrent la voie à cette activité coordonnée et centralisée.

Aujourd'hui, il est indiscutable que l'armée du Honduras et les troupes du Salvador collaborent, sous la direction de l'impérialisme américain, décidant des opérations communes pour empêcher l'infiltration de guérilléros dans le pays.

De la même manière, les forces de la guérilla et toutes les organisations qui sont au combat doivent également s'unir sous un commandement militaire unique centro-américain.

A. C.

San Salvador ville assiégée

par Miguel Orozco

Je suis entré au Salvador par le Nord du pays. J'ai tout de suite senti le climat de tension qui y règne. Les patrouilles militaires étaient nerveuses, le car s'arrêtait fréquemment devant des barrages mobiles, où l'on nous répétait chaque fois la même chose qu'au barrage précédent: arrêter le bus, faire descendre tout le monde, fouiller, re-fouiller, et tout ça bien qu'il y ait eu des contrôles minutieux à la frontière. Ils cherchaient certainement des armes. Pendant tout le trajet jusqu'à la capitale, les barrages se sont succédés et là, avec les militaires, se trouvaient les anges gardiens de la dictature, les para-militaires armés et le personnel des services de sécurité. Ces agents sont coupables d'actions sauvages, barbares.

Le climat était le même dans la capitale. Dans les rues de San Salvador, personne ne se hasarde à regarder dans les yeux une patrouille: c'est s'exposer aux balles. Les soldats et les gardes nationaux ont l'air prêts à tirer même contre leur ombre.

N'importe quel mouvement brusque peut déchaîner une action violente. Cela me rappelle un peu le Nicaragua à l'époque de la lutte contre le gouvernement de Somoza, à la veille de l'insurrection. En réalité, les troupes du gouvernement ont peur des embuscades de commandos de guérilléros et ne se sentent pas en sécurité, même dans la ville.

Un jour, une guerre

Dans la capitale tout paraît normal. Les banques fonctionnent, les commerces ouvrent leurs portes... mais le commerçants prennent certaines précautions. Il existe une grande vague de délinquance, petits vols, pillages, holdups. Et aucune vigilance ne peut arrêter ce processus de désintégration: aucun commerçant n'est à l'abri de ces actions.

Le système s'écroule et le peuple commence à désespérer par manque de moyens de subsistance. Le taux de chômage atteint des sommets. Le niveau des ressources par habitant décroît. Et la consommation de calories n'est pas supérieure à celle du Biafra. Le chômage a augmenté de 30 % ces dernières années et, dans les zones rurales, les deux-tiers des femmes sont sans emploi. Comme le signalait un membre du département d'Etat du gouvernement américain, dans les villes, les emplois créés par l'industrie absorbent moins du sixième de la main d'oeuvre qui arrive sur le marché du travail.

Pour contenir les masses affamées, les classes dominantes ont recours à la répression la plus violente. Les organismes de défense des droits de l'homme ont déjà dénoncé, internationalement, la mort de 8 500 personnes cette année au Salvador. Cela donne une idée des affrontements qui se déroulent ici, se développent et s'aiguisent de plus en plus.

Il faut cependant signaler que la surveillance policière normale dans toutes les grandes villes du monde a légèrement diminué. Les policiers ne se hasardent plus seuls ou à deux dans les rues. Et cela pour une raison bien simple: les organisations armées effectuent en ce moment des opérations de récupération d'armes et tentent de liquider physiquement les effectifs de l'armée, de la garde nationale et des autres corps de sécurité. C'est une guerre ouverte.

La guérilla en action

Les forces militaires répressives sont concentrées dans leurs casernes, car bien que les principales actions de guérilleros aient lieu à la campagne, elles prennent une ampleur significative à la ville aussi. Par exemple, une foire internationale de commerce —organisée dans la capitale par le gouvernement pour attirer de nouveaux investissements et démontrer qu'il contrôle la situation— a été considérée comme un

(suite page suivante)

(suite de la page précédente)

objectif militaire par la guérilla. L'un des organisateurs de la foire a été exécuté. En même temps, les forces des guérilleros du F.M.L.N. ont lancé des opérations armées contre toutes les casernes. Les attaques ont simultanément eu lieu, et même la caserne de Majano, celle de San Carlos, a été visitée à coups de roquettes.

J'ai interviewé un combattant qui se trouvait près de la caserne San Carlos, il m'a parlé de l'intensité des combats, du type d'armement utilisé par les attaquants, bazookas, mitrailleuses lourdes et fusils automatiques. L'armée n'a pas abandonné son refuge malgré l'attaque des colonnes de guérilleros, qui ne sont pourtant pas deux ou trois petits escadrons.

J'ai personnellement été témoin de faits semblables et une nuit il m'est arrivé d'entendre un de ces combats à trois ou quatre rues d'une caserne. L'affrontement fut violent après minuit et dura près de deux heures. Avec le genre d'explosions et la quantité de tirs, il était possible d'identifier le type des armes utilisées. Ces opérations ont pour principal objectif de provoquer des pertes et de démoraliser les troupes ennemies. Elles ne visent pas à la récupération d'armes, celles-ci sont obtenues par des embuscades à la campagne ou dans les villes.

J'ai assité à un fait qui montre à l'évidence la puissance croissante de feu de la guérilla. Une puissance si grande que, dans une embuscade, elle leur a empêché de récupérer les armes de l'armée. Un camion rempli de gardes a été attaqué: le premier coup de bazooka le projeta contre un mur, puis il tomba à 30 ou 40 mètres sous un pont. Les guérilleros tirèrent une telle quantité de grenades et de charges de mitrailleuses que tout a été complétement détruit.

La guerre de la jeunesse

De la même façon que la puissance de feu de la guérilla, les attaques de la dictature contre la population civile et sans défense ont elles aussi augmenté. Une nuit, à la sortie d'un cinéma, quelques camions sont arrivés avec des gens en uniforme. Ils ne portaient pas l'uniforme vert olive des troupes de l'armée ou de la garde nationale, mais les vêtements noirs des membres de l'Escadron de la Mort. Les hommes en noir arrêtèrent quelques jeunes pour les fusiller sur le champ. Dans les quartiers, ils ont déjà réalisé le même type d'opération des dizaines de fois.

Bien que cela n'arrive pas aussi souvent que pendant la chute de Somoza au Nicaragua, ces faits sont comparables. Quand j'étais au Nicaragua pendant la lutte contre Somoza, je me souviens d'avoir assisté à l'arrivée du *Groupe des Douze* —un regroupement bourgeois d'opposition— dans le quartier de Monimbo, un symbole de la résistance contre la dictature. J'ai vu là-bas des enfants de sept à dix ans occuper les écoles primaires pour recevoir ce groupe. Ces enfants, sous les drapeaux du Front Sandiniste plantés sur les toits, se battaient avec le visage couvert. Il s'est passé la même chose au Vietnam.

Il est évident que quand les enfants s'y mettent, c'est que la révolution est proche; et c'est ce qui se passe au Salvador. Bien que ce ne soit pas un phénomène massif encore, cela existe. Certains combattants salvadoriens sont à peine sortis de l'enfance. La moyenne d'âge des guérilleros ne dépasse peut-être pas les vingt ans. C'est pour cela que la dictature a déjà déclaré la guerre à la jeunesse. Tout jeune est, potentiellement, un combattant du peuple. Nous pourrions répéter les paroles d'un sandiniste qui était avec nous dans la Brigade Simon Bolivar, pour lutter contre le somozisme: *"Dans ces conditions, la jeunesse aussi déclare la guerre à la dictature, et c'est une guerre à mort."*

Comment avance la résistance

par Miguel Orozco

Il est des éléments significatifs qui, sans être des traits dominants, montrent assez le degré de décomposition des organismes militaires de la dictature salvadorienne. On peut déjà percevoir la grande inquiétude que provoque l'échec des opérations militaires. Celles-ci ont fortement touché les populations civiles mais n'ont pas réussi à écraser la guérilla, et le résultat de l'offensive gouvernementale contre la guérilla dans la région de Morazan en est révélateur.

El Independiente, le seul quotidien d'opposition qui circule encore dans le pays (bien que de format réduit après la destruction de ses bureaux par les bombes de l'extrême-droite terroriste), a publié l'article qui suit le 4 novembre 1980: *"Offensive militaire mise en déroute par les guérilléros au nord du pays. L'offensive militaire de la Junte de Gouvernement du Salvador a été mise en échec dans le département de Morazan, Union, San Vicente et Chalatenango. Cette information a été rendue publique par les membres de la direction du Front Farabundo Marti pour la Libération Nationale, Salvador Guerra et Chafik Handal.* 'Le gouvernement avait lancé une offensive avec plus de 10 000 soldats appuyés par de l'artillerie, des tanks et des bombardiers aériens. Ils ont été repoussés par les forces du Front Farabundo Marti pour la Libération Nationale, *a affirmé Salvador Guerra. Le mouvement populaire est passé à l'offensive, libérant de nombreuses positions jusqu'alors tenues par la Junte militaire démocrate-chrétienne. Chafik Handal a déclaré pour sa part:* 'L'offensive dénommée pacificatrice lancée par le gouvernement avec le soutien de l'impérialisme, vient de se terminer par un échec, une défaite totale et de graves revers militaires. C'est avec une grande joie et une émotion profonde que nous voulons annoncer à notre peuple, aux peuples d'Amérique centrale, aux peuples du monde entier, cette victoire récente, car il s'agit d'une victoire dont la grande portée politique et militaire ouvre la perspective du triomphe très prochain de la révolution."

Les zones libérées

Il est important de noter que ces deux dirigeants ont révélé cette information aux correspondants de guerre étrangers *d'une région libérée du territoire salvadorien.* La veille, le Front Farabundo Marti avait lancé un appel au peuple salvadorien pour qu'il s'engage dans la lutte contre la Junte. Appel qui a été lancé à partir de cinq stations de radio de San Salvador et de l'intérieur du pays, stations occupées par des commandos du Front Farabundo Marti qui, aujourd'hui, réunit les principales organisations de guérilla du Salvador.

Reproduit par *El Independiente*, ce communiqué appelait aussi la population à participer à la lutte armée, en annonçant l' offensive qui se déroule ces jours-ci.

Par ailleurs, le Front Farabundo Marti annonçait l'instauration d'un gouvernement démocratique révolutionnaire, parallèle à la junte militaire démocrate-chrétienne, qui fonctionnera dans les zones libérées du pays.

La grande offensive militaire du gouvernement dans le département de Morazan, l'un des domaines des guérilléros, a donc été mise en déroute par les forces du Front Farabundo Marti et par la population elle-même, bien qu'au prix de lourdes pertes. L'intensité des attaques gouvernementales a été telle que des milliers de paysans ont dû fuir la région vers des camps de réfugiés. L'un des dirigeants du Bloc Populaire Révolutionnaire (B.P.R.) et du Front démocratique Révolutionnaire (F.D.R.), Rafael Menjivar, déclarait dans une interview: *"La Junte a tenté de faire sortir le poisson de l'eau, en expulsant la population. Mais celle-ci est revenue."* Le gouvernement multiplie les massacres pour essayer de couper les liens qui unissent la guérilla à la population. Il a échoué.

C'est dans les régions où les conflits sont les plus violents que l'on peut voir que les grandes masses, dans leur ensemble, soutiennent la guérilla. C'est une étape de collaboration, si l'on peut dire. Il y a une autre étape, une étape de participation, d'engagement dans la lutte armée et dans les milices populaires, mais ce n'est pas encore un phénomène massif. En réalité, ce sont les structures des organisations, leurs combattants et leurs militants en majorité venus des villes, qui mènent fondamentalement les actions armées.

Qui est présent dans la lutte?

Quels sont les secteurs sociaux qui soutiennent les forces de la guérilla? Comment se réalise la participation de la paysannerie et du prolétariat à la guerre civile?

La campagne étant le théâtre des batailles les plus importantes qui se déroulent aujourd'hui, on pourrait donc penser que c'est la paysannerie qui supporte le plus le poids de la lutte et de la résistance. Mais il ne s'agirait là que d'une analyse rapide. En fait, c'est le prolétariat qui est la base sur laquelle reposent les actions armées contre la dictature. Ce sont les travailleurs des plantations de café, les prolétaires et semi-prolétaires de la campagne, auxquels s'ajoutent des ouvriers et des membres de la classe moyenne des villes.

Ce prolétariat agricole constitue même le secteur où les organisations politico-militaires du Salvador ont travaillé avec le plus de soin.

Cela ne veut pas dire d'ailleurs que la paysannerie proprement dite, c'est-à-dire les petits producteurs individuels, ne participe pas à la lutte aux côtés des organisations politico-militaires. Mais ce secteur a aussi fourni le gros des forces para-militaires de groupes fascistes comme O.R.D.E.N., et fut pendant longtemps la base sociale du Parti de Conciliation Nationale (P.C.N.) le parti du général Humberto Romero, renversé en octobre 79.

Dans la capitale où se concentrent les ouvriers d'usine, les problèmes sont différents. Nous avons déjà en partie décrit comment agissait la guérilla au San Salvador, mais il faut comprendre les difficultés dues à la très forte répression. Les mobilisations de rue sont presque réduites à zéro, de même que les assemblées et réunions syndicales.

Malgré quelques tentatives faites pour modifier la situation, le degré de participation large et ouverte a beaucoup baissé. Cela a amené les organisations populaires, en fonction de leurs propres conceptions et analyses, à rédiger des plate-formes de revendications pour essayer de maintenir en vie un minimum d'activité syndicale, comme par exemple la lutte contre les décrets de répression et pour les cahiers de pétitions. Mais dans un tel contexte, la participation de l'ouvrier d'industrie se fait plus par le biais de son organisation dans la ville, c'est-à-dire dans son organisation de quartier, qu'au niveau de son usine.

Il faut aussi noter qu'il existe des problèmes au niveau de la direction du processus. La F.E.N.A.S.T.R.A.S., l'une des plus grandes fédérations syndicales du pays qui est contrôlée par le Front d'Action Populaire Unifié (F.A.P.U.), front de masse de *Résistance Nationale* (qui dirige les Forces Armées de la Résistance Nationale, F.A.R.N.), a récemment convoqué une assemblée protégée par les mesures de sécurité les plus rigoureuses. Des divergences ont surgi et à l'exception de celles contrôlées par le F.A.P.U., toutes les organisations ont quitté le congrès. L'argument invoqué était que le congrès n'avait pas un caractère de masse, syndical, mais qu'il était un regroupement des militants du F.A.P.U.

Cela montre que malgré les grandes avancées vers l'unification des courants et le processus de centralisation des luttes contre la dictature, avancées concrétisées par la constitution de la Direction Révolutionnaire Unifiée (D.R.U.), du Front Farabundo Marti et d'autres organismes, il reste encore des problèmes de direction des luttes qui se reflètent dans des épisodes comme celui qui est décrit ici, autour de cette rencontre syndicale.

Le père Tovar du F.D.R. déclare:

"Nous annonçons le début de l'offensive finale"

Le père Benito Tovar, ex-membre de l'équipe de prêtres progressistes formée par Monseigneur Oscar Romero, assassiné au Salvador, est aujourd'hui l'un des ambassadeurs internationaux du Front Démocratique Révolutionnaire (F.D.R.) Salvadorien. Ces derniers mois, c'était l'un des responsables de la représentation du F.D.R. au Costa-Rica et maintenant, il se consacre aux relations publiques, toujours du F.D.R., auprès du Pacte Andin, en Amérique du Sud.

Tandis que l'on vient d'annoncer l'offensive finale, sa charge vient de prendre une importance supérieure depuis que le "président" salvadorien, Napoléon Duarte, a demandé aux gouvernements et aux armées du Pacte Andin d'intervenir au Salvador. La tâche du père Benito Tovar est donc de neutraliser cet appel désespéré de la Junte salvadorienne auprès des gouvernements de cette institution régionale.

Au cours de cette interview réalisée à Bogota à la veille de Noël, il nous a expliqué en détail les plans du F.D.R. et du Front Farabundo Marti pour la Libération Nationale: le déroulement de l'offensive finale, la tâche de construire un nouveau gouvernement, les secteurs sociaux qui vont participer à ce processus de remplacement de la présente Junte de gouvernement militaire démocrate-chrétienne.

Les forces du Front Farabundo Marti pour la Libération Nationale ont annoncé l'offensive finale contre la Junte du Salvador. Quelle est la situation politique et militaire du pays?

Oui, nous sommes en train d'annoncer à tous les pays du monde entier le début de l'offensive finale. Il s'agit là d'un communiqué officiel du F.D.R. et du F.M.L.N. ce qui veut dire que nous avons entamé l'étape d'extermination de l'armée de la Junte salvadorienne. Notre plan de guerre prévoit la destruction des troupes ennemies. Les attaques auront lieu dans tout le pays, les postes militaires seront fortement attaqués, de la même façon que les casernes et les zones militaires.

Nous combinons cette action militaire avec la généralisation de la mobilisation populaire, en préparant l'insurrection. Le F.M.L.N. possède maintenant une armée populaire bien structurée et suffisamment d'armes pour défaire l'ennemi en dépit de ce que les Etats-Unis continuent à accorder une aide économique et militaire au gouvernement salvadorien.

L'intervention américaine ne va pas arrêter notre lutte de libération. Aujourd'hui, nous savons que 250 assesseurs yankees sont présents dans notre pays. Et en dépit de l'assassinat des religieuses américaines et de l'annonce de la suspension de toute aide de la part des Etats-Unis, ceux-ci sont restés. Mais le peuple du Salvador répond à ce plan impérialiste en s'incorporant massivement aux combats. Nous sommes sûrs de triompher.

Qui a le pouvoir de conduire l'offensive finale contre la Junte? Quel rôle jouent les unités du F.M.L.N. et du F.D.R.?

Le F.M.L.N. est l'avant-garde indiscutée du peuple salvadorien. C'est en son sein que se structurent l'armée populaire de libération, la guérilla, les milices populaires. Ces trois secteurs sont sans aucun doute importants. L'armée populaire doit affronter l'armée ennemie. La guérilla doit frapper en divers endroits, utilisant sa mobilité. Et les milices populaires sont chargées de diriger les masses pour l'insurrection et de participer à l'auto-défense. Le F.D.R. a un rôle plus politique. Comme je l'ai expliqué tout à l'heure, le F.M.L.N. a la direction du processus. Dans ce sens, il est responsable de mettre en avant et de mener à bien le programme de gouvernement que nous préparons déjà. En plus de tout cela, nous sommes aujourd'hui en train de travailler à la structuration du nouveau gouvernement pour le Salvador.

Croyez-vous possible que le processus salvadorien repète celui de la révolution nicaraguayenne? Les forces de la gérilla du Salvador mettent elles à l'ordre du jour la formation d'un gouvernement d'unité nationale du prolétariat, de la paysannerie et de secteurs bourgeois et militaires? Ou à l'inverse, si l'offensive finale qui vient d'être annoncée se termine par une victoire, le F.M.L.N. prendra-t-il au pouvoir?

Vous savez bien que c'est le F.M.L.N. qui va réellement prendre le pouvoir... Mais qui va maintenant être présent dans la Junte de gouvernement après la victoire est une question en ce moment en étude. Il est possible que ce qui s'est passé au Nicaragua se répète. Comme vous savez, c'est le Front Sandiniste qui contrôle le processus au Nicaragua. C'est lui qui commande même si sont présents au gouvernement des ministres qui ne sont pas membres du F.S.L.N.

L'une des caractéristiques du processus salvadorien, c'est que ne participent pas seulement à la lutte des organisations révolutionnaires mais d'autres secteurs encore comme la dissidence de la démocratie-chrétienne, la social-démocratie, les professions libérales progressistes et l'Eglise. Le futur appareil gouvernemental ne va donc pas être seulement du F.M.L.N., mais rassemblera aussi les composantes des autres partis et organisations qui ne sont pas révolutionnaires.

Mais cela ne représenterait-il pas un risque pour la révolution salvadorienne? Vous ne croyez pas que ces secteurs vont travailler à l'encontre des avancées révolutionnaires?

Ce qui est prévu pour le Salvador, c'est un gouvernement pluraliste, auquel participent toutes les couches du peuple du Salvador.

Un gouvernement pluraliste comme vous le décrivez pourrait-il comprendre le colonel Adolfo Majano, un ancien membre de la Junte militaire démocrate-chrétienne?

Oui. Le F.D.R. et le F.M.L.N., nous avons déjà clairement dit que nous ne nous opposions pas à la participation des militaires au processus révolutionnaire. Nous effectuons même des appels réitérés à ce que tous les militaires honnêtes soutiennent la lutte populaire.

Et le colonel Majano, grâce à Dieu, semble avoir pris conscience de ce que les jeux sont faits pour le peuple salvadorien. Le F.M.L.N. est conscient de ce qu'il ne peut pas séparer les militaires honnêtes du processus de libération au Salvador, et c'est pour cela qu'il les invite à y participer.

Mais le colonel Adolfo Majano n'est-il pas un officiers qui a toujours été compromis dans la répression du mouvement de masses dans le pays? Avec d'autres membres du gouvernement, n'a-t-il pas ordonné le massacre des manifestations des L. P.- 28, du B.P.R. et n'a-t-il pas été l'un des responsables de l'application du plan de réforme agraire qui a fait massacrer des centaines de paysans et a constitué un pas de plus sur la voie du génocide du peuple du Salvador? Majano n'a-t-il pas fait tout cela? Comment le peuple du Salvador et les combattants qui ont donné leur vie à la révolution vont-ils comprendre la participation de Majano au futur gouvernement?

Je ne suis pas sûr d'avoir affirmé que Majano était un militaire honnête... Ce que je veux dire, c'est que l'honnêteté est relative dans les personnes. Il se peut que la personne la plus malhonnête qui soit finisse par se convaincre et change d'attitude. Les coups mêmes que porte la vie peuvent faire que l'on change. Parfois les gens comprennent par un processus intellectuel qu'ils doivent changer. Moi, je ne veux pas juger Majano, c'est notre peuple qui le jugera et qui saura déterminer quelle est sa place.

Mais le F.D.R. affirme-t-il qu'il pourrait faire partie du nouveau gouvernement?

Le F.D.R. présente toutes les garanties nécessaires pour continuer à diriger politiquement le processus. La participation de Majano à un nouveau gouvernement constitué après la défaite de la Junte est réellement une possibilité, maintenant qu'il a rompu avec la Junte beaucoup plus probable. Nous pensons que ce serait là une alternative favorable parce que nous pourrions ainsi montrer aux gouvernements du monde entier que notre révolution n'est pas communiste, comme ils nous en accusent.

Le processus révolutionnaire au Salvador va dans le sens de l'extension des luttes à tout l'isthme centro-américain. Les situations que connaissent le Guatémala et le Honduras démontrent que les travailleurs de tous les pays ont très rapidementt compris les enseignements du Nicaragua et qu'ils se dirigent vers un changement radical de leur situation d'exploités. En tant que représentant du F.D.R., comment verriez-vous la constitution d'une structure de coordination de la guérilla en Amérique centrale? Comment comprendriez-vous l'unité des forces combattantes dans l'isthme?

Je n'avais jamais pensé à cela. C'est la première fois que l'on me pose cette question. Mais, de toute façon, l'unité des pays d'Amérique centrale est un souhait de toutes les forces progressistes. C'est depuis l'époque de la colonisation que la question est sur le tapis. Nous savons que dans l'avenir, les pays d'Amérique centrale pourraient difficilement survivre si leurs frontières continuaient à les séparer. L'idéal de la *Grande Patrie* vit en nous. Mais, d'un autre côté, la coordination des forces révolutionnaires peut être un problème réservé au futur, il faudrait que nous étudions sa nécessité ou pas. Mais, déjà, nous cherchons à coordonner certaines actions avec les forces d'autres pays d'Amérique centrale

Interview réalisée par **Andres Castillo**

José Ernesto Velasquez, milicien, 13 ans: la jeunesse du Salvador en guerre contre la Junte Militaire.

La Milice Socialiste Concepcion Burgos

Dans la lutte armée contre la Junte

Cette interview a été réalisée par *Correspondance Internationale* auprès du camarade Enrique Fernandez, dirigeant du Parti Socialiste des Travailleurs du Salvador (P.S.T.).

Le P.S.T. a déjà une longue liste de camarades tombés au combat. Parmi eux, Ricardo Cisneros, Humberto Sorto, Raul Mercado, Francisco Choto, Concepcion Burgos, Jorge Ernesto Coto, et de nombreux sympathisants du parti.

Aujourd'hui, quelle est la lutte de notre parti, quelle est sa politique pour renforcer la construction de milices populaires dans le pays, quelles sont les opérations et actions militaires de la *Milice Socialiste Concepcion Burgos*, telles sont les questions que nous avons posées à notre camarade.

D'ores et déjà, la Milice Socialiste a effectué des opérations militaires, des exécutions d'agents infiltrés du gouvernement et des récupérations d'armes et d'argent pour la lutte contre la dictature militaire et pour l'instauration du socialisme au Salvador.

Peux-tu nous parler un peu de ce qu'a fait le parti dans les derniers mois?

Ces derniers mois, le parti s'est consacré à la question militaire, sans délaisser son travail syndical dans les villes. Nous avons élaboré un plan de lutte avec des objectifs bien précis, en insistant sur la nécessité des milices populaires dans chaque quartier, secteur, canton, etc.

Qui devrait participer à ces milices?

Tous ceux qui sont contre la dictature militaire, contre la Junte de Gouvernement. L' incorporation massive dans les milices est l'une des tâches fondamentales du peuple salvadorien. Tous doivent y participer: les travailleurs de l' industrie, de l'agriculture, les enseignants, les étudiants, les habitants des *tugurios* (bidonvilles), nous devons tous les intégrer.

Quelles sont les tâches des milices?

Les milices devront être préparées à se défendre contre les opérations des corps répressifs et des bandes para-militaires. Pour cela, elles devront avoir une préparation militaire ce qui comprend des cours sur les explosifs, exécuter les mouchards, récupérer des armes, etc. Ces tâches sont celles qui nous aideront à renverser la dictature. Nous considérons aussi comme d'une importance vitale la création et la centralisation de tous ces organismes de masse (syndicats, comités populaires, milices), car ce sera la seule garantie pour la transition de notre révolution vers le socialisme. C'est la seule garantie des expropriations d'usines et de terres des bourgeois nationaux et impérialistes, de la lutte pour un gouvernement des travailleurs.

C'est pour cela que notre parti fait converger toutes ses actions vers la construction des unités de milice. Nos miliciens socialistes combattent au premier rang contre l'armée bourgeoise et ses bandes para-militaires.

Et quelles sont les activités actuelles de la Milice Socialiste Concepcion Burgos, la Milice impulsée par le P.S.T.?

Notre milice a déjà réalisé une série d'opérations qui vont de la récupération d'armes, d'argent, à l'exécution de mouchards et aux affrontements contre les organismes répressifs et para-militaires. Grâce à cette politique combative, le parti se développe rapidement gagnant un plus grand respect auprès des masses du Salvador.

Parmi ces opérations, quelles sont celles qui te paraissent les plus importantes?

Il n'y a pas longtemps, nous nous sommes affrontés à l'Escadron de la Mort. Il était près de onze heures du soir, cinq de nos camarades étaient réunis dans une maison d'un quartier de San Salvador, quand dix hommes vêtus de noir et encapuchonnés sont descendus d'un véhicule et ont commencé à nous tirer dessus.

Ils étaient armés de G-3 et de mitrailleuses, tandis que nos camarades n'avaient que des pistolets. C'était une embuscade. Nos militants se sont retranchés sous les fenêtres et ont commencé à affronter les tirs. Le combat a duré environ quarante cinq minutes et nos camarades, qui ont déjà une expérience des affrontements, sont arrivés à repousser l'attaque, causant des pertes à l'Escadron. Celui-ci s'est enfui sans capturer personne et sans provoquer aucune perte parmi les nôtres.

A la campagne comme à la ville, nous avons exécuté des mouchards. Ce sont généralement des membres de la police ou certains qui ont déjà travaillé pour elle. Ils viennent dans une zone déterminée pour accomplir des travaux d'espionnage. Par exemple, nous avons exécuté le mouchard qui a livré le camarade Concepcion Burgos.

Raconte-nous ce qui s'est passé avec Concepcion, et comment vous avez exécuté son délateur.

A la fin du mois d'août, Concepcion se rendait dans la zone d'Uzutlan quand le chauffeur du bus dans lequel il était a arrêté son véhicule sous prétexte d'ennuis mécaniques. En réalité, le chauffeur était un mouchard, et il s'était arrangé avec la police pour tendre une embuscade.

Il a garé le bus à un endroit déterminé de la route, qui s'appelle Vueltas, et il s'est mis à vérifier le moteur, laissant aux militaires le temps d'arriver. Et ils sont arrivés. C'était l'Escadron de la Mort, des membres de la Garde Nationale du poste d'Uzutlan.

Le 1er septembre, son cadavre est apparu; il avait été tué par balles et il avait des traces de torture sur tout le corps, par coups de *machete*.

Le chauffeur qui l'avait vendu avait changé de domicile et travaillait dans une autre compagnie de bus. Nous l'avons retrouvé et découvert le bus sur lequel il travaillait puis, le 3 octobre, nous sommes montés dans son car. A un endroit isolé du parcours nous l'avons arrêté et tué, puis nous sommes aussitôt rentrés par un autre véhicule. Le jour suivant les quotidiens du Salvador annonçaient que le conducteur José Valentin Zelaya Reyes avait été assassiné de six balles dans les côtes alors qu'il se dirigeait vers San Miguel.

Cette action et d'autres encore ont été revendiquées par la Milice Socialiste et par le parti à l'aide de tracts et de communiqués distribués dans les villes. Nous avons aussi réalisé des actions de récupération économique. Par exemple, l'opération réalisée le dernier vendredi de novembre 80 contre l'entreprise El Chocho, que nous avons elle-aussi revendiquée. Là, nous avons récupéré des armes et de l'argent.

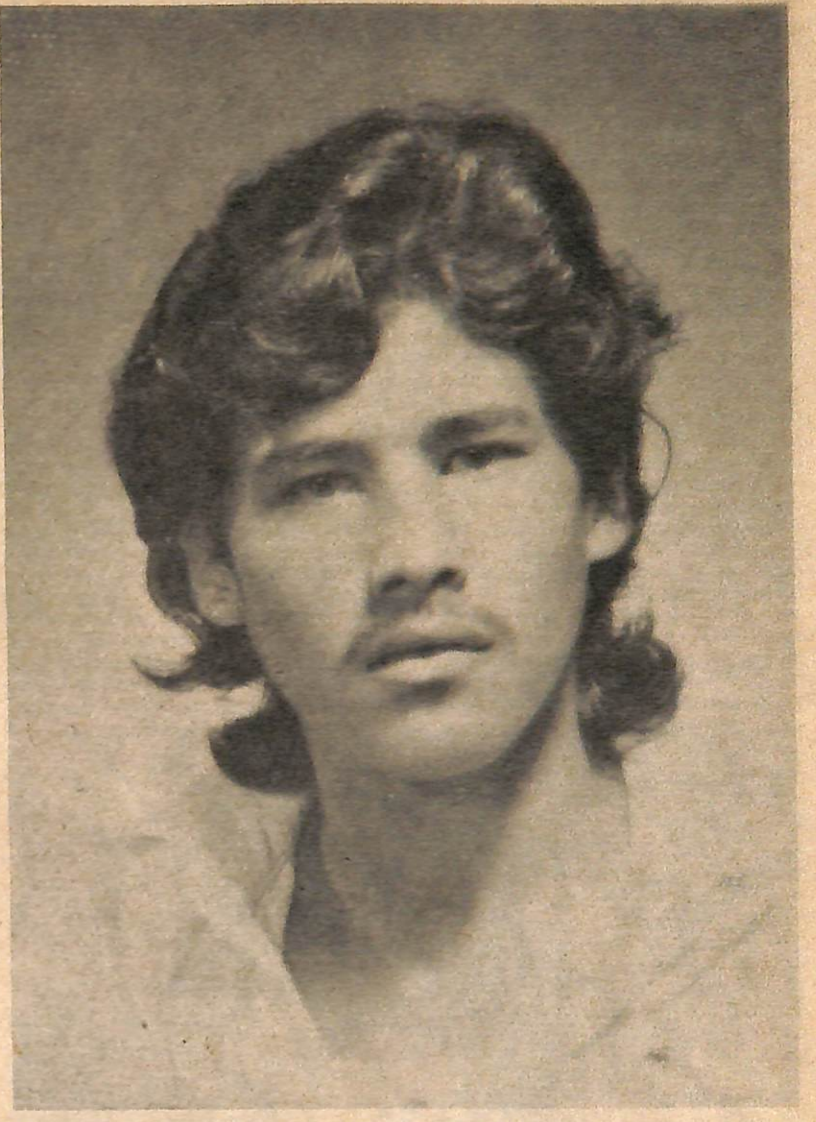
Nous avons récemment appris la mort du camarade Jorge Ernesto Coto, qui a eu lieu le 9 décembre. Comment est-ce arrivé?

Le camarade Coto est mort au cours d'un affrontement avec l'armée dans un hameau qui s'appelle Atonal. C'était vers quatre heures de l'après-midi, quand 50 membres de l'armée l'ont localisé. Il était avec deux autres camarades qui ont réussi à s'échapper, l'un des deux étant blessé. Coto fut atteint par une balle de calibre 23 et, après qu'il soit tombé, les soldats ont détruit son corps par rafales. Ils ont tiré tant qu'ils ont pu. Ce camarade était spécialiste en explosifs. C'était un très bon camarade et ce fut un coup très dur pour nous. Lui et tous les autres camarades sont nos martyrs de la révolution salvadorienne. C'étaient des trotskystes et des combattants authentiques.

Quel mot d'ordre de gouvernement proposez-vous pour le Salvador?

Tout d'abord, je voudrais dire qu'en ce moment, la lutte contre la Junte, l'écrasement de ce gouvernement et de l'appareil d'Etat bourgeois, ce qui inclut la destruction de cette armée d'assassins, *est notre première priorité*; pour cela, nous nous mettons sous la direction militaire de la guérilla, c'est-à-dire de la D.R.U., et nous soutenons toute action réalisée contre l'armée et la Junte. Bien. Pour le reste, il est évident que nous revendiquons notre programme, et nous continuons à appeler les héroïques combattants de la guérilla à rompre leurs accords avec la bourgeoisie ou un quelconque secteur militaire dit "démocratique". La destruction de l'armée bourgeoise est indispensable. Seul un gouvernement de la Direction Révolutionnaire Unifiée du Front Farabundo Marti et de toutes les organisations ouvrières et paysannes du pays, sans bourgeois ni militaires, pourra satisfaire les aspirations de ceux qui aujourd'hui luttent, combattent et bien souvent meurent pour que le Salvador soit socialiste, soit aux ouvriers et aux paysans.

Interview réalisée par
Vadinho Remis



Camarade Jorge Ernesto Coto, assassiné par l'armée salvadorienne, le 9 décembre 1980. L'opération a été réalisée par un effectif de plus de 50 hommes, dans l'un des bidonvilles de San Salvador, appelé Atonal.
Camarade Coto, *"Hasta el socialismo, siempre!"*

Nicaragua

Sous l'ombre de Robelo

par Vadinho Remis

A un an et quatre mois de la révolution nicaraguayenne, le gouvernement du Front Sandiniste de Libération Nationale (F.S.L.N.) a déjà traversé une série de problèmes et connu deux importantes crises politiques.
Pourquoi cela s'est il produit? Comment peut-on expliquer qu'une révolution qui a été avant tout réalisée par les ouvriers et les paysans contre le somozisme, qui a détruit le vieil Etat bourgeois et son armée, soit touchée aujourd'hui par des crises provoquées par la bourgeoisie pourtant sérieusement frappée lors de la révolution? Pourquoi le secteur privé est-il à l'offensive?
C'est en examinant l' histoire récente du Nicaragua et la politique du F.S.L.N. au cours des crises gouvernementales successives que nous pourrons mieux comprendre ce qui se passe en réalité dans le pays.

Aussitôt après l'insurrection qui a balayé la dictature somoziste, surgit le Gouvernement de Reconstruction Nationale (G.R.N.) ... un gouvernement construit sur les ruines de l'armée somoziste, la Garde Nationale, et de l'appareil d'Etat de la dictature, comme expression de la volonté politique du F.S.L.N. de former un gouvernement d' "Unité Nationale" avec la bourgeoisie anti-somoziste.

La fonction immédiate du nouveau gouvernement a été de reconstruire l'Etat et l'économie sur la base de l'unité avec le patronat "patriotique" et les compagnies multinationales. Le tout avec l'aide extérieure de l'impérialisme et de la social-démocratie, qui ont investi une quantité de dollars pour la "reconstruction", et du stalinisme aussi que remplissait de joie l'alliance de classes représentée par le gouvernement.

Seuls ont été expropriés les biens de Somoza et de ses partisans directs et le G.R.N. a tenté de se consolider au moyen de mesures et de contre-mesures.

Une timide réforme agraire a été en même temps mise en marche sur les terres confisquées à Somoza. Dans les villes, les industries passées aux mains de l'Etat étaient administrées par des fonctionnaires du gouvernement et non par des conseils élus de travailleurs.

Début 80, la volonté paysanne et ouvrière d'obtenir le droit à la terre et des hausses de salaire se développe dans tout le Nicaragua.

En février, ce sont près de 5 000 ouvriers qui défilent dans les rues de Managua pour exiger de meilleures conditions de vie. Plus de 1 000 ouvriers de Fabritex, une usine textile, les soutiennent. A la campagne, les travailleurs procèdent à de multiples occupations de terres des latifundistes non-expropriés, revendiquant leur droit à la posséder. Au même moment la grève éclate à San Antonio, la plus grande raffinerie sucrière du pays.

Comment a réagi le gouvernement?

Bonaparte des conflits, le gouvernement cédait partiellement aux revendications ou emprisonnait et réprimait ouvriers et paysans.

L'attitude du commandant du F.S.L.N. Jaime Wheelock était révélatrice de cette politique. Lorsque les prises de terres menaçaient de se généraliser, il s'est présenté dans les mobilisations en soutenant pratiquement tous les cahiers de revendications, pour dire aussitôt après que la grève n'était pas une solution et que les prises de terres ne pouvaient servir qu'à mettre en danger la reconstruction du pays.

Le début de l'année a été également marqué par la persécution des autres organisations ouvrières. Fin 79, la répression contre *Frente Obrero* s'est encore accrue pour culminer avec l'interdiction à la vente de son journal *El Pueblo* De plus, le gouvernement a emprisonné les dirigeants de la Centrale d'Action et d'Unité Syndicale (C.A.U.S.) qui avaient organisé d'importantes manifestations durant cette période.

Pendant ce temps, le quotidien de la bourgeoisie, *La Prensa*, continuait à être diffusé sans problèmes, effectuant une critique voilée du F.S.L.N. et étant assuré par les sandinistes de l'impunité.

En interdisant la presse ouvrière et en adoptant des mesures en faveur de la presse patronale, le gouvernement défendait les intérêts de la bourgeoisie. C'était là la signification de *l' "unité nationale"*.

Une grande unité nationale

Le F.S.L.N. s'est à chaque fois plus affirmé comme le support de la répression gouvernementale en même temps que, par le biais de ses organisations de masses, ses syndicats et associations contrôlés bureaucratiquement , il manoeuvrait et vidait de tout contenu les revendications ouvrières et paysannes, semant ainsi la confusion au sein des masses nicaraguayennes.

C'est pour cela que les luttes impulsées par les travailleurs au début de l'année n'ont jamais représenté un danger sérieux pour le gouvernement bourgeois de reconstruction nationale.

La révolution pour laquelle ont lutté et donné leur vie les masses nicaraguayennes ne leur a pas été rendue. Auréolé de l'immense prestige de sa lutte héroïque contre le dictateur Somoza, le F.S.L.N. a au contraire constitué un gouvernement d' *"Unité Nationale"* avec la bourgeoisie, lui accordant de larges pouvoirs, et privilégiant le système de l' "économie mixte".

Et alors même qu'il faisait cadeau de toutes sortes de crédits et d'allègements fiscaux à labourgeoisie "anti-somoziste" qui de toutes manières cherchait à boycotter la production, il destinait aux travailleurs, à ceux qui avaient fait la révolution, le blocage des salaires, le travail très dur et l'austérité. Mais la bourgeoisie était à chaque fois plus exigeante.

La première grande crise politique

Le 21 avril 1980, Violeta Chamorro se retirait *"pour raisons de santé"*. L'explication politique allait en venir à peine deux jours plus tard, avec le départ d'Alfonso Robelo: dans sa lettre de démission, celui-ci se déclarait *"aujourd'hui, convaincu de ce que l'essentiel des bases de l'unité qui ont été le facteur déterminant de notre victoire sur la dictature se sont rompues et que l'on est sur un chemin qui nous éloigne des objectifs de notre révolution..."*

Robelo savait pourquoi il n'était pas d'accord avec la composition du conseil d'Etat, mais il savait aussi pourquoi son projet bourgeois contredisait les plans bonapartistes du F.S.L.N.

Robelo exigeait la création d'institutions et d'un cadre juridique qui garantirait la propriété privée et le fonctionnement d'une économie capitaliste. Il exigeait que soit mis fin à l'état d'urgence et que soit adoptée une *loi de Protection* qui permettrait aux propriétaires d'annuler et de neutraliser toute confiscation de leurs biens.

La bourgeoisie protégée

Le 28 avril, soit une semaine après la démission de Violeta et de Robelo, *Barricada*, le journal officiel du F.S.L.N. publiait la nouvelle de la fin de l'état d'urgence et de la promulgation de la Loi de Protection...

La crise une fois ouverte par la démission des deux représentants de la bourgeoisie, le F.S.L.N. se trouvait à la croisée de deux chemins: **avancer dans le processus révolutionnaire en rompant politiquement avec la bourgeoisie, ou renégocier avec cette classe une nouvelle composition du gouvernement bonapartiste.**

Ils ont préféré maintenir la vieille formule et renforcer l'alliance de classes. La bourgeoisie est revenue triomphante au pouvoir, le patronat y avait conquis une importante position et la loi de Protection avait été promulguée.

Ce qui aurait pu devenir une importante défaite de la bourgeoisie s'est transformé en victoire de la classe dominante qui se consacre à contenir et à défaire les expropriations et les nationalisations. Ce qui aurait pu permettre d'avancer jusqu'au gouvernement des travailleurs, au gouvernement ouvrier et paysan qui rompe politiquement avec la bourgeoisie, a été délaissé au profit d'une réaffirmation de la politique d' *"Unité Nationale"* avec le secteur privé.

Le 23 avril, un membre du gouvernement, Sergio Ramirez, déclarait: *"le G.R.N. continuera à accomplir sans hésitations les devoirs que lui ont confiés le peuple et la révolution, et le chemin tracé durant la victoire de la révolution suivra à l'avenir la voie de l'unité nationale révolutionnaire au sein d'un régime d'économie mixte et de participation pluraliste, deux choses que nous continuerons à suivre de manière conséquente."*

Il est clair que la crise gouvernementale n'avait pas son origine dans la montée du mouvement des masses qui aurait mis en péril le G.R.N. comme gouvernement bourgeois ou la bourgeoisie comme classe. Personne ne remettait en cause l' *"Unité Nationale"*. La réalité fut que la bourgeoisie a exercé un chantage sur le F.S.L.N., en cherchant ainsi à obtenir de plus grandes concessions qui ont fini par lui être accordées.

De quelque manière que l'on aborde la question, cette crise a une fois de plus démontré avec clarté que jusqu'à maintenant le F.S.L.N. n'était pas, mais absolument pas, à la recherche d'un gouvernement des travailleurs, d'un gouvernement ouvrier et paysan. Il n'était pas dans ses plans de rompre politiquement avec la bourgeoisie.

L'espoir nord-américain

Les U.S.A. négociaient au même moment avec la direction sandiniste l'octroi d'une aide de 75 millions de dollars dont le vote avait été ajourné par le Congrès nord-américain dans l'espoir de garanties plus sérieuses.

A propos de ce prêt nord-américain, quelques faits intéressants ont précédé l'arrivée au pouvoir des deux nouveaux membres bourgeois de la Junte de gouvernement.

Nous sommes le 16 mai, quelques jours avant le remplacement des deux postes vacants à la Junte. Le quotidien *Barricada* publie une déclaration du Commandant Hugo Torres, un secrétaire du Conseil d'Etat entré en fonction le 4 mai: *"Nous venons d'être informés par dépêche que le prêt de 75 millions de dollars est reporté jusqu'à ce que la Junte représente tous les secteurs du pays et dans la mesure où l'on va revoir la composition de la Junte."*

Intéressante observation. Les U.S.A. ont défini leur position au plein milieu d'une crise du gouvernement nicaraguayen. Mais plus intéressante encore a été la façon dont on a annoncé la participation des deux nouveaux membres bourgeois à la Junte.

L'ascension de deux bourgeois au-dessus de tout soupçon

Le 19 mai, la direction nationale du F.S.L.N. a porté à la connaissance du public le nom des deux hommes désignés pour remplacer Violeta et Robelo: Monsieur Arturo Cruz, économiste, membre du "groupe des douze" (les bourgeois qui avaient appuyé la lutte contre la dictature), fonctionnaire de la Banque Inter-américaine de Développement (B.I.D.)et président de la Banque centrale, et Monsieur Cordoba Rivas, dirigeant du Parti Conservateur, magistrat de la Cour Suprême.

C'est Jaime Wheelock qui en a fait l'annonce de la façon suivante: *"la Direction Nationale Sandiniste a considéré que notre gouvernement doit donner sa chance à tous les nicaraguayens démocrates indépendamment de leur secteur social.*

"Les camarades Arturo Cruz et Rafaël Cordoba sont des citoyens qui, indépendamment de leurs positions politico-idéologiques, ont toujours loyalement travaillé pour la Reconstruction Nationale.

"Aux provocations réactionnaires nous avons répondu par la voie conséquente de l' "Unité Nationale", en faisant tout pour augmenter et renforcer la participation de tous les secteurs honnêtes à la grande tâche de la Reconstruction Nationale."

Une autre coïncidence? Les Etats-Unis *"ont demandé la participation des secteurs représentatifs du pays"*, et le F.S.L.N. a répondu avec le même langage, allant même jusqu'à déclarer que maintenant cette participation se renforcerait. Les conditions pour la remise de l'aide nord-américaine étaient remplies. L'aide allait être accordée.

Un jour seulement après l'entrée en fonction d'Arturo Cruz et de Cordoba, le Sénat approuvait enfin l'aide économique. 60 % de cette aide sera pour le secteur privé, 40 % pour les travaux d'infrastructure.

Carter accordait toute facilité comme il était déjà en possession de toutes les garanties sur le *"pluralisme et l'économie mixte"*. Il savait que les deux nouveaux membres de la Junte étaient *"représentatifs"* de leur classe. Il savait que l'aide ne renforcerait que la bourgeoisie nicaraguayenne.

La loi de Protection est approuvée le 22 mai et promulguée deux jours après l'entrée en fonction de Cruz et Cordoba. Daniel Ortega déclare à *Barricada* que cette loi constitue la garantie de la propriété privée dans le pays. Ce même journal, le 15 mai, avait expliqué: *"La Protection couvre toute personne naturelle ou légitime à qui est porté préjudice ou qui est sur le point de l'être. Les personnes affectées ne peuvent demander la Protection que lorsque sont atteints leurs intérêts patrimoniaux."*

L'aide internationale

Le 6 juin, *Barricada* écrivait que le B.I.D. avait approuvé une aide économique destinée au Nicaragua et d'un montant de 730 millions de dollars. Les pays d'Europe occidentale et plus particulièrement ceux dont les gouvernements sont liés à la II[e] Internationale, approuvent eux aussi une "aide désintéressée" aux sandinistes.

Il y a là un cas rarissime: Carter, la social-démocratie et le stalinisme (Cuba compris), sont satisfaits du cours de la révolution nicaraguayenne. Tous se réjouissent du comportement du Gouvernement de Reconstruction Nationale. Mais ce n'est pas si étrange.

Tous ces courants idéologiques qui aujourd'hui soutiennent le gouvernement du Nicaragua ont un point commun: ils essayent d'éviter que la révolution nicaraguayenne n'avance en direction d'un gouvernement des travailleurs. Tous, en dépit de leurs divergences, sont d'accord: la bourgeoisie du Nicaragua doit être renforcée, l'économie mixte doit continuer.

C'est pour cela que Fidel Castro salue dans son discours prononcé le 19 juillet dernier à Managua l'aide économique américaine et le "pluri-partisme", c'est-à-dire le gouvernement avec la bourgeoisie.

Et c'est pour la même raison que lors de son Congrès réalisé en octobre 80, la II[e] Internationale approuvait une résolution de soutien politique au F.S.L.N. et

(suite page suivante)

Sous l'ombre de Robelo

(suite de la page précédente)

constituait un Comité de Solidarité avec le Nicaragua, comité dirigé par Felipe Gonzalez, secrétaire du P.S.O.E. espagnol, avec la participation de Bruno Kreisky (Autriche), Olof Palme (Suède) et Carlos Andres Perez (Vénézuéla). Le 17 novembre, Felipe Gonzalez déclarait à la presse que ce Comité étudierait la meilleure façon de *"canaliser"* le processus nicaraguayen.

D'un autre côté, le président de la Commission pour les Droits de l'Homme de l'O.E.A., celui-là même qui avait présidé l'enquête de cette commission au Nicaragua déclarait au cours d'une réunion plenière de celle-ci, en novembre 80, que *"le pays est un exemple de respect des Droits de l'Homme en Amérique Latine."* Il oubliait aussi de dire qu'il n'y a rien de mieux que de voir le Nicaragua participer à l'O.E.A., et que les U.S.A., qui exercent une grande influence sur ces commissions, sont d'accord avec la situation politique au Nicaragua et avec la formation du conseil d'Etat suivant les modalités fixées par les sandinistes, et ceci bien que la bourgeoisie locale ne soit pas enthousiaste. Pourquoi?

Daniel Ortéga, commandant sandiniste, face aux masses et à côté de Carter. Alfonso Robelo et Sergio Ramirez leur tiennent compagnie.

Le conseil d'Etat

Le conseil d'Etat a commencé à fonctionner juste après la démission de Violeta et de Robelo. Il nous faut voir ce qui le 12 juillet s'est passé dans cette organisation bureaucratique.

Face aux revendications ouvrières de la ville et de la campagne, le gouvernement bonapartiste s'est résolu à envoyer au conseil un décret qui autorisait une augmentation de salaire, non prévue, pour les travailleurs les plus pauvres.

Le décret était rétroactif à compter du 1er juin, et voilà qui a provoqué la colère des deux représentants bourgeois présents au conseil. Le commandant du F.S.L.N., Hugo Torres, leur a répondu en déclarant que le décret 338 (loi de Protection), approuvé à l'unanimité par les membres du conseil, était lui aussi rétroactif et qu' *"il garantissait aux latifundistes et aux riches du pays la possibilité de réviser chacune des confiscations et interventions décrétées par l'Etat"*. Et il a ajouté: *"Cette loi n'a pas été mise en cause par ces Messieurs."*

C'est sans aucun doute une brillante défense. Une défense typique d'un gouvernement bourgeois et bonapartiste. Par là, Hugo Torres a clairement admis qu'il ne représentait pas les intérêts des travailleurs et qu'au nom du F.S.L.N., il approuvait lui aussi le décret 338, pour fournir des "garanties" aux *"latifundistes et aux riches"*.

Blueffields se révolte

Dans les derniers jours de septembre, Blueffields, sur la côte Atlantique, s'est révoltée. Des éléments somozistes et des dirigeants de la bourgeoisie locale ont capitalisé le mécontentement des travailleurs et l'insatisfaction de ceux qui n'ont pas vu augmenter leur niveau de vie depuis la révolution, les manoeuvrant ainsi au service de leurs propres intérêts. (voir *Correspondance Internationale* No. 2 / 3).

Le 3 octobre, le G.R.N. envoyait un communiqué en six parties dans lesquelles la Junte expliquait que ne seraient plus tolérés les désordres, les occupations d'usine, *"de même que les grèves illégales et les actes qui empêcheraient la production normale des entreprises"*, ajoutant que *"ne seront plus tolérées en aucune manière les prises de terres, fermes ou propriétés, ainsi que l'interruption de la production sur celles-ci. (Junte de Gouvernement)."*

Quand la bourgeoisie passe à l'offensive, y compris militaire, comme à Blueffields, le gouvernement s'applique à rappeler les concessions au secteur privé.

Le 6 octobre, le F.S.L.N. s'est livré à *"une autocritique et une réflexion sur le cas de Blueffields"*, arrivant à la conclusion que le mouvement n'était pas contre-révolutionnaire bien que sa direction le soit; *"nous reconnaissons l'absence de communication dont nous sommes responsables envers le peuple de Blueffields"* (déclaration du ministre de la Côte Atlantique, le commandant William Ramirez). Une reconnaissance verbale d'un côté, mais de l'autre un châtiment bien réel des ouvriers et des paysans qui ont fait grève ou occupé des fermes.

La seconde crise politique

Le 12 novembre 1980 est la date marquant la nouvelle crise du gouvernement. Le Conseil Supérieur de l'Entreprise Privée (C.O.S.E.P.), les partis de la bourgeoisie et deux petites centrales syndicales se sont retirés du conseil d'Etat (organe législatif à caractère consultatif subordonné au G.R.N.), laissant ainsi cet organisme aux mains du F.S.L.N.

Ces secteurs ont démissionné pour protester contre la décision du F.S.L.N. d'interdire une manifestation publique, convoquée pour le 9 novembre, du parti bourgeois le plus important du pays: le Mouvement Démocratique du Nicaragua (M.D.N.), dirigé par Alfonso Robelo, ex-membre de la Junte et l'une des figures les plus importantes de la bourgeoisie "anti-somoziste".

Au cours d'un rassemblement organisé par le F.S.L.N. pour riposter à la sortie de la bourgeoisie du conseil, Sergio Ramirez, membre du G.R.N., a très violemment attaqué le secteur privé le 13 novembre dernier.

Après avoir expliqué que ce qui était en jeu au Nicaragua, la lutte pour le pouvoir, et déclaré que *"nous ne sommes ni en Jamaïque, ni au Chili en 1973, mais au Nicaragua libéré"*, Ramirez a ajouté: *"...cela ne veut pas dire que le gouvernement du F.S.L.N. n'est pas disposé à entamer des négociations avec les groupes qui ont quitté le conseil d'Etat. Le gouvernement est ouvert au dialogue mais à la condition que ces messieurs soient disposés à reprendre leurs postes au conseil. Il n'y a pas d'autre alternative pour le dialogue."*

La plus importante organisation patronale, le C.O.S.E.P., a élaboré un document, publié par le quotidien *La Prensa*, dans lequel il attaquait directement le F.S.L.N., en critiquant principalement la situation économique dupays et la marginalisation du secteur privé dans les décisions concernant la planification. Ce document se terminait par un bilan de l'activité industrielle pendant les quinze mois qui ont suivi la révolution:

"quinze mois après la victoire de la révolution au Nicaragua, le G.R.N. a cessé d'être un gouvernement pluraliste d'unité nationale pour devenir un gouvernement du seul F.S.L.N... Les prévisions de production faites par le Plan de Réactivation Economique n'ont pas été réalisées... "

Le gouvernement a imposé aux prix une série de plafonds qui sont endessous des coûts de production. Cela bloque la production et les investissements dans ces secteurs...

"Le manque de définition des limites du secteur d'Etat et ses caractéristiques: cela nous a empêché de bien maîtriser le système d'économie mixte. L'incertitude politique, les occupations de terres et d'entreprises, les expropriations et confiscations illégales, la manipulation politique des secteurs ouvriers justifient cette affirmation...

"Le G.R.N. et les dirigeants conséquents et patriotes du F.S.L.N. doivent revenir aux règles du premier programme de gouvernement. Dans le cas contraire, la situation se terminerait par le chaos politique et économique."

L'offensive bourgeoise

En réalité, la bourgeoisie s'est retirée du conseil pour pouvoir exercer un chantage encore plus fort sur le F.S.L.N. Son attitude agressive n'a été motivée par aucune nouvelle législation gouvernementale qui aurait affecté ses intérêts économiques de classe.

Mais à la différence de la crise antérieure, où Robelo et Violeta démissionnant de la Junte de Gouvernement dont ils avaient obtenu la promulgation de la loi de Protection et la suspension de l'état d'urgence, la nouvelle offensive de la bourgeoisie a été si forte que le F.S.L.N. a dû faire appel à la mobilisation des masses. Des milliers de travailleurs ont manifesté, exprimant leur haine de classe au secteur privé.

Et tandis que le F.S.L.N. lançait des mots d'ordre **contre les manoeuvres de la bourgeoisie,** les travailleurs exigeaient que soit mis fin à la participation bourgeoise au gouvernement.

"Non, nous n'irons pas à Miami! Non, nous ne nous soumettrons pas! Et si nous prenons le maquis, c'est pour apporter des devises à ce pays!"

L'auteur de cette phrase, Jorge Salazar, patron et membre du C.O.S.E.P., aurait été tué par l'armée sandiniste quelques jours après l'éclatement de la crise gouvernementale, sous le chef d'accusation de conspiration contre la révolution.

Il avait un codétenu, coupable de conspiration contre-révolutionnaire et qui appartenait à l'armée elle-même: NestorMoncada,,officier de l'armée sandiniste, celui-là même qui, il y a un an, avait torturé sous les ordres du F.S.L.N. notre camarade trotskyste Carlos Petroni, qualifié de *"contre-révolutionnaire"* pour avoir lutté pour un gouvernement des travailleurs. Ironie du sort...

Les causes de la crise

Malgré les promesses faites aux capitalistes par le G.R.N. et le F.S.L.N. —contre la volonté des masses ouvrières et paysannes— selon lesquelles ils ne seraient pas expropriés, et malgré toutes les concessions faites par le sandinisme à la bourgeoisie, celle-ci ne fait pas confiance au gouvernement actuel, entre autre parce que le coût des concessions qu'elle se voit obligée de faire aux masses est trop élevé.

Mais l'essentiel est que, par delà le F.S.L.N. auteur et protagoniste de l' *"Unité Nationale"*, la bourgeoisie a peur des masses travailleuses en lutte pour de meilleurs salaires et pour le droit à la terre. Elle a peur que celles-ci ne débordent du cadre imposé par le F.S.L.N., ne lui imposent de céder à leur pression ou que le F.S.L.N. lui-même ne devienne incapable de les contenir.

En d'autres termes, la classe dominante est "fatiguée" de voir l'Etat, **son** Etat, administré par la petite-bourgeoisie "de gauche" regroupée dans le F.S.L.N. Elle préfère un gouvernement qui garantisse mieux ses intérêts, et qui la représente **directement**. Le candidat direct et sans intermédiaires à un tel gouvernement est le M.D.N., le parti de Robelo, dont la popularité s'accroît de jour en jour au sein de secteurs de la classe moyenne (petits commerçants et industriels, paysans propriétaires etc...) insatisfaits du cours de la révolution mais surtout de la crise et des difficultés économiques.

C'est pour cela que la bourgeoisie conspire ouvertement. Et derrière cette conspiration, se trouve l'impérialisme américain. Car Robelo et compagnie ne jouent pas seuls, il possèdent dans les Etats-Unis un puissant associé qui, lui, joue deux cartes en même temps, resserrant son étau: d'un côté, il investit économiquement et politiquement dans le G.R.N., par le biais de crédits, pourvu que soit garantie la propriété privée et le "pluralisme"; de l'autre, il prépare son remplacement par une équipe bourgeoise cohérente: le M.D.N.

Le document du C.O.S.E.P. est on ne peut plus clair: Assez de grèves, assez de contrôle des prix! Mais ce qui est essentiel dans de document, c'est l'insatisfaction du secteur privé face au cours suivi par l'économie du pays.

Economie de marché ou populisme?

Dans son document, le C.O.S.E.P. affirme que l'inflation a augmenté de 25 % au cours de ces derniers mois(la dette extérieure atteint 2 milliards de dollars), et critique la lenteur du gouvernement à distribuer les prêts reçus des institutions internationales. Il ajoute qu'il est important de signaler que l'on est en train de créer une stabilité économique artificielle, car la majorité des rentrées ont servi à payer la bureaucratie d'Etat et non à financer la création de nouveaux centres de production.

En conclusion, le document note que bien que le secteur privé se soit développé, *"il a été systématiquement mis à l'écart des décisions de planification."* C'est-à-dire, en clair que la bourgeoisie n'est pas satisfaite, que les consultations individuelles ne lui suffisent plus et qu'elle exige maintenant que son organisme de classe (le C.O.S.E.P.) soit directement consulté par le F.S.L.N.

La publication de ces revendications bourgeoises coïncide avec l'annonce du prochain plan économique pour 1981. Loin d'être une coïncidence, cela signifie en réalité que la bourgeoisie veut "y mettre la main", posséder une plus grande influence sur le nouveau plan.

Le C.O.S.E.P. comme le membre du G.R.N. Sergio Ramirez laissent la porte ouverte aux négociations. Les premiers, en faisant appel aux sandinistes *"patriotes"* pour qu'ils reviennent à leur programme original, tandis que les seconds fournissent une réponse *"patriotique"r, invitant ces "messieurs"* à reprendre leur poste, puisque le dialogue est ouvert.

Ces positions du F.S.L.N. et de la bourgeoisie ont été confirmées par la suite. Lors de la manifestation convoquée par les sandinistes le 17 novembre dernier, le commandant Jaime Weelock a réaffirmé la disposition de son organisation à reconstruire l' *"Unité Nationale"* détériorée. En retour, le président du C.O.S.E.P., Enrique Dreifus, déclarait à *La Prensa* que la politique d'unité nationale n'était pas rompue, et qu'il s'était seulement produit une **"distanciation"**. Cela voudrait-il dire qu'il n'y a plus de fortes frictions entre la bourgeoisie et le F.S.L.N.? Elles sont au contraire nombreuses; et bien que le conseil d'Etat se soit recomposé avec la participation des partis bourgeois, ces frictions continueront à se produire. L'explication en est simple.

Tant que le F.S.L.N. continuera à prôner *"l'Unité Nationale"*, il verra la bourgeoisie se mettre de plus en plus à l'offensive, exigeant de jour en jour un plus grand pouvoir de décision dans ceci ou cela, exigeant enfin la sortie des sandinistes du gouvernement. Avec cohérence, la bourgeoisie défend et continuera à défendre ses intérêts de classe.

Et c'est bien la raison pour laquelle, à l'appel du F.S.L.N., les ouvriers et les paysans ont comme par miracle afflué dans les rues. Ils ont clairement perçu le caractère contre-révolutionnaire que la bourgeoisie imprime à la crise actuelle. Ils ont condamné les capitalistes. Ils savent que la seule façon d'en finir avec la crise politique, c'est que le F.S.L.N. forme un gouvernement des seuls travailleurs, ou, pour reprendre le mot d'ordre des ouvriers du syndicat indépendant FETSALUD durant la manifestation: *"Camarades, tant que la bourgeoisie participera au gouvernement, la révolution sera en danger!"*

La lutte pour un gouvernement ouvrier et paysan

Nous n'écartons pas la possibilité que le F.S.L.N, soumis d'un côté à la pression des masses nicaraguayennes et centro-américaines et de l'autre à un éventuel tournant agressif des Etats-Unis sous l'administration Reagan, puisse aller plus loin qu'il ne le voudrait, rompant politiquement avec la bourgeoisie et l'impérialisme et instaurant un gouvernement ouvrier et paysan. **Mais nous devons constater que jusqu'à maintenant, telle n'est pas la politique du F.S.L.N.**

Pour obliger le F.S.L.N. à aller vers un gouvernement ouvrier et paysan, nous pensons qu'il faudrait la combinaison indispensable des facteurs suivants:

a) une grande pression et mobilisation de la part des travailleurs et des masses nicaraguayennes contre la bourgeoisie et pour le pouvoir politique, sous l'impulsion donnée par la montée révolutionnaire au Salvador et dans toute l'Amérique Centrale;

b) un changement radical de la politique actuelle de l'impérialisme américain après l'élection de Reagan. C'est-à-dire, la coupure des crédits et des aides, voire même les menaces d' intervention armée, directe ou indirecte, au Nicaragua et/ou au Salvador. Cela pourrait amener le F.S.L.N., poussé par la nécessité de se défendre à tout prix, à se voir obligé de rompre avec la bourgeoisie et l'impérialisme, et de les exproprier.

La lutte pour un gouvernement ouvrier et paysan

La Ligue Marxiste Révolutionnaire (L.M.R.), parti de la IV e Internationale (Comité International), est l'unique organisation politique qui lutte au Nicaragua consciemment pour l'instauration d'un gouvernement ouvrier et paysan.

Analysant la crise politique actuelle du pays, le journal de la Ligue, *El Socialista* du 24-11-80, publié à Managua, expose les positions de l'organisation: *"C'est aux grandes masses ouvrières et paysannes qu'il appartient de décider du cours de cette révolution. C'est pourquoi notre organisation appelle tous les travailleurs à lutter pour exiger du F.S.L.N. qu'il rompe avec la bourgeoisie et convoque une Assemblée Constituante des représentants du peuple, afin que les travailleurs des mpagnes et des villes s'unifient, décident du destin du pays, et construisent leurs propres organismes de pouvoir ouvrier et paysan."* Le journal termine par les mots d'ordre suivants: *"Plus un seul bourgeois dans le Conseil d'Etat, dehors tous les bourgeois du gouvernement! Pour une Assemblée Constituante!"*

Pour défendre la révolution: Que le F.S.L.N. rompe avec la bourgeoisie!

Aux côtés de l'ensemble du mouvement ouvrier (C.A.U.S., FETSALUD (1), C.S.T., A.T.C.), la L.M.R. a participé à la manifestation convoquée par le F.S.L.N. le 19 novembre. Mais les mots d'ordre de la L.M.R. et de la FETSALUD n'étaient pas les mêmes que ceux dè F.S.L.N.: ils exigeaient que le F.S.L.N. rompe avec la bourgeoisie.

La L.M.R. donnait l'alerte, soulignant que tant que le F.S.L.N. suivrait la politique de l'unité nationale, la révolution serait en danger.

Le journal *El Socialista* publiait alors la position de la L.M.R. face aux attaques de l'impérialisme et de la bourgeoisie: *"Non seulement nous défendrons cette révolution face aux attaques contre-révolutionnaires et impérialistes, mais nous appelons en même temps les travailleurs à redoubler d'efforts et à lutter pour la formation d'un gouvernement ouvrier et paysan, un gouvernement des combattants sandinistes et des organisations des travailleurs nicaraguayens."*

Vadinho Remis

1. FETSALUD: Syndicat Indépendant des Travailleurs de la Santé, qui donnait le mot d'ordre suivant dans la manifestation: *"Camarades, tant qu'il y a des bourgeois au gouvernement, la révolution est en danger !"*

Guatémala

Dictature, syndicats et guérilla

A partir de 1975, une nouvelle montée du mouvement des masses vient à nouveau ébranler le Guatémala. La tendance des travailleurs urbains et des paysans guatémaltèques à s'incorporer au mouvement qui se généralisait dans toute l'Amérique Centrale était claire. L'approfondissement des luttes économiques et politiques a amené en 1976 à la formation du Comité National d'Unité Syndicale (C.N.U.S.), une centrale syndicale indépendante du gouvernement guatémaltèque, et qui a réussi à regrouper les syndicats ouvriers et paysans les plus importants du pays. Le renforcement du C.N.U.S. et son évidente position anti-dictatoriale ont fait que le secteur syndical a été l'un des plus réprimés par la dictature du général d'extrême droite et ultra-conservateur Roméo Lucas.

De même que la radicalisation de la guérilla à la campagne et à la ville a progressivement amené le mouvement des masses à un affrontement direct avec le gouvernement au niveau militaire, la création du C.N.U.S. a elle aussi représenté un autre saut qualitatif de la lutte des classes dans le pays. Il est notoire que, depuis le coup d'Etat et l'intervention contre Jacobo Arbenz en 1954, les gouvernements dictatoriaux qui se sont successivement partagés le pouvoir au Guatémala ont toujours cherché à soumettre le mouvement syndical guatémaltèque à leurs propres intérêts. La naissance du C.N.U.S. a répondu à ce problème. De fait, cette puissante centrale est née d'une série de ruptures d'avec les traditionnelles centrales gouvernementales, d'avec celles contrôlées par la démocratie-chrétienne comme d'avec celles qui avaient pour ligne un syndicalisme à la nord-américaine du type de celui de l' O.R.I.T.

Dans ce cadre, et comme un reflet vivant de la lutte des classes des travailleurs guatémaltèques, nous reproduisons l'interview que nous avons réalisée avec ce dirigeant syndical, membre de la direction du C.N.U.S. et de l'un des syndicats urbains les plus combatifs du pays. Pour d'évidentes raisons de sécurité que nos lecteurs comprendront, le camarade nous a demandé de ne pas écrire son nom.

Comment se réorganise en ce moment le mouvement syndical guatémaltèque?

Tout se passe à partir de la constitution du Comité National d'Unité Syndicale (C.N.U.S.) en 1976. Le C.N.U.S. est immédiatement devenu l'organisme le plus important de la classe ouvrière, regroupant les ouvriers et les paysans du pays. A partir de là, le C.N.U.S. a servi à coordonner les luttes des autres secteurs de la population. Les liens se sont renforcés et cela a permis d'appeler à la constitution du Front Démocratique contre la Répression pour dénoncer la férocité du régime du général Romeo Lucas.

Avec le putsch contre le gouvernement bourgeois de Jacobo Arbenz, le mouvement ouvrier du Guatémala a subi en 1954 une grande défaite. Comment en est-on arrivé à cette situation de reconstruction et d'unité?

Pendant les années 1944-54, l'organisation s'est développée, principalement à la campagne, mais aussi chez les travailleurs de l'industrie et de l'artisanat. En 1954, l'intervention de l'impérialisme a durement atteint les travailleurs. Elle a permis à la dictature de signer un décret qui paralysait l'activité de plus de 500 syndicats. Les dirigeants ont été poursuivis, assassinés, emprisonnés ou ont du s'exiler. Depuis, le mouvement a essayé de se reconstruire. Plus tard, le gouvernement lui-même a tenté de soumettre les travailleurs aux intérêts de l'oligarchie en fondant des syndicats contrôlée par des fonctionnaires gouvernementaux et en facilitant la création de syndicats dirigés par la démocratie chrétienne.

C'est dans les années qui ont suivi la chute d'Arbenz que nous avons pu voir l'extraordinaire vitalité de notre mouvement ouvrier. Deux ans après l'intervention, il y avait déjà des manifestations contre le régime impulsées par les étudiants. C'est alors qu'ont commencé à revenir quelques dirigeants qui entreprirent le travail d'organisation. Ils revenaient au mouvement syndical pour travailler dans les structures créées par le nouveau régime ou dans ce qui restait des anciennes. Ce travail a porté ses fruits. Les travailleurs rompaient peu à peu avec les centrales officielles, cherchant leur indépendance politique et l'unité.

Pendant les années 60, le mouvement de guérilla a surgi avec force dans le pays, mais il a échoué dans sa tentative. Quelle lutte syndicale menaient ces forces? Comment étaient-elles liées aux organisations syndicales?

A cette époque il n'y avait pas un mouvement syndical de la force de celui qui existe autour de la C.N.U.S. Les centrales étaient faibles et désorientées et beaucoup restaient au service du gouvernement. Il n'y avait pas de clarté politique. En même temps, le mouvement de guérilla lui-même était jeune et inexpérimenté et ses erreurs politiques l'ont amené à n'avoir aucune influence sur le mouvement syndical naissant.

Mais aujourd'hui la guérilla a pris une importance exceptionnelle. Voyez-vous un antagonisme entre la lutte militaire et la lutte syndicale?

Je dirais non. Au niveau de notre combat à tous pour l'instauration d'un gouvernement démocratique, révolutionnaire et populaire, ces différents types de lutte sont, bien que de nature distincte, complémentaires. En réalité, le mouvement populaire au Guatémala ne pouvait pas rester sur les positions traditionnelles, du syndicalisme économiste, dirons-nous.

Le mouvement syndical est l'un des secteurs les plus durement frappés par la répression gouvernementale. Le mouvement de guérilla n'est pour l'instant pas touché. Comment se défend le mouvement syndical contre les attaques du gouvernement?

La guérilla a accumulé une grande expérience pendant toutes ces 25 années de lutte. Par ailleurs, le mouvement populaire a compris qu'il doit adopter d'autres méthodes de lutte, adaptées à un affrontement avec le système, pour une simple question de survie. Par exemple, la clandestinité, pour nous syndicalistes, est une situation normale au Guatémala. Ainsi, le problème de survivre passe à l'ordre du jour. Cela explique en partie pourquoi les dirigeants les plus anciens, ceux qui militaient à l'époque de Jacobo Arbenz, ont réussi à survivre malgré la grande répression. Nous adaptons donc nos actions tactiquement. Aujourd'hui nous ne faisons pas d'occupations d'usine dans les villes car le gouvernement nous réprimerait violemment et nous n'aurions pas la force de l'en empêcher. Aujourd'hui, les occupations d'usines et de sucreries à la campagne sont exceptionnelles, en soutien aux revendications collectives. Ce sont alors des actions coordonnées qui ont réussi à mobiliser près de 70 000 travailleurs. Dans ce contexte, l'auto-défense des masses et de leurs dirigeants est imposée par la mobilisation elle-même. Quand la police entourait les travailleurs d'une usine de papier, les autres travailleurs encerclaient la police. Avant, nous étions organisés en comités exécutifs, nous cherchions à réaliser des négociations collectives. Maintenant les choses se passent autrement, et les formes organisationnelles ne sont donc plus les mêmes que dans un cadre légal.

C.S.

Colombie

Congrès de l'U.T.C.:
Construire un parti ouvrier

A Medellin, 2 600 délégués ont voté pour l'indépendance de classe.

Les 3, 4 et 5 décembre, dans la ville de Medellin, s'est tenu le XV[e] Congrès de l'Union des Travailleurs de Colombie (U.T.C.). Près de trois mille délégués y ont assisté, venant de tous les départements du pays, et représentant plusieurs centaines de syndicats et de fédérations régionales. Ce Congrès a partagé en deux l'histoire de la classe ouvrière colombienne, car il a approuvé, à l'unanimité, une **Déclaration Politique** où se manifeste nettement **la nécessité de l'indépendance des travailleurs vis-à-vis des deux partis traditionnels** et de leur adhésion à un nouveau mouvement politique, avec **un programme d'indépendance de classe**, approuvé lui aussi avec enthousiasme par tous les délégués présents au Congrès.

Le bipartisme, le mal du siècle

En Colombie, à la différence de nombreux pays d'Amérique latine, il règne depuis longtemps une démocratie, qui, pendant ces dernières décades, a été entièrement monopolisée par deux partis, l'un libéral et l'autre conservateur. Ces deux partis, comme le dit la Déclaration Politique approuvée au XV[e] Congrès *"sont devenus tout pareillement les porte-parole des patrons et du gouvernement"*. Les revendications les plus élémentaires des masses ont vu leur satisfaction indéfiniment reportée et pourtant à chaque fois plus nécessaire car les gouvernements bipartistes ont conduit à un grand enrichissement des capitalistes et des propriétaires terriens qui contrôlent la totalité de l'économie du pays et condamné des millions de travailleurs à la misère et au chômage.

La monopolisation du pouvoir par les libéraux et les conservateurs, c'est depuis trente ans, par un accord institutionnel, l'alternance à la présidence et dans les organismes d'Etat, la distribution du pouvoir entre eux, laissant en dehors de la vie politique les classes exploitées et les partis de gauche.

Un tel régime politique et économique ne peut tenir que par une répression intense contre toute protestation et clameur ouvrière et populaire, tout en montrant une façade démocratique aux yeux du reste du monde. En trente ans, d'une manière presque ininterrompue, les gouvernements successifs des libéraux et des conservateurs ont appliqué l'état de siège, et actuellement le Statut de Sécurité, un régime d'exception par lequel les militaires supplantent la Justice normale avec des Conseils Verbaux de Guerre. Ainsi sont interdites les manifestations, les actions de protestation, on emprisonne et on torture des dirigeants politiques et syndicaux.

"Il n'y a pas de mal qui puisse durer cent ans"

Ces dix dernières années ont vu une usure rapide des partis traditionnels, qui ont peu à peu perdu le contrôle et l'appui de larges couches, devant lesquelles ils ne sont plus crédibles. Le taux d'abstention aux élections de 65 % se maintient, reflétant une immense apathie, mais montrant aussi que de larges secteurs rejettent, bien que passivement, le bipartisme, en s'abstenant de voter pour le gouvernement libéral-conservateur qu'ils identifient au coût élevé de la vie, à la répression, à la misère, au chômage, au manque de terre et à la remise à l'impérialisme des vastes ressources naturelles que possède le pays.

Dans ce cadre, les partis traditionnels sont entrés dans une crise grave, la pire de leur histoire. On comprend maintenant pourquoi trois mille délégués, au congrès de la centrale syndicale la plus puissante du pays, ont approuvé le rejet du gouvernement et des partis traditionnels qui le soutiennent et ont declaré qu'ils vont s'organiser en parti indépendant. Ce fait constitue une date historique, sans précédent dans le pays. De plus, cette année, s'ouvre la campagne présidentielle de 1982: dans cette perspective, ce fait historique est aussi un évènement politique d'une immense importance si la formation d'**un parti ouvrier** se concrétise.

Certains se sont mis en colère

Il est tout à fait normal que les faits qui se sont produits à Medellin aient provoqué la colère des patrons. *El Tiempo*, porte-parole des grands patrons et journal libéral —le plus important du pays— a donné sa position dans un éditorial du 3-12-80, intitulé: *"pourquoi et pour quoi faire un parti ouvrier?"*, dans lequel il condamne toute tentative d'organisation indépendante des travailleurs. *"Nous ne croyons pas* dit-il *qu'il y ait des bases quelconques pour la création offensive d'un parti ouvrier, cela serait inexplicable"*. Cependant, prudemment, prévoyant un cours qui ne peut pas encore être devié, il ajouta: *"ce qui est important, c'est que cet avertissement venu de Medellin réveille nos dirigeants* (les libéraux et les conservateurs) *surtout ceux qui ont la responsabilité d'orienter les tâches exécutives..."*.

Pour sa part, *Voz Proletaria*, porte-parole du Parti Communiste pro-Moscou, a consacré son éditorial du 4-12-80 à lutter contre le XV[e] congrès de Medellin, en avertissant que *"c'est une idée dangereuse, qui peut diviser la nation"*. Il est naturel que le P.C. se hérisse à l'idée de *"la nation"* divisée... entre bourgeois et travailleurs. Car toute la politique du parti stalinien, depuis sa fondation, a été de courtiser les ailes "gauches" du libéralisme, dans le rêve jamais réalisé de constituer avec elles un "front populaire".

La classe ouvrière, dirigeante idéologique

La victoire historique de l'U.T.C. à son congrès est une victoire de toute la classe ouvrière colombienne, qui place clairement celle-ci à la direction idéologique et politique de tous les secteurs exploités du pays. Cette avancée spectaculaire a eu comme antécédent proche le *Paro Civico Nacional* (grève générale) réalisé en septembre 1977 et dans lequel le mouvement ouvrier et d'amples secteurs populaires se sont levés pendant trois jours contre la faim et l'oppression politique. A partir du *Paro Civico Nacional*, la classe ouvrière s'est mise à la tête des luttes sociales et économiques, ouvrant en même temps un processus d'unité, dont la meilleure expression est la constitution du Conseil National Syndical, où participent toutes les centrales ouvrières du pays.

Ce processus de montée, au milieu d'une crise du bipartisme, a créé les conditions pour que l'U.T.C. se dresse en avant-garde, extrêmement progressive, se plaçant sur la voie de l'indépendance politique des travailleurs.

Dès le XV[e] Congrès terminé, Tulio Cuevas, président de l'U.T.C., a déclaré à la presse: *"Les travailleurs veulent être dans les Conseils, les Assemblées, la Chambre et le Sénat par le vote pour leur propre parti, le parti de la classe travailleuse"*, en s'engageant de plus à *"mener à terme les conclusions approuvées par le XV[e] Congrès, dont celle d'impulser un nouveau Paro Civico Nacional"*.

Jusqu'à présent, le Parti Socialiste des Travailleurs de Colombie (P.S.T.) est le seul parti de gauche à avoir exprimé publiquement qu'il *"adoptait les Thèses de Medellin et les défendrait avec enthousiasme, pour qu'elles soient approuvées dans tous les syndicats, toutes les fédérations, toutes les centrales ouvrières et par le Conseil National Syndical lui-même"*. Le P.S.T. a déclaré de plus que le Programme approuvé à Medellin devait être adopté unitairement par un front ouvrier et populaire, comme plate-forme électorale, pour présenter une alternative d'opposition au régime et aux partis traditionnels pour les élections qui s'approchent.

Kemel George

U.T.C.:

Déclaration politique et programme d'action

La Déclaration Politique approuvée au XV[e] Congrès de l'U.T.C. défend la nécessité de concentrer les efforts pour *"organiser politiquement le mouvement ouvrier, de façon à ce que son activité sociale et démocratique soit orientée et dirigée par son organisation politique"*. La déclaration ajoute que ce mouvement est indépendant des *"partis traditionnels, et en opposition au système, aux patrons et au régime politique qui les soutient, pour qu'il puisse se présenter comme une véritable alternative de pouvoir...*

"En conséquence, le XV[e] Congrès de l'U.T.C. adopte, pour qu'il soit appliqué et discuté dans tout le pays, en vue de la constitution du mouvement politique de la classe ouvrière, ce

Programme d'action :

1. Nationalisation du pétrole, des mines, des transports, de la santé et de l'éducation;
2. Contrôle ouvrier des entreprises d'Etat et des grandes entreprises privées;
3. Echelle mobile des salaires indexée sur le coût de la vie. Droit au travail. Caisse de chômage avec salaire minimum;
4. Réforme agraire et crédits à faible intérêt pour les paysans pauvres;
5. Santé, éducation et logements pour les familles ouvrières. Jardins d'enfants payés par les patrons dans les entreprises où travaillent des femmes;
6. Pleins droits de manifestation et de grève. Pour l'unité syndicale, vers la constitution d'une centrale ouvrière unique, basée sur la plus grande démocratie ouvrière;
7. Pour la levée de l'état de siège, l'abrogation du Statut de Sécurité et l'abolition de la justice pénale militaire;
8. Pour la résolution pacifique entre les peuples des conflits frontaliers; pour l'unité de l'Amérique Latine dans une Fédération de Républiques. Contre l'impérialisme, le colonialisme et les dictatures militaires;
9. *"Nous luttons pour le socialisme, mais pour un socialisme avec une démocratie sociale et politique pour toute la population, où existe la liberté d'expression, de presse et de manifestation, sans aucune restriction."*

Mexique

Manne pétrolière et mécontentement de masse

Dans son quatrième rapport de gouvernement, le président José Lopez Portillo a reconnu que *"les habitants de la capitale ont réalisé plus de 300 manifestations pour exprimer leurs inquiétudes, leurs propositions et leurs désaccords."*

Le président mexicain peut difficilement cacher l'état d'esprit qui règne dans le mouvement des masses de son pays. Une vague de grèves, de débrayages et de manifestations a eu lieu cette année au Mexique. Le 9 juin, 60.000 instituteurs ont envahi la rue à Mexico lors d'une journée d'action nationale qui a mobilisé plus de 100 000 enseignants. En octobre, il y avait 7 000 instituteurs en grève illimitée à Morelos, 16 000 à Chiapas et 60 % des 40 000 qui travaillent dans le Valle du Mexique. Au total pour l'année, plus d'un quart de million de grévistes dont 189 entreprises du textile en grève en juillet, des mobilisations paysannes pour la terre et contre la répression déchaînée du gouvernement de Lopez Portillo.

La grève des instituteurs

On connait maintenant l'ampleur du mouvement qui touche aussi les travailleurs de l'Université. Ceux-ci ont créé le Syndicat National des Travailleurs Universitaires (S.U.N.T.U.) que le gouvernement a refusé de reconnaître. Mais le mouvement enseignant, commencé sur des revendications salariales, a acquis une dynamique nouvelle vers l'unité et contre les directions syndicales traditionnelles, la bureaucratie des *charros*, étroitement liée au gouvernement et à sa politique.

Dans l'Etat de Chiapas, au début de la grève, les instituteurs ont constitué des comités de grève avec des représentants élus par école, puis ils ont formé le Comité Central de grève de Chiapas. Le Syndicat National des Travailleurs de l'Education (S.N.T.E) a parallèlement créé à ses propres structures une Coordination Nationale des Maîtres, organisme qui entame un début de centralisation des luttes. Des phénomènes semblables se produisent dans les autres Etats: Morelos, Valle du Mexique, etc.

Les *charros* et le gouvernement ont choisi la politique de division du mouvement. C'est ainsi, par exemple, que le 5 novembre, deux manifestations parallèles ont eu lieu à Mexico, celle des instituteurs de Chiapas et celle de ceux de Morelos. Mais, bien qu'ils continuent à faire confiance en leur direction, les instituteurs continuent à se mobiliser.

Le mouvement enseignant a fait échouer des projets du gouvernement, notamment celui du "plafond salarial". En janvier, le gouvernement ne concédait pas d'augmentations de plus de 20 %, en septembre, il a dû céder 30 %, et maintenant, les instituteurs réclament 50 % . Ils se sont aussi battus contre le paragraphe B de l'article 123 de la Constitution qui interdit les grèves des fonctionnaires. Le mouvement s'étend; les Comités continuent à se construire mettant le gouvernement et les directions syndicales en difficulté pour les contenir.

Le gouvernement attaque, le mouvement se poursuit

Ce mécontentement massif répond à des causes concrètes: l'inflation atteint 30 % , la crise agricole rend nécessaire l'importation du tiers de l'alimentation, les transports et l'énergie sont en crise. Le gouvernement a relativement réussi à stabiliser l'économie avec l'incitation à la production pétrolière, mais en imposant une politique d'austérité totale. Le montant de la dette extérieure atteint le second rang mondial. Le niveau d'exploitation des travailleurs augmente chaque jour et la réponse des masses ne se fait pas attendre.

Lopez Portillo a opté pour une politique à deux volets: il promet de créer des emplois, d'augmenter la productivité agricole et a légalisé, au moyen d'une "Réforme Politique", le Parti Communiste qui, depuis lors, a collaboré activement avec lui, du haut du parlement, en expliquant aux travailleurs universitaires que *"les conditions permettant la lutte pour un syndicat unique n'existent pas"*. Mais en même temps que ces concessions, le gouvernement interdit de manifester dans les rues de la capitale *"car cela gêne la circulation"*, il se refuse à reconnaître le S.U.N.T.U., déclare la grève des enseignants illégale et envoie l'armée pour rompre les grèves et déloger les paysans de leurs terres et les *squatters* des quartiers qu'ils occupent.

Mais la riposte a été ferme: les manifestations à peine interdites, deux ont eu lieu, obligeant le gouvernement à déclarer que ce n'était pas une interdiction mais une *"recommandation"*. Les travailleurs universitaires ont voté la grève pour la reconnaissance du S.U.N.T.U.; les enseignants continuent leur mobilisation et les paysans et *squatters* s'accrochent à la défense de leurs terres et de leurs quartiers. Dans ces conditions, il devient difficile pour Portillo de supporter les effets de sa "prospérité pétrolière".

Julio Cardenas

Elections au Pérou:

Le premier choc pour Belaunde

Les résultats des élections municipales du 23 novembre dressent un bilan bien peu satisfaisant et particulièrement révélateur des premiers mois du gouvernement de l'Action Populaire (A.P.), le parti qui a porté Belaunde de Terry à la présidence. La deuxième place, après l'A.P., et la première dans d'importantes villes du pays, a été occupée par *Izquierda Unida* (I.U., la Gauche Unie), une coalition de partis de "gauche", parmi lesquels le Parti Communiste Péruvien pro-Moscou, le Parti Communiste du Pérou (maoïste) et quelques petits partis de la bourgeoisie d' "opposition".

L'A.P. est passée de plus de 40 % des voix aux présidentielles de mai, à 35 % pour ces élections, tandis que l'I.U. est passée de 19 % à 26 %, soit un gain appréciable de 7 %. A Lima, le candidat de l'I.U., Barrantes, a pris la seconde place derrière le maire élu de l'A.P., mais dans d'autres villes, l'I.U. est passée devant, comme à Moquega, Puno, Huancavelica, Huaraz, Pucallpa et Arequipa, la deuxième ville du pays. Ces villes ont maintenant des maires et des conseillers d' "opposition".

De son côté, le Parti Socialiste des Travailleurs a obtenu quatre conseillers dans le pays, dont un à Lima, en appliquant une politique de soutien critique et en formant des listes unitaires avec l'I.U., là où ne participaient pas des partis bourgeois. Deux autres faits importants ont marqué cette journée électorale: d'une part, la faillite de l'A.P.R.A., qui est passée de 26 % à 19 % des voix, prisonnière qu'elle est d'une crise structurelle et de l'impossibilité de définir une politique qui la différencie de la gauche et de la droite. D'autre part, l'augmentation de 5 % des voix du Parti Populaire Chrétien (20% des votes). Cependant, on peut le qualifier de parti "de la capitale" car, tant dans la Sierra que sur la côte, il a été largement battu.

Un vote contre les "déblocages" et les décrets

Les responsables de l'économie péruvienne sont de plus en plus préoccupés par la situation: pour 1981, on parle d'un taux d'inflation entre 40 et 60 % . Par ailleurs, le "plan Ulloa", plan destiné à faire retomber le poids de la crise sur le dos des travailleurs commence à être appliqué. Le ministre de l'économie et des finances et premier ministre, Manuel Ulloa, adopte des mesures draconiennes: les "déblocages" consistent à augmenter, tous les trimestres, le prix de l'essence et des produits de première nécessité, à réduire le budget des municipalités, à limiter les augmentations de salaire à 16 % , et à libérer les importations —ce qui entraîne de nombreuses fermetures d'usines, le mécontentement des patrons des moyennes entreprises et la colère des travailleurs.

Face à cette situation, la réponse du mouvement des masses ne s'est pas faite attendre. En mai, la grève du secteur de la santé a inauguré le mouvement; en septembre, les travailleurs universitaires ont paralysé les 33 universités du pays, les travailleurs des banques sont entrés en grève illimitée et les lycéens ont commencé à se mobiliser contre la hausse des transports. Le gouvernement est obligé d'utiliser une loi antigrève pour réprimer avec force, tandis que l'A.P. commence à perdre de sa crédibilité et que des symptômes d'usure apparaissent dans sa structure. C'est face à tout cela que le pôle unitaire et réformiste de l'I.U. a pu capitaliser le mécontentement.

"Maires du peuple", fonctionnaires bourgeois

L'insatisfaction générale, cherchant une issue, l'a d'abord trouvée avec les candidats de l'I.U. Mais ceux-ci se trouvent une fois élus confrontés face à un problème qu'ils ont soigneusement éludé pendant les élections: ils sont les maires et les conseillers "du peuple", mais aussi les rouages de l'appareil d'Etat, de l'Etat des patrons.

Pendant la campagne électorale, l'I.U. a mis l'accent sur la "démocratisation" des municipalités, dans la mesure où le problème de fond, comme le posaient les camarades du P.S.T., réside dans les ressources de ces organismes. Sans un budget suffisant (Ulloa destine aux municipalités 0,5 % du budget national pour 1981, contre 1 % en 1980), les maires ne pourront pas faire grand chose pour résoudre les problèmes d'énergie, d'eau et d'égoûts, problèmes qui ont justement amené les électeurs à voter pour eux.

La seule possibilité de résoudre ces problèmes est la mobilisation générale des masses travailleuses et populaires péruviennes pour affronter ouvertement le gouvernement et rejeter ses plans de sur-exploitation. Mais pour le maire d'I.U. élu à Arequipa, Jose Villalobos Ampuero, *"le pays a besoin de maturation sur le plan de la stabilité démocratique. Tout facteur de perturbation et d'instabilité aiderait au surgissement d'un pouvoir d'extrême-droite"*. (*Caretas*, 2-12-80). Ainsi, pour les fonctionnaires de l'I.U., toute grève ou manifestation des masses est un *"facteur de perturbation et d'instabilité"*, et ces manifestations ne doivent donc pas être impulsées.

Enrique Fernandez Chacon, dirigeant ouvrier et député de Lima pour le P.S.T., pense exactement le contraire: *"La démocratisation c'est très bien* —a-t-il déclaré à *Correspondance Internationale*—, *mais le premier droit démocratique que est le droit de manger, droit que ne peuvent pas exercer les millions de chômeurs de ce pays par exemple. C'est pour cela que nous pensons qu'aujourd'hui, au Pérou, la lutte pour la démocratie consiste surtout à lutter contre le Plan Ulloa, plan de faim et de misère. Les postes et les municipalités conquis dans les élections doivent servir à organiser un front unitaire des travailleurs pour préparer la riposte au plan de misère."*

Francisco Montes

Uruguay

La première dictature qui perd un plébiscite

"Marquons un but contre la dictature"! c'était, sous le symbole du *"Mundialito"*(1), le titre d'un tract qui circulait clandestinement parmi la population uruguayenne à la veille du plébiscite. Pendant ce temps, la propagande officielle répétait sans fin ses slogans abrutissants *"Dites oui à l'Uruguay"* accompagnés de l'image idyllique d'enfants blonds et souriants et qui n'ont rien à voir avec ce pays où un habitant sur 50 est passé par les prisons et où presque un cinquième de la population a dû émigrer pour échapper à la persécution politique et à la faim.

Mais le 30 novembre 1980, quelque chose d'insolite s'est produit: malgré les intimidations et les fraudes, l'écrasante majorité de la population a repoussé par un *"non"* catégorique le projet de Constitution préparé par les militaires. Ainsi, pour la première fois peut-être dans l'histoire, une dictature a perdu un plébiscite.

Institutionnaliser le pouvoir militaire

Pour présenter l'organisation politique actuelle du pays, il nous faut citer la plaisanterie qui circule à Montévidéo: un jour où ils se trouvaient tous réunis, l'un des trois commandants dit à Aparicio Mendez, le "président" civil: *"Va nous chercher trois cafés"* Mendez, indigné, riposte: *"Mais je suis le président!"* Le militaire lui répond: *"Bon, bon, alors apportes quatre cafés."*

Le plébiscite qui a été repoussé n'était qu'un premier pas dans le cadre d'un plan politique des militaires pour "légaliser" leur pouvoir. Par ce vote, il s'agissait de faire approuver une nouvelle Constitution qui institutionnaliserait la suprématie et le contrôle des militaires sur les futurs gouvernements "civils", cela au moyen de la légalisation d'organismes anciens comme le Conseil de Sécurité Nationale (C.O.S.E.N.A.) et de la création de nouveaux comme le Tribunal Constitutionnel. En clair, le strapontin présidentiel aurait difficilement ressemblé à un fauteuil tandis que les Forces Armées auraient rempli le rôle d'arbitre bonapartiste de l'Etat.

Mais en plus de la légalisation de la nouvelle Constitution, le plan de la dictature visait deux autres objectifs: l'élection d'un candidat unique pour 1981 qui aurait surgi d'un accord entre les militaires et les politiciens bourgeois, et la réalisation d'élections en... 1986... avec deux candidats, un pour chaque parti, le Parti *Blanco* et le Parti *Colorado*, et le tout avec la bénédiction des militaires.

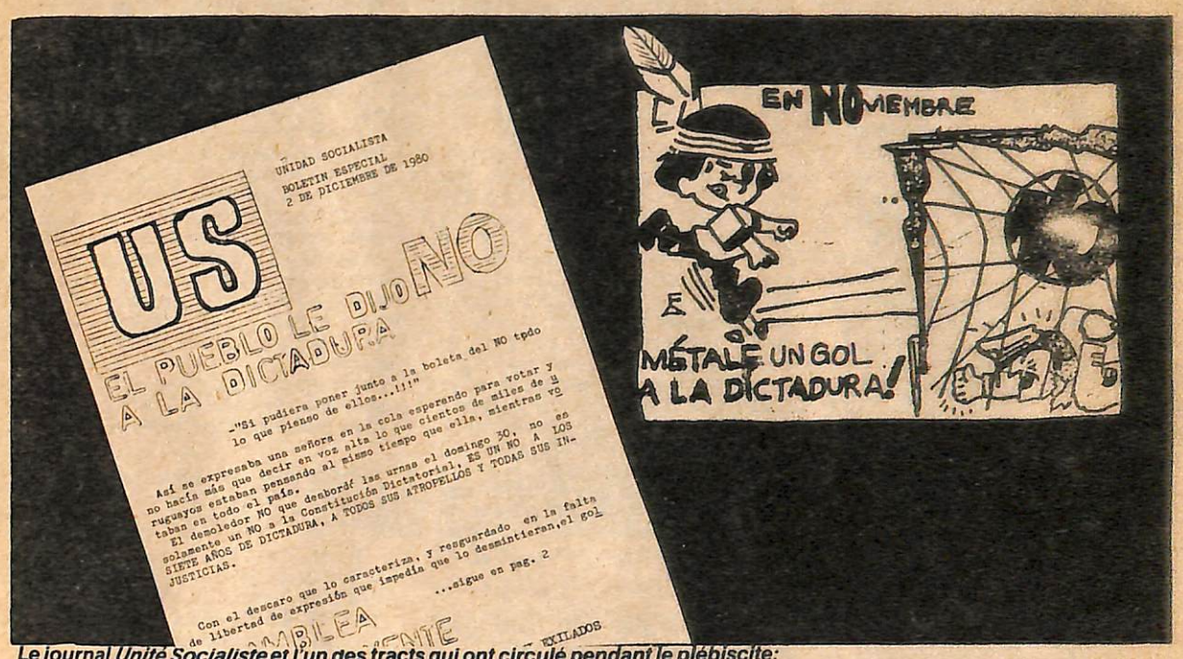
L'échec total des négociations

L'opposition au plébiscite a été générale. A l'exception de quelques secteurs de l'extrême-droite, tous les autres s'y sont opposés. L'exemple de la Fédération Rurale, qui regroupe la majorité des producteurs agricoles et qui s'est prononcée pour le *"non"*, est particulièrement éclairant. Le Parti *Colorado* et le Parti *Blanco*, organisations traditionnelles de la bourgeoisie et dont beaucoup de dirigeants sont exilés, ont dans un premier temps accepté de négocier avec les militaires. Mais il y a eu différents points de friction, et en particulier la question du "candidat unique", qui les conduisit à rejoindre l'opposition. Les forces de gauche, bien entendu, s'opposèrent également à la nouvelle constitution.

Mais ce n'est pas tout. Au sein même des Forces Armées, des divergences sont apparues: le vice-amiral Hugo Marquez, commandant en chef de la Marine, a déclaré à propos de la décision populaire qu'il *"la respectait, l'acceptait et s'y ralliait, en tant qu'uruguayen et démocrate"*, déclaration qui est quelque peu singulière lorsqu'elle est faite aussitôt après que les militaires aient perdu les élections.

La dictature n'a pas pu résoudre la crise économique et la décadence que subit le pays; la classe moyenne des villes a de moins en moins peur et la résistance se développe en son sein; la classe ouvrière se réorganise et engage quelques luttes; les F.F.A.A. elles-mêmes manquent d'expérience et de tradition de gouvernement. Tous ces facteurs, combinés à la pression du plan Carter, font que quelques secteurs parmi

(suite page suivante)



Le journal Unité Socialiste et l'un des tracts qui ont circulé pendant le plébiscite: la dictature ne peut plus réduire la résistance au silence

Bolivie

Le loup déguisé en agneau

Les travailleurs exigent le retour de leurs dirigeants exilés.

Sombres nuages sur le bateau putschiste

Garcia Meza s'est mis à la croisée des chemins et il tente aujourd'hui d'en sortir à toute vapeur. Pour ne pas se noyer dans la tourmente qu'il a lui-même déclenchée, il doit résoudre deux problèmes: se créer une base sociale interne, et obtenir la reconnaissance internationale pour remettre à flot l'économie bolivienne moribonde.

Pour résoudre le premier, Garcia Meza a appelé Banzer à participer au gouvernement. Les quelques 20 % de votes que celui-ci a obtenu lors des dernières élections démontrent, comme nous l'avons analysé dans le précédent numéro de cette revue, qu'il dispose d'un large soutien de secteurs de la bourgeoisie et de la classe moyenne qui s'étaient enrichis durant son gouvernement. A l'inverse, les nouveaux généraux sont dépourvus de base sociale, exception faite d'un petit secteur de la bourgeoisie qui les appuie. Ils ont donc un besoin urgent du banzérisme.

Le second problème, pour être résolu, leur impose d'effectuer des manoeuvres beaucoup plus complexes. Les militaires ont effectué leur coup d'Etat en comptant sur le triomphe de la politique "dure" de Reagan; mais celui-ci, une fois élu, a largement modéré ses déclarations au point que Garcia Meza regarde avec préoccupation la formation des nuages entre la Bolivie et la Maison Blanche.

Les putschistes se rendent compte de ce que leurs relations amicales avec le régime argentin et l'appui de pays comme l'U.R.S.S. ne suffisent pas pour résoudre la profonde crise économique que connaît le pays. La grève des mineurs a mis en difficulté l'industrie de l'étain. Avant le putsch, la Bolivie exigeait 5 dollars pour 330 mètres cubes de gaz et l'Argentine n'en offrait que 3,75. Aujourd'hui, un accord vient d'être signé sur 3,47 dollars, soit moins que l'offre antérieure des argentins. De plus, la Bolivie doit importer 250.000 tonnes de blé d'Argentine, laquelle le vend plus cher que les Etats-Unis.

Les choses étant ce qu'elles sont, la dictature n'a pas d'autres moyens que d'obéir à l'impérialisme américain et européen ainsi qu'aux pays du Pacte Andin (de ce point de vue, le fait que la dictature repousse toute discussion politique en même temps qu'elle se refuse à quitter le Pacte sur le plan économique est on ne peut plus clair). Pour obtenir des prêts de l'impérialisme, il faut "maquiller" le régime sous le fard de la démocratie et des gestes comme la libération des prisonniers, tandis que la répression continue avec plus de discrétion. Garcia Meza essaie de cacher sa casquette verte de sabreur sous un chaperon rouge, mais le loup a les dents trop longues...

José Carlos Andrade

E. Restrepo

Depuis novembre, a commencé à La Paz un curieux trafic diplomatique: les émissaires de la dictature visitent, avec l'ostensibilité suffisante pour alimenter la "une" des journaux, les ambassades de quelques uns des pays les plus lointains de la terre. Après avoir posé leur sceau sur un papier cacheté, ils sortent. Quelques jours plus tard, Garcia Meza ou son lieutenant préféré, Arce Gomez, annoncent la *"libération"* d'un dirigeant syndical, d'un militant mineur ou de la métallurgie, d'un paysan. Le nouvel exilé sort des geôles de la Junte en direction de l'aéroport. Face à l'escalier qui mène à l'avion, il fait ses adieux à sa famille et part, sans papiers, avec la marque caractéristique de l'exilé politique, par exemple jusqu'en Norvège.

Bien que cette *"libération"* ne soit pas la forme la plus authentique de retour à la liberté, elle est au moins une garantie de survie pour les exilés et représente une défaite des militaires boliviens.

Le "pardon" de la Junte

Luis Arce Gomez, le ministre de l'Intérieur, déclarait: *"la libération des prisonniers et détenus a été un drapeau et un motif de propagande à l'ultra-gauche qui prétend discréditer le coup non-sanglant du 17 juillet."* (*Presencia*, 25/10/80).

Apparemment, la Junte a accordé le pardon aux prisonniers. Il n'y a pas de doute que les militaires préfèrent voir la direction de leur opposition en liberté *dans des pays lointains* où sa protestation n'affectera pas outre mesure la Junte.

Il n'y a quant au fond qu'une seule explication au "geste magnanime" des auteurs du *"coup d'état non-sanglant du 17 juillet"*: la grande campagne internationale, les pressions combinées de l'Eglise et des forces démocratiques, ont mis en lumière les macabres résultats de la *"non-sanglante"* arrivée au pouvoir des militaires. Le mouvement ouvrier a démontré qu'il résiste toujours: les mineurs de Huanuni ont réalisé une grève contre l'assassinat de deux de leurs camarades. Le projet de loi de Sécurité, dont le premier article était une *"recommandation"* à l'opposition pour qu'elle n'oublie pas de se présenter *"le testament sous le bras"* avant de faire quoi que ce soit, n'a pu être promulgué. Bien que la répression ne se relâche pas, les militaires sont donc obligés de céder sur quelques points.

Exigeons le retour des exilés!

Entre le 10 et le 30 novembre, les généraux boliviens ont été obligés de remettre en liberté plusieurs dirigeants détenus dans leurs prisons. Cette mesure, loin de découler de la "bonté d'âme" de la Junte, n'est que le résultat de l'intense campagne internationale développée depuis le coup d'Etat pour la libération des prisonniers, ainsi que des pressions de l'Eglise, des forces démocratiques et du mouvement des masses qui bien que réduit au silence continue la résistance.

Henry Aguilar, dirigeant de la métallurgie; Guillermo Alvarez, dirigeant syndical enseignant en Oruro; Porfirio Rodríguez, délégué métallurgiste de la Centrale Ouvrière Bolivienne (C.O.B.), et Omar Rendon, ancien dirigeant du Syndicat de l' Entreprise Nationale de Fonderie, ont été libérés. Tous, à l'exception du second, ont été exilés en Suède ou en Norvège, où leurs voix gênent le moins possible les délicates oreilles des militaires. Il s'agit donc maintenant d'exiger leur retour au pays avec toutes les garanties et tous leurs droits.

La campagne internationale donne des résultats: en Allemagne Fédérale, le consulat de Bolivie à Hambourg a été occupé; au Pérou, au Brésil, à Panama, en Grèce, des dizaines de personnalités et d'organisations ont envoyé des télégrammes exigeant la mise en liberté de tous les prisonniers.

Mais la campagne n'est pas terminée: il reste en prison beaucoup de dirigeants mineurs, syndicaux, paysans. *Il faut exiger leur libération ! Il faut exiger que tous les camarades qui se trouvent exilés à la frontière du cercle arctique puissent retourner de plein droit et avec toutes garanties en Bolivie!* **Envoyez des télégrammes aux ambassades et consulats de Bolivie de tous les pays du monde!**

Brésil

Une farce judiciaire

David Maximiliano

Le 6 novembre dernier, à Juiz de Fora (Etat du Minas Gerais), le professeur David Maximiliano de Souza a été condamné à un an de prison. Motif invoqué: détention d'explosifs à son domicile en avril 1980, quelques jours avant la visite du dictateur Figueiredo dans la ville d'Ouro Preto.

David est l'un des dirigeants des professeurs de l'enseignement public, le directeur de la section d'Ouro Preto de l'Union des Travailleurs de l'enseignement du Minas Gerais. C'est en même temps l'un des collaborateurs du journal *O Trabalho*.

Les professeurs se préparent en ce moment à faire grève pour une augmentation de leurs salaires. David en était l'organisateur dans sa ville. La répression qui s'est abattue sur lui est une attaque directe contre la mobilisation des professeurs et contre l'U.T.E., le syndicat libre qui s'est fondé pendant les grandes luttes de 1979.

Il est évident que ce jugement correspond à des nécessités politiques pour la dictature militaire, alors que le professeur ne pouvait légalement pas être condamné. Son avocat, Idibal Piveta, en a fourni différentes preuves lors du jugement qui a duré six heures.

En premier lieu, a-t-il dit, le mandat de dépôt est frappé de nullité puisque l'accusation n'a apporté aucune preuve et que le jugement a été l'occasion d'innombrables irrégularités. *"Les témoins* —a affirmé Idibal— *ont signé les dépositions à leur domicile, sans même en connaître le contenu"*.

Piveta a présenté deux photographies d'un certain "Flavio" que l'on soupçonne d'être un agent de la police et qui a placé les explosifs au domicile de David. Il a présenté le témoignage du militant syndical José Teotonio qui a affirmé connaître "Flavio" et indiqué son domicile, et il en a exigé la comparution comme témoin. La police s'y est refusée, déclarant qu'elle ne pouvait pas le trouver.

Durant le jugement, plusieurs policiers étaient présents dans la salle du tribunal et créaient un climat d'intimidation. On a ainsi confisqué à un étudiant de l'Université fédérale de Juiz de Fora les photos qu'il avait pu prendre.

Manifestation de rejet

Le jugement une fois prononcé, un *rassemblement a eu lieu aux cris de Liberté pour David!* et de *Plus de prisonniers politiques!* La police a dissout cette manifestation et déchiré les banderoles. Différentes organisations ont envoyé des représentants au jugement et elles ont publié une lettre de protestation contre la sentence. Parmi elles: la Commission Nationale pour *l'Organisme National des Travailleurs de l'Education*; l'*Union des* Travailleurs de l'Enseignement du Minas Gerais; le Comité Brésilien pour l'Amnistie du Minas Gerais; la Pastorale pour les Droits de l'Homme de Belo Horizonte; le Parti des Travailleurs, régionale de Fora; le Directoire Central des Etudiants de l'Université Fédérale de Juiz de Fora.

Un jugement politique

La condamnation de David Maximiliano est un coup porté par la dictature contre les travailleurs. Il s'agit du premier prisonnier politique après le décret d'amnistie partielle qui a été promulgué au milieu de l'année dernière. Elle représente une attaque contre l'organisation des professeurs et des travailleurs en général. Mais, plus encore, c'est un précédent réalisé par le gouvernement pour intimider les organisations syndicales et politiques des travailleurs. Par exemple, Lula, le président du Parti des Travailleurs, court le risque d'être jugé dans le cadre de la loi de Sécurité Nationale, une farce juridique créée par la dictature pour réprimer les organisations ouvrières.

La farce judiciaire qui a fini par faire condamner David a eu différents épisodes. Premièrement, on a placé des explosifs à son domicile, sous son lit, de façon à l'accuser de préparer un attentat contre le général Figueiredo. Deuxièmement, on l'a maintenu en prison tandis que se préparait le jugement. Enfin, il a été condamné à un an de prison alors qu'il est absolument innocent des charges retenues contre lui et sans prendre en compte les preuves présentées par son avocat.

A partir du moment où a commencé la farce, les journaux *O Trabalho* et *Convergencia Socialista* ont réalisé une vigoureuse campagne. D'innombrables organisations de professeurs de tout le pays y ont adhéré. On a présenté une pétition signée par 45.000 personnes au ministre de la Justice, Ibrahim Abi Ackel. Comme l'a signalé *Convergencia Socialista, "avec le cas de Barbacena, le gouvernement a démontré qu'il ne voulait pas enquêter, qu'il ne va pas enquêter sérieusement, qu'il ne peut pas présenter les responsables"*.

C'est pour cela que la mobilisation est plus nécessaire que jamais. Les travailleurs et leurs organisations syndicales et politiques doivent avoir pour tâche d'arracher David des griffes du régime militaire. Comme l'a affirmé *O Trabalho, "la liberté de David est une tâche qui revient à l'ensemble des travailleurs et à la majorité de la population"*.

Jorge Adamastor

(suite de la page précédente)

les militaires, les politiciens bourgeois et les patrons, commencent à procéder graduellement à une retraite partielle des militaires. Avec cela, ils essayent d'éviter que l'usure de la dictature ne se transforme en un processus de ruptures et de chocs ouverts à l'intérieur de l'appareil militaire.

La combinaison de la marée croissante de l'opposition avec les divergences internes aux F.F.A.A., en liaison avec le contrôle des partis Blanco et Colorado sur le Tribunal Electoral, a empêché la dictature d'organiser une fraude massive.

Une bouffée d'air démocratique pour les masses

La campagne précédant le plébiscite a été entièrement frauduleuse. En plus de leur monopole sur la radio et la télévision, les militaires ont interdit la publication des publicités payées par l'opposition. Et comme si ce n'était pas suffisant, ils "ont découvert" 72 heures avant le vote, un *"complot tupamaro"* afin de gagner des voix du secteur conservateur.

Mais indépendamment de cela, les uruguayens ont connu en novembre une certaine vie démocratique. Pour la première fois en 7 ans, ils ont pu réaliser des meetings politiques: le Parti *Colorado* a rempli une salle de ciné avec plus de 3.000 personnes: les *"Blancos"* firent un autre meeting, qui fut attaqué par la police, avec plus de 6.000 participants. La campagne s'est déroulée alors que les principaux dirigeants sont recherchés ou exilés: Séregni, du *Frente Amplio* (coalition de gauche qui avait obtenu 20 % des votes lors des élections de 1971), prisonnier; Ferreira Aldunate, leader *"Blanco"* qui avait obtenu le meilleur vote à ces mêmes élections, exilé, parmi les 15.000 proscrits politiques.

En parallèle, se développait la campagne clandestine: on a vu circuler de nombreux tracts et appels des organisations interdites, de la Confédération Nationale du Travail et des syndicats interdits par la dictature. Dans les usines, les banques et les écoles on diffusait la presse clandestine et ce que les cubains appellent *"radio bemba"*, la propagande orale, de bouche à oreille et de la main à la main.

Par cette lucarne démocratique que la dictature était obligée d'ouvrir, les masses se sont engouffrées, l'élargissant et infligeant aux militaires uruguayens et à leurs congénères du Cône Sud, la plus grande défaite de ces dernières années.

Une avalanche de refus

L'opposition a obtenu 57,8 % des votes, battant les militaires de 230.000 voix, auxquelles il faut ajouter les 15.000 votes nuls ou blancs. A Montévidéo elle a fait le plein, avec une majorité de 150.000 voix, et a remporté la victoire dans 11 des 19 arrondissements, dont ceux considérés comme les fiefs d'hommes comme Bordaberry, l'ex-président balayé, ou comme Gallinal Heber, le plus grand propriétaire terrien du pays.

Dans le deuxième département industriel, Paysandu, l'opposition fit deux fois plus que la dictature, démontrant clairement que la classe ouvrière était pour le *"non"*. Pour la première fois dans l'histoire de l'Uruguay, le prolétariat et la classe moyenne votèrent ensemble, et cette fois contre la dictature.

Les politiciens bourgeois veulent négocier

Cette défaite spectaculaire renforce en premier lieu les luttes anti-dictatoriales des masses. Mais elle fournit par ailleurs de nouvelles forces aux politiciens capitalistes qui veulent négocier dans de meilleures conditions avec les militaires ainsi qu'aux secteurs qui, au sein des Forces Armées, cherchent un pacte avec la bourgeoisie pour sortir du marais dans lequel ils s'enlisent.

Les dirigeants *"Blancos"* et *"Colorados"* n'ont pas caché qu'ils voulaient utiliser la victoire pour négocier une "sortie". Les travailleurs et les véritables démocrates savent qu'ils n'ont rien à attendre de ces négociations d'où ne peut sortir qu'une continuité camouflée des plans de famine, de l'absence de liberté, et de la dictature elle-même.

La seule possibilité est d'utiliser à fond l'impulsion que la victoire a donnée au mouvement de masse et la crise du régime qui se développe, pour avancer vers la restructuration tion des organisations et syndicats, en impulsant la lutte pour toutes les revendications économiques et démocratiques. C'est seulement cela qui permettra de construire le torrent de mobilisations qui détruira la dictature.

N. Rojas

1. Le *"Mundialito"* est le nom de la coupe de foot-ball où sont sélectionnées les équipes d'Amérique Latine qui joueront au *"Mundial"*.

Elections aux Etats-Unis:

Qui a voté pour Reagan ?

Les remous pour trouver un emploi devant une usine dans le Bronx: la majorité des chomeurs sont jeunes et noirs.

Le 4 novembre dernier, 47 % des électeurs américains, 82,5 millions sur 166 millions, ont fait triompher l'abstentionnisme; c'est, après les 48 % d'abstentions aux élections de 1948, le taux le plus important de l'après guerre. Ronald Reagan n'a recueilli que 25 % des voix, Jimmy Carter 21 %, John Anderson 3,5 % et tous les autres partis 0,05 %.

Un front impérialiste contre-révolutionnaire

Malgré l'énorme abstention, c'est sans aucun doute un extraordinaire succès républicain qui, outre l'obtention de la présidence, signifie aussi une majorité républicaine au Sénat pour la première fois depuis 25 ans, ainsi qu'une réduction considérable de la majorité démocrate à la Chambre des représentants et dans les gouvernements des états. Reagan a réussi à unir derrière sa candidature tout un éventail de forces sociales qui vont des secteurs de la bureaucratie syndicale et de l'aristocratie ouvrière (comme par exemple le syndicat des camionneurs ou teamsters) jusqu'à la bourgeoisie du pétrole et de la finance, en passant par la classe moyenne blanche.

Sa candidature a obtenu l'adhésion active de tous le conglomérat des forces de droite et d'extrême-droite du pays: la Majorité Morale et la Droite Chrétienne (voir notre édition antérieure), les mouvements contre l'avortement, les mouvements anti-écologistes et les mouvements racistes de toute sorte. Le Ku Klux Klan, qui est récemment réapparu avec force, a appelé à voter pour Reagan comme *"moindre mal"*, tandis que le Parti Nazi affirmait que Reagan reconnaissait les *"droits usurpés"* de la race blance.

Les *"gusanos"* (1) de tout type ont eux aussi rejoint le front unique réactionnaire: cubains anti-castristes, vietnamiens ennemis de la révolution, émigrés anti-communistes d'Europe de l'Est, iraniens partisans du Shah déchu. La droite sioniste (Ligue pour la Défense Juive et Ligue contre la Diffamation) a versé des millions de dollars dans les caisses républicaines.

Ce front a fonctionné de manière homogène, militante et disciplinée. Il a permis d'écraser les forces qui, 4 ans auparavant, avaient amené Carter au pouvoir. Les secteurs populaires, les noirs et les travailleurs, se sont en grande partie abstenus: le pourcentage d'abstention des noirs américains, par exemple, a été supérieur au taux d'abstention national. Malgré leurs illusions d'il y a quatre ans, que pouvait leur offrir Carter, excepté une augmentation de l'inflation et du chômage? Et quelle alternative représentait le raciste Reagan?

A l'inverse, la grande masse des votants de race blanche et de la classe moyenne, terrorisée par une inflation qui érode sans cesse leur niveau de vie, était une proie facile pour la propagande patriotique et l'appel à *"resserrer les rangs pour sauver l'Amérique de Nord"*.

Quand à la grande bourgeoisie qui, indépendamment du résultat des élections, détermine la politique générale de l'impérialisme, elle n'a fait que détrôner l'homme qu'elle considère comme responsable des humiliations subies en Iran et au Nicaragua, l'homme qui symbolise la faiblesse actuelle de l'impérialisme. A sa place, elle en a mis un autre, "vierge", qui soutient le même programme mais sans les hésitations qui ont caractérisé l'attitude de Carter.

Une "marée conservatrice"

Le fait d'avoir gagné d'une manière éclatante ne signifie en aucune manière que Reagan aura les mains libres pour appliquer **tout** son programme. Le nouveau Président exécutera les plans dictés par les chefs de l'impérialisme dans le cadre de la situation nationale et internationale.

Mais il est un fait indiscutable: 43 millions de nord-américains ont voté pour un programme qui symbolise la réaction, tel qu'il a été présenté au début de la campagne électorale. Reagan a promis de réduire les impôts sur les bénéfices des grandes entreprises et d'augmenter dans le même temps le budget militaire: cela ne pourra être obtenu que d'une seule manière, à savoir la réduction draconienne des programmes d'aide sociale dont bénéficient les plus pauvres et les chômeurs.

Et il faut ajouter à cela d'autres faits:

Le Ku Klux Klan relève la tête: pour la première fois depuis les années 20, il se sent la force suffisante pour envisager une marche sur Washington lors de la transmission du mandat. A San Diégo, Etat de Californie, l'ex-démocrate Thomas Metzger s'est présenté aux élections parlementaires comme candidat du Klan et a obtenu 47.000 voix, soit 16 % des suffrages exprimés.

les dirigeants de tendance libérale du Parti Démocrate ont été éliminés de leur poste et remplacés par les candidats —démocrates ou républicains— présentés par la Droite Chrétienne.

La vague d'attentats terroristes contre des citoyens noirs est en recrudescence dans tous le pays. Jusqu'à aujourd'hui, on dénombre 50 morts, dont 10 d'entre eux sont des enfants. Aucun de ces assassinats n'a été éclairci sauf un: celui de cinq militants d'un parti maoïste à Greensboro, Etat de Caroline du Nord. Les accusés, tous membres du Ku Klux Klan, ont été acquittés par un jury exclusivement composé de blancs.

Cette vague recouvre l'ensemble du pays: des attentats ont eu lieu de Miami en Californie, jusqu'à des villes très au nord comme Buffalo.

Dans l'offensive contre les *Chicanos*, citoyens d'origine mexicaine, les lois d'Etat qui permettaient le bi-linguisme (espagnol-anglais) dans les administrations et les écoles ont été supprimées. Par ailleurs, on estime jusqu'à 400.0000 le nombre des travailleurs mexicains expulsés, et ce rien que pour l'année en cours.

Le gouvernement qui entrera à la Maison Blanche le 20 janvier prochain compte sur le respect des règles électorales par ceux qui ont voté. Cependant, ceux-ci ne représentent que 53 % de la population adulte. La grande majorité relative qui s'est abstenue n'a pas encore dit son mot. Or précisément, il s'agit avant tout des secteurs populaires, de ceux qui seront les plus affectés par la politique réactionnaire.

Nicholas Kramer

1. *"gusano"*, qui signifie littéralement ver de terre, est le nom qui a été donné par les cubains aux contre-révolutionnaires.

Une fêlure dans le système bi-partiste

Après la victoire de Reagan aux dernières élections, la presse en général a spéculé sur un virage prononcé vers la droite de la politique américaine, tant au niveau économique qu'en politique extérieure. Cependant, la concordance entre les différents journaux est assez faible.

Selon *The Economist* du 8/11/80, *"La victoire écrasante de Ronald Reagan et la défaite de tant de démocrates éminents (les parlementaires) ne sont pas un chèque en blanc pour que Mr. Reagan applique une politique droitière effrénée. Tout au contraire. Elles sont témoins de la capacité de Mr. Reagan à se rendre maître du centre du spectre politique nord-américain à un moment où les gens... ont voulu chasser Jimmy Carter et le Parti Démocrate. Reagan, le président élu, aurait tort d'abandonner le centre."*

Deux semaines plus tard, *Newsweek* du 24/11/80 soutient le contraire: c'est *"le gouvernement le plus conservateur depuis le premier gouvernement d' Ike* (Eisenhower)"; la *"victoire écrasante de Reagan sur Jimmy Carter lui a donné toute licence pour essayer d'orienter les Etats-Unis vers la droite, et il compte avec une majorité républicaine au Sénat et une majorité conservatrice à la Chambre pour que ses désirs deviennent des lois."*

Le Monde, par contre, considère que le résultat du 4 novembre est moins la victoire d'une politique ue la défaite d'une autre et il le qualifie de *"phénomène de refus"*: *"La terrible défaite infligée par l'électorat nord-américain au président Carter reflète en premier lieu le refus d'un homme qui n'avait à offrir que sa bonne foi et sa bonne volonté. Autour de quoi se sont réunis ceux qui ont voté Reagan?* (il) *a su entraîner la masse des classes moyennes qui veulent que ça change tant à l'intérieur qu'à l'extérieur."* (6/11/80)

Pour terminer cette brève revue de presse, écoutons une voix de gauche: *"La victoire de Reagan avec 51 % des votes reflète, selon beaucoup de commentaires de presse, une* marée conservatrice *qui est en train de submerger le pays et qui forgera sa politique dans les mois et les ans à venir. Ils se trompent, et ceci pour deux raisons. Premièrement, c'est une interprétation erronnée de l'attitude des masses travailleuses, de leur colère et de leur méfiance envers les capitalistes et leur gouvernement, de leur insatisfaction face aux options que leur propose le système bi-partiste. Deuxièmement, les élections n'ont rien à voir avec la manière dont se résoudront les problèmes qui nous touchent."* (*The Militant*, organe du *Socialist Workers Party* des Etats-Unis, le 11/11/80).

Que dit Reagan?

Pendant ce temps, le président élu garde lui-même un silence prudent, rompu de temps en temps par quelques déclarations de caractère général, dans lesquelles il répète les grands thèmes de sa campagne. Il a modéré le ton de quelques unes de ses positions les plus droitières. Par exemple, les mesures les plus draconiénnes qu'il avait promis de prendre pour réduire les dépenses du gouvernement se transforment maintenant en mesures "à long terme". Selon *Newsweek* déjà cité, *"ces timides déplacements vers le centre ont déjà provoqué des hurlements de rage dans la nouvelle droite: les secteurs les plus durs qui ont travaillé pour Reagan se sentent écartés juste au moment où ils se croyaient aux portes du pouvoir."*

Quant à la politique extérieure, on affirme comme presque certaine la nomination du Général Alexander Haig comme secrétaire d'Etat. Cette nomination est attendue avec impatience, car sur cette base il est possible de prévoir en principe les grandes lignes de la politique extérieure. Haig est considéré comme l'homme du secteur "dur" ;sous Nixon, il a été commandant des troupes de l'O.T.A.N. en Europe. Le poste de Secrétaire d'Etat est traditionnellement réservé à un homme politique ou à un diplomate, et il ne serait attribué à un militaire que pour la deuxième fois depuis la guerre. La première fois, il fut occupé par le général Georges Marshall sous la présidence de Truman (1948/1952), en pleine guerre froide.

Le principal conseiller de Reagan pour les affaires latino-américaines, Pedro Sanjuan, a qualifié la politique de Carter de *"monument à la démagogie"*, en ajoutant qu'elle était responsable de la détérioration des relations entre les Etats-Unis et le gouvernement de Videla ainsi que de l'orientation de ce dernier vers l'Union Soviétique. La normalisation de ces relations, dit-il, serait l'une des priorités du nouveau gouvernement.

Ces rares déclarations ne permettent pas de prévoir avec rigueur quelle sera la politique du nouveau gouvernement, qui, par ailleurs, devra s'adapter aux exigences de la situation internationale. Mais malgré tout, elle donnent l'impression que Reagan veut suivre le conseil que lui donne *The Economist: "brandir le bâton durant la première moitié des années 80, tout en préparant la carotte pour la seconde moitié."*

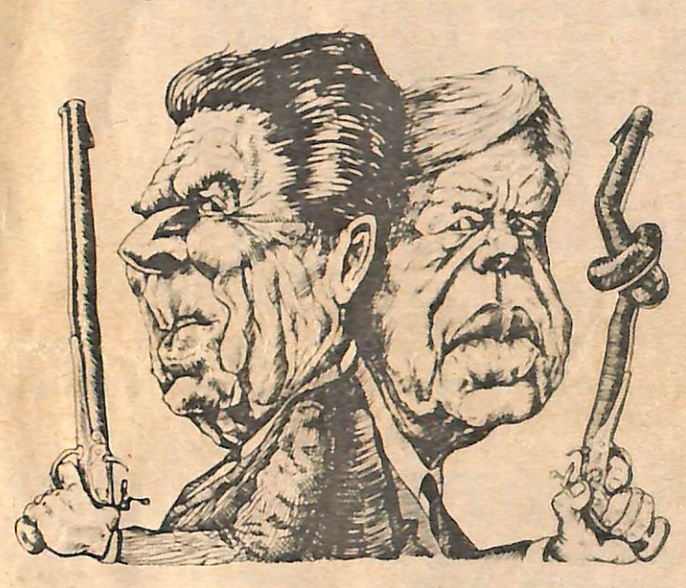
Un nouveau coup

Dans notre numéro antérieur, nous analysions la situation de l'impérialisme américain comme celle d'un boxeur encore vigoureux, sans risque de *knock-out* immédiat, mais qui est tout de même mis à mal par les coups du processus révolutionnaire, boxeur vacillant sans pouvoir faire autre chose que se défendre, pour l'instant.

La candidature de Reagan et le front unique réactionnaire qui le soutient constituent une tentative certaine de renverser cette situation (que la presse américaine appelle le *"syndrome du VietNam"*), repoussant à la fois les *"hésitations"* et les *"maladresses"* de Carter. Une campagne très bien orchestrée par la presse fait ressortir la *"marée conservatrice"* et la *"décision 80"* comme la volonté du peuple de se regrouper derrière un président énergique qui mette fin aux *"humiliations"* et à la *"perte de prestige"* des Etats-Unis sur l'arène mondiale.

C'est une possibilité. Comme le dit justement *The Militant* déjà cité: *"On ne peut pas nier, face à l'approfondissement de leur crise sociale, que de grands secteurs parmi les travailleurs puissent être trompés par la démagogie qui rejette la faute de tous les problèmes sur les noirs, les femmes, les immigrés, les écologistes, les clochards qui vivent de la sécurité sociale, les arabes, les iraniens et les russes."*

Mais il faut ajouter que les 3/4 des électeurs n'ont pas voté pour Reagan, ou, plus directement, n'ont voté pour personne... Et ce qui est plus important encore, ce fait représente un nouveau coup pour le boxeur: il s'agit là d'une fêlure dans le pilier fondamental du système politique américain, le bi-partisme démocrate-républicain.



Apogée et déclin du New Deal

Les bases du système actuel ont été assises au cours des années 30, au milieu de la crise économique et d'une importante montée du mouvement ouvrier qui à travers ses grandes grèves —celles des camionneurs de Minnéapolis, des métallos de l'Ohio, de la Général Motors à Détroit — se syndicalisa massivement à la centrale ouvrière et aux syndicats d'industrie. C'est justement en vue de répondre à cette montée et de la canaliser politiquement vers le Parti Démocrate que le Président Franklin Roosevelt a appliqué le *New Deal:* une série de concessions au mouvement ouvrier telles que le système de la Sécurité Sociale pour les chômeurs *(Welfare)*, l'aide aux dépenses de santé *(medicare)*, les grandes oeuvres publiques pour pallier au chômage et la liberté de former des syndicats, liberté jusqu'alors très restreinte.

Avec le *New Deal*, le Parti Démocrate est devenu une sorte de front électoral qui regroupait les secteurs les plus divers: le mouvement ouvrier gagné par les concessions; le grand patronat du Sud, le plus réactionnaire du pays, qui n'avait pas été directement affecté par ces concessions au mouvement ouvrier et qui maintenait son adhésion au Parti Démocrate comme héritage de son passé esclavagiste; les grandes communautés de juifs et d'immigrés de l'Europe de l'est qui virent en Roosevelt et en son parti les porte-drapeaux de la guerre contre le nazisme; la population noire qui, n'ayant pas le droit de vote avant la guerre, a adhéré à ce front dans l'après-guerre en acquérant les droits civils et en s'intégrant massivement au prolétariat.

C'est ainsi que le Parti Démocrate a acquis de nombreux caractères des fronts populaires. Comme eux, il symbolisait l'alliance entre exploiteurs et exploités afin d'exercer le pouvoir au service de la bourgeoisie, ce qui fut rendu possible grâce à la trahison des partis ouvriers bureaucratiques. La différence avec les fronts populaires européens, modèles classiques d'alliance entre partis bourgeois et grands partis ouvriers, staliniens et sociaux-démocrates, c'est que la participation du mouvement ouvrier américain au front s'est effectuée par l'intermédiaire de la bureaucratie syndicale. Mais étant donné la similitude de politique fondamentale, le Parti Démocrate a été qualifié de *"front populaire sui generis "* ou *"Front populaire sous forme de parti"*.

C'est ce front qui s'est maintenu depuis cette époque, en passant par le *"boom"* économique de l'après-guerre. C'est lui qui a garanti le solide alignement des secteurs populaires derrière le système, tout au long de la guerre mondiale, de la guerre froide et de la guerre de Corée.

Mais avec le Viet-Nam, l'Iran et le Nicaragua, le système commence à se fissurer et il pourra difficilement résister aux assauts du plan Reagan et à sa politique d'austérité.

Les premières études chiffrées des élections (1) montrent bien qu'il ne s'agit pas là d'une affirmation sans fondement:

59 % seulement de la classe ouvrière a voté pour Carter, pourcentage calculé sur les votants et donc en réalité bien inférieur: l'abstention ouvrière et noire a été très élevée. D'autre part, d'importants secteurs de la bureaucratie syndicale ont voté Reagan, rompant ainsi l'alliance traditionnelle.

Aux élections précédentes, Carter avait gagné tous les Etats du Sud sauf un. Cette fois, c'est exactement le contraire, il les a tous perdus sauf un, la Géorgie, son Etat natal.

Dans la communauté juive, généralement peu abstentionniste, 42 % a voté Carter contre 60 % aux élections précédentes.

Les secteurs appelés "indépendants" qui votent habituellement pour les démocrates ont donné 70 % de leurs voix à Reagan.

Parmi les adhérents du Parti Démocrate, 25 % n'ont pas été fidèles à leur parti.

Finalement, parmi les noirs qui ont voté, 82 % l'ont fait pour Carter tandis que l'énorme majorité d'entre eux s'abstenait.

Ces données, combinées au niveau extrêmement élevé d'abstention, révèlent les fêlures qui commencent à apparaître dans le système bi-partiste, l'un des grands piliers du système politique impérialiste.

Daniel Acosta

1. Données du *Time*, du 17/11/80.

Pologne

Un Viet-Nam pour Brejne

Début décembre, de nombreux indices convergents démontraient une intense activité militaire soviétique: trafic radio et radar intense, mouvements de troupes aux frontières, mise en alerte de dizaines de divisions. Une certaine détente est depuis lors intervenue et les polonais ont passé Noël sans l'habituel spectacle qu'offrent les pays occupés: chevaux de frise aux carrefours et pelotons de blindés à chaque coin de rue.

Toutefois, le risque d'une intervention soviétique est loin d'être écarté. Le mouvement des ouvriers polonais est à chaque fois plus résolu et depuis son arrivée au pouvoir, Kania s'est avéré incapable de "normaliser" pacifiquement la situation. La politique de *"renouveau"* mise en oeuvre depuis octobre n'a pas porté ses fruits. Et ce n'est pas par faute de soutien. Comme à l'accoutumée, l'Eglise a en effet volé au secours du gouvernement et Lech Walesa, le principal dirigeant du syndicat *Solidarité* dont tout le monde vante aujourd'hui la *"modération"*, a cherché à parvenir à un accord avec des secteurs de la bureaucratie.

En dépit des conseils de l'Eglise, ils continuent à combattre la bureaucratie.

I- Les luttes continuent

Le 24 novembre dernier, c'est une rude journée qui attendait plus d'un ministre ou d'un haut fonctionnaire polonais. Ce lundi, ils étaient en effet confrontés à la grève des cheminots de la banlieue de Varsovie et de Gdansk pour leurs salaires et à celles des ouvriers des sucreries qui protestaient contre la façon dont un vice-premier ministre venait de les prendre à partie à la Diète (Parlement). A Lodz, les ouvriers du textile occupaient la salle où s'étaient ouvertes avec eux des négociations. La section de la ville d'Olsztyn de *Solidarité* rendait publiques les malversations commises par la bureaucratie de la ville et à Bielsko-Biala, près de la frontière tchécoslovaque, le syndicat demandait le renvoi de la direction locale du P.O.U.P. Enfin, la bataille pour la libération de Jan Narozniak et de Piotr Sapelo continuait avec la grève de l'usine de tracteurs d'Ursus.

En Pologne, le 24 novembre n'était pourtant qu'un jour comme les autres, un peu plus animé peut-être, et il constitue ainsi un bon exemple du niveau atteint par les luttes qui s'y déroulent quotidiennement.

Selon tous les témoignages, les travailleurs font preuve d'une combativité extraordinaire. Pour pareràune éventuelle arrestation de la direction en titre, le M.K.Z. (Syndicat local) de Varsovie a par exemple élu une équipe de rechange dont la composition n'a pas été rendue publique. Les ouvriers sont allés consulter d'anciens résistants qui avaient participé à l'insurrection de la ville lors de la Seconde Guerre mondiale et un plan de défense a été dressé en cas de coup de force militaire. Préparant la grève générale du 12 novembre, ce même syndicat a diffusé une liste d'instructions arrêtant notamment que la lutte serait coordonnée à partir des aciéries de Huta-Warszawa, que la vente d'alcool serait interdite, que tout le monde occuperait nuit et jour son lieu de travail, qu'il faudrait se munir de couvertures, organiser service d'ordre et cantine et enfin que seules continueraient à fonctionner les radios et télévisions qui diffuseraient les communiqués de *Solidarité*.

A Varsovie toujours, voici dans quelles dispositions Bernard Guetta a trouvé les ouvriers lors de la bataille pour la libération de Jan Narozniak: *"Une grande exaltation s'est emparée des esprits. Nombre de militants, parmi les jeunes surtout, se voient déjà sur les barricades et les visages, graves et rayonnants, disent assez le bonheur (...) que procure l'idée de la lutte"* (*le Monde* du 27 novembre 1980).

Aussi résolue qu'elle puisse être, la lutte des ouvriers polonais n'est pas isolée. Elle sert d'exemple aux étudiants (voir *Correspondance Internationale*, numéro 2/3) ou aux paysans qui ont envoyé du ravitaillement aux grévistes et constitué un syndicat de 50 000 membres que le gouvernement refuse toujours de reconnaître. Aux infirmières et aux médecins aussi qui, le samedi 8 novembre, ont fait école en étant les premiers à décider d'occuper la salle de la préfecture de Gdansk où leurs représentants étaient en négociation avec le gouvernement.

Et c'est en partie grâce à l'unité réalisée autour d'eux que les ouvriers polonais ont fait par deux fois reculer le gouvernement: en le forçant à légaliser *Solidarité* puis en l'obligeant à remettre en liberté Jan Narozniak et Piotr Sapelo. **Deux victoires qui sont sans précédent dans une "démocratie populaire"** car si à l'Est, il n'y a aucun autre exemple de syndicat libre légal, jamais la bureaucratie n'avait non plus remis en liberté des prisonniers sous la pression **directe** d'une mobilisation (ici, la préparation de la grève générale pour le jeudi 27 novembre).

A travers ces deux luttes, ce sont des points-clés de la domination bureaucratique qui étaient en cause: rôle dirigeant du P.O.U.P., "alliances" de la Pologne, fonction de l'armée et de la police, répression sanglante des grèves de 1970.

De plus, les cas de villes ou de régions où les travailleurs se sont battus pour chasser un responsable local du parti ou de l'administration sont innombrables. C'est par exemple le cas du syndicat de Czestochowa après une provocation montée contre *Solidarité*, ou encore à Bielsko-Biala dont la préfecture a été occupée par les travailleurs le 21 novembre. C'est aussi ce qu'ont fait les ouvriers de Fadrom dont nous reproduisons ci-contre la motion votée par le syndicat (*De drôles de contrats*).

Ces batailles ne font pas les gros titres de la presse internationale, mais il s'agit pourtant de l'un des phénomènes les plus révélateurs de la nature profonde des évènements qui se déroulent en ce moment en Pologne.

Que sont en effet en train d'y réaliser les ouvriers? Pas moins que **l'expulsion des bureaucrates des bureaux de direction et des préfectures qu'ils occupent indûment en leur nom.** Les ouvriers polonais commencent ainsi à contrôler un Etat dont ils ont chassé les patrons il y a plus de trente ans mais qui leur a été confisqué dès l'origine par une caste bureaucratique organisée dans le P.O.U.P. et défendue par son armée, sa police et ses magistrats.

Un processus que les trotskystes appellent **révolution politique** (et non pas *sociale*) puisqu'il vise à établir le pouvoir de la classe ouvrière dans un pays où la propriété privée des moyens de production a été depuis longtemps abolie.

II-"Nous ne to

Toutes les attaques du gouvernement polonais contre les travailleurs se sont concentrées sur le syndicat *Solidarité* et depuis son apparition, la bureaucratie n'a eu de cesse de vouloir le faire disparaître ou de se le soumettre complètement. En multipliant les obstacles à sa reconnaissance, et même en cherchant à l'engluer dans une alliance avec les anciens syndicats officiels (voir *Correspondance Internationale*, numéro 2/3).

Ici, éclate toute la différence entre la bourgeoisie et la bureaucratie, entre une classe et une caste.

La bourgeoisie tire son existence et sa force de la propriété des usines, des moyens de production. A condition que ceux-ci soient à direction réformiste et s'en tiennent à des revendications restreintes, de salaires, "économiques", elle s'accomode généralement bien de l'existence des *syndicats. Ce qui n'est bien sûr*

Kania, condamné céder

Les deux principales batailles qu'ont livrées les ouvriers polonais depuis la fin de la grève générale du mois d'août ont été celles pour la légalisation de *Solidarité* et la libération de Piotr Sapelo et Jan Narozniak de la prison où les avait envoyés le gouvernement. Deux luttes qui se sont soldées par deux reculs d'un pouvoir forcé de faire marche arrière face à la résolution des masses polonaises.

Ils ont dû légaliser Solidarité...

Lorsque le 24 octobre dernier, le tribunal de Varsovie a rendu son jugement sur les statuts de *Solidarité*, il a déclaré les accepter, au détail près que de son propre chef, il y avait rajouté la reconnaissance du *"rôle dirigeant"* du P.O.U.P., des alliances de la Pologne (son oppression par la bureaucratie russe) et avait pratiquement supprimé le droit de grève. C'était une véritable provocation.

Le 25 octobre, au lendemain du jugement du tribunal de Varsovie, **le M.K.S.** (syndicat local) **de Gdansk lance un ultimatum au gouvernement**: si celui-ci ne se déclare pas disposé à négocier avant le lundi 27, la grève commencera mardi à 20 heures. La commission nationale de *Solidarité* reprend à son compte cette position et la menace est telle que le premier ministre Pinkovski fait savoir le jour même qu'il accepte de négocier.

Mardi 28 au soir, Lech Walesa, le principal dirigeant de *Solidarité*, présente au syndicat un plan qui est loin de faire l'unanimité mais qu'il parvient à faire accepter après une discussion animée: les négociations ne devront pas durer plus d'une journée; *Solidarité* s'y présentera avec un "programme minimum" dont il exige qu'il soit accepté (reconnaissance du syndicat ouvrier et du syndicat paysan qui vient de se constituer, amélioration de l'approvisionnement des villes, sortie de douane de matér d'imprimerie envoyé par des syndicats de l'Ouest et dont l'entrée est bloquée depuis deux mois). Il est également décidé d'appeler à la préparation d'une grève générale pour le 12 novembre au cas où ces revendications n'aboutiraient pas.

Alors que le 29 octobre, il avait déjà rencontré Jagielski à la préfecture de Gdansk, on apprend que le 3 novembre, Walesa s'est réuni avec de hauts dignitaires ecclésiastiques.

Peu à peu, les signes de détente se multiplient: les machines offset envoyées de l'étranger sont remises à *Solidarité*; des sources officielles communiquent que l'appel déposé par le syndicat contre la décision du tribunal de Varsovie sera examiné par la Cour suprême le 10 novembre. Le mercredi 5, le chef de l'Etat, Kania, déclare même à Cracovie: *"Le renouveau du mouvement syndical est un fait acquis (...). Nous avons écarté, nous écartons et nous continuons d'écarter non seulement du parti les membres malhonnêtes, mais aussi ceux qui n'arrivent pas à s'adapter au renouveau"*!

Si dans les usines les travailleurs continuent à préparer activement la grève, les hauts sommets de la bureaucratie savent déjà qu'elle n'aura pas lieu. En effet, **le jeudi 6 et le samedi 8 se sont déroulées des négociations secrètes entre deux membres de la direction de *Solidarité* et les autorités polonaises**, débouchant dimanche matin sur la mise au point d'un accord. Présenté le dimanche après-midi à la commission nationale de *senté le dimanche après-midi à la commission nationale de Solidarité*, celui-ci prévoyait de laisser les statuts du syndicat tels qu'ils avaient été déposés mais de leur ajouter en annexe le passage des accords de Gdansk (31 août) qui reconnaît le rôle dirigeant du P.O.U.P. et les alliances de la Pologne ainsi que, pour faire bonne mesure, les conventions 87 et 98 de l'Organisation internationale du travail qui garantissent le droit syndical.

Selon les termes mêmes du *Monde* (11-11-80), ce compromis a été reçu *"sans enthousiasme": "Plusieurs membres de la commission nationale* (ont) *voté contre, expliquant qu'il s'agissait d'un piège et que les engagements du pouvoir ne seraient pas tenus, soit même que le syndicat ne devait pas reconnaître dans ses statuts —en annexe ou pas— le rôle dirigeant du parti"*.

Mais c'est au Bureau politique du P.O.U.P. que l'annonce de l'accord a été accueillie de la façon la plus glaciale: la moitié de ses membres y étaient initialement opposés et Kania a dû longuement se battre pour qu'il soit au bout du compte accepté.

Tout le monde s'étant donc mis (difficilement) d'accord en coulisses, la scéance de la Cour suprême du lundi 10 s'est déroulée selon un scénario réglé comme du papier à musique. Prenant les premiers la parole, les avocats de *Solidarité* ont proposé leurs annexes. Deuxième acte: le procureur auprès de la Cour suprême déclare que le tribunal de Varsovie n'était pas habilité à modifier les statuts du syndicat et les juges se retirent pour délibérer. Lorsqu'ils reviennent, on apprend que le jugement du 24 octobre est purement et simplement cassé (habile façon d'esquiver le débat de fond), que l'annexe est acceptée et que **Solidarité est enregistré.**

Mais le soir-même, la bureaucratie polonaise a donné un bon exemple de la façon dont elle entend respecter la lettre et l'esprit des accords qu'elle peut passer. Rendant compte du jugement de la Cour suprême, le journal télévisé de Varsovie n'a pas craint d'affirmer que *"le point sur le rôle dirigeant du parti* (rajouté par le tribunal de Varsovie) *a été introduit en annexe"*. Las! Tout l'habillage savant dont on avait entouré la chose s'est envolé. Provocation ou maladresse, le gouvernement vient de montrer que le compromis imaginé ne change rien à sa volonté: **se soumettre *Solidarité*.**

...et libérer Jan Narozniak et Piotr Sapelo

Piotr Sapelo est un employé de la procurature (palais de Justice) de Varsovie qui a un jour découvert l'existence d'une circulaire signée du *Bureau du Procureur général public* et intitulée *"Remarques sur les principes appliqués jusqu'à présent dans la poursuite des participants à l'activité anti-socialiste illégale (...) à utiliser habilement dans le travail politique et professionnel"*.

Un titre bien compliqué pour des conseils très simples: ici, sont expliquées les mille et une manières de réprimer les opposants polonais, en particulier lorsque l'on ne peut légalement rien contre eux. Entre autres "recettes": au lieu de poursuivre quelqu'un pour distribution de tracts, utiliser l'article 154 qui punit le dépôt d'ordures sur la voie publique; mieux vaut poursuivre pour des délits de droit commun un opposant que de lui offrir la chance d'avoir un procès politique. Par exemple, on a déjà pu condamner des éléments gênants pour avoir *"battu quelqu'un"*, ou *"menacé de le battre"*, ou *"menacé d'utiliser un couteau"*.

Piotr Sapelo a transmis cette circulaire à *Solidarité* mais la police a eu vent de l'affaire et le jeudi 20 novembre au soir, une perquisition a eu lieu dans les locaux du syndicat. En plus de Sapelo, un syndicaliste, Jan Narozniak, a été arrêté et le 24, on pouvait apprendre qu'il était inculpé de *"diffusion de secret d'Etat"*, risquant pour cela de 1 à 5 ans de prison.

Ce même jour, le dernier atelier de montage de l'usine de tracteurs d'Ursus se met en grève et paralyse ainsi toute la production. Dans la soirée, le présidium du syndicat de Varsovie ajoute cinq revendications supplémentaires à celle de la libération des deux emprisonnés: une sanction contre les responsables du contenu du document; la suspension des poursuites contre les personnes accusées d'activités anti-socialistes; la création par la Diète (parlement) d'une commission à laquelle participerait *Solidarité* et qui serait chargée de vérifier la légalité du parquet, de la police et des forces de sécurité; la réduction du budget de ces services; la recherche des responsables des répressions anti-ouvrières de 1970 et 1976. C'est là s'attaquer aux moyens mêmes d'exercice du pouvoir par la bureaucratie et **jamais la lutte n'avait pris un tour aussi politique.**

Mardi 25 novembre, trois nouvelles usines de Varsovie et sa région se mettent en grève: Polcolor, Novotko et Rosa Luxembourg. Les ouvriers qui ne se trompent pas sur le sens de la circulaire ont édité une affichette qui dit: *"Aujourd'hui Narozniak, demain Walesa, après-demain toi"*.

La direction nationale de *Solidarité* reprend à son compte les cinq points de Varsovie et elle annonce que les grèves cesseront à la condition que les deux emprisonnés soient libérés et que le gouvernement annonce l'ouverture de discussions préparatoires à la négociation des cinq points.

Mercredi 26, des délégués de toutes les usines de Varsovie siègent à Ursus et l'on s'aperçoit ainsi que 19 usines sont en grève et que toutes sauf une ont déjà décidé d'arrêter le travail le lendemain. La pression est trop forte pour résister: dans la soirée, le gouvernement engage des négociations fébriles avec la direction syndicale. A une heure du matin, **Jan Narozniak et Piotr Sapelo se présentent, libres, à la porte de l'usine d'Ursus.**

Restent les cinq points. Un accord est passé avec Jagielski qui a promis d'ouvrir des discussions dans la semaine qui vient mais les ouvriers de l'usine de Huta-Warszawa ne l'entendent pas ainsi. Ils connaissent trop bien le pouvoir et exigent un engagement précis et public. En cette attente et alors que la grève générale n'a pas lieu, ils restent les bras croisés tout ce jeudi.

Walesa arrive à toute hâte dans la soirée, fait ce qui est en son pouvoir pour que l'usine reprenne le travail et n'y arrivant pas, il finit par implorer le vice-premier ministre. Une édifiante conversation que rapporte *le Monde* du 11 novembre: "Vous ne pouvez pas m'aider?" *dit M. Walesa.* "Je vous fais confiance, vous vous débrouillez très bien tout seul", *répond M. Jagielski*".

Forts de leur résolution, les ouvriers obtiennent enfin l'annonce de l'ouverture de négociations début décembre à la télévision, exigent qu'on leur présente l'enregistrement de l'émission et après quatre heures de discussions en Assemblée générale, ils votent le vendredi à l'aube la reprise du travail. **Ils ont gagné.**

P. O.

v?

par Philippe Olrik

lérerons pas un double pouvoir"

plus vrai à partir du moment où ces organisations commencent à sortir de ce cadre étroit et atteignent aux bases fondamentales de son existence en réclamant des expropriations ou en luttant pour le pouvoir, l'un des exemples les plus fameux en étant la lutte des milices de la C.O.B. dans la Bolivie des années 1952-53.

Il en est tout autrement à l'Est. Aucun bureaucrate ne possède d'usine et **sa seule propriété, c'est le pouvoir.** Surgit-il un syndicat qui n'est pas une simple courroie de transmission de sa politique comme l'étaient les syndicats officiels polonais et la bureaucratie est **directement menacée. C'est un pouvoir qui se dresse sur le même plan que le sien et contre lui.**

La situation ainsi créée est comparable à celle qui apparaît dans les pays capitalistes avec la constitution de soviets, de conseils ouvriers ou d'organismes de double pouvoir. Elles sont toutes aussi instables et dans les deux cas doivent se résoudre à court terme par la victoire de l'un ou l'autre des deux camps. Kania lui-même ne s'y est pas trompé lors du plenum du Comité central du P.O.U.P. des 1 et 2 décembre lorsqu'il a déclaré: *"Nous ne tolérerons pas un double pouvoir"*.

"Double pouvoir", l'expression habituellement consacrée à la caractérisation d'une situation où l'appareil d'Etat ancien et les soviets sont face à face.

Le "renouveau"

Pour l'instant, le gouvernement polonais ne peut pas affronter de façon ouverte et violente les ouvriers. Le rapport de forces lui est par trop défavorable et ce serait là courir les plus hauts risques. Il doit pour le moment se contenter d'actions "en souplesse" et la seule voie qui lui reste est de tenter de dévoyer *Solidarité*, de lui faire peu à peu jouer le rôle qui était celui des anciens syndicats officiels qui aujourd'hui ne servent plus à rien puisque, selon leurs propres déclarations, ils ne rassemblent plus que 10 à 15 % des travailleurs (en fait beaucoup moins) et sont essentiellement implantés dans l'administration et le commerce extérieur (faut-il lire ici la police et la bureaucratie?). Une politique qui s'est imposée début novembre sous le nom de *"renouveau"*.

Quel en est le contenu?

Tout d'abord, une ouverture à *Solidarité* dont le Bureau politique du P.O.U.P. n'a pas craint de dire le 11 novembre qu'il devait prendre *"une part active et constructive"* à la solution des problèmes de la Pologne. Un indéniable appel d'offres lancé au syndicat qui se double d'une attaque en règle de tous ceux que le gouvernement juge, comme la section de Gdansk, irréductibles.

Tirant ensuite parti de la farouche lutte de fractions qui les a opposés à l'aile "dure" du P.O.U.P., les partisans du *"renouveau"* ne manquent pas une occasion de se poser en hommes du "juste milieu". Tel le député Janusz Zablocki qui, le 20 novembre, stigmatisait à la Diète *"les extrémistes de part et d'autre, qui objectivement forment une sorte d'alliance contre les forces de dialogue"*.

"Dialogue", voilà quel est le troisième grand axe du *"renouveau"* A l'affrontement dans la rue et dans les usines, à la base, le gouvernement polonais préfère en ce moment les rencontres au sommet. Quelques exemples: 29 octobre, le vice-premier ministre Jagielski rencontre Walesa à la préfecture de Gdansk; 6 et 8 novembre: dans les locaux du Parlement, négociations tenues secrètes entre deux envoyés du syndicat et un "haut fonctionnaire" dont l'identité ne sera pas révélée; 14 novembre: de 18 à 20 heures, entrevue Walesa-Kania au siège du Comité central du P.O.U.P.

L' Eglise, un vieux serviteur fidèle de la contrerévolution

Tandis qu'au mois d'octobre elle n'attirait plus guère l'attention, l'Eglise polonaise vient de faire une rentrée politique remarquée.

Le jeudi 20 novembre, la commission mixte épiscopat-gouvernement a publié un communiqué qui estimait *"indispensable"* la poursuite du *"processus de renouveau"*. Appelant une fois de plus à la modération, la hiérarchie catholique ajoutait que les discussions devaient se *"dérouler dans une atmosphère de calme, de sérieux et de responsabilité"*. Et comme entre bons amis on se doit bien de petits services, le gouvernement autorisait la diffusion de l' *Osservatore Romano*, le journal du Vatican.

Le coup de théâtre est venu le 21 novembre, avec le remaniement ministériel qui a permis à Jerzy Ozdowski d'intégrer le gouvernement à l'un des postes de vice-premier ministre.

Professeur d'économie, député "modéré" et déjà promu au Conseil d'Etat début avril, celui-ci se définit avant tout par son appartenance au groupe *Znak* qu'ont constitué en 1976 des intellectuels catholiques qui, à la différence du reste de l'intelligentsia d'opposition, avaient accepté le "rôle dirigeant" du parti. Des précurseurs en somme...

Cette remise d'un porte-feuille ministériel à un militant catholique est sans précédent dans les Etats ouvriers. Elle s'explique par la situation elle aussi exceptionnelle dans laquelle se trouve la bureaucratie polonaise qui tente ainsi de regagner un peu de la base sociale qu'elle a perdue.

A terme, cette collaboration avec l'Eglise peut nous réserver de nouvelles surprises. Bien que le P.O.U.P. ne s'y résoudrait qu'à la dernière limite, rien n'interdit en effet d'imaginer que si la pression pour la démocratie ouvrière devenait trop forte, il laisserait se constituer une organisation catholique à la fidélité éprouvée qui lui permettrait de constituer un pluripartisme en trompe-l'oeil.

Vers la dislocation du P.O.U.P.?

En dépit du renfort que vient de lui apporter l'Eglise, la bureaucratie polonaise est en ce moment en bien mauvaise posture.

D'une part, un secteur "dur" du P.O.U.P. est publiquement apparu le jour même de la légalisation de *Solidarité* en organisant une double provocation. Celle du journal télévisé de Varsovie (voir ci-contre) et celle de Czestochowa où le préfet a déclenché le plan d'urgence mis au point pour faire face à une éventuelle grève générale prévue alors que la Cour suprême était en train de rendre son jugement.

Cette aile de la bureaucratie veut en découdre au plus vite avec les ouvriers et ce n'est pas le fruit du hasard si nombre de ses membres sont justement originaires de régions où *Solidarité* est le plus combatif. Toutefois, il ne faudrait pas en exagérer la portée. Unie sur les perspectives stratégiques avec le gouvernement de Kania (défaite écrasante des ouvriers), elle a été sévèrement frappée par celui-ci (déplacement et révocations) et reste de toute façon soumise aux Russes. Tant que ceux-ci ne lui en donneront pas l'ordre, elle ne se livrera à aucune "aventure".

Infiniment plus redoutables sont les pressions que commencent à exercer les luttes des travailleurs polonais sur la base du P.O.U.P. Un seul chiffre suffit à en mesurer l'ampleur: 60 % des ouvriers membres de ce parti seraient également adhérents de *Solidarité*...

Dans cinq villes de Pologne au moins, des cellules ont décidé de se coordonner entre elles en-dehors de la direction. A Torun, la base a élu de nouveaux bureaux de cellule et même de section mais c'est le 28 novembre qu'un sommet a été atteint avec la publication de motions dans le journal local du parti, *Glos Robotniczy*.

Ainsi, celle qu'a envoyée la cellule de l'usine Fonica ne demande pas moins qu'une *"épuration"* du P.O.U.P. auquel ils reprochent *"le manque de confiance dans le peuple, l'intolérance à l'égard de toute forme d'autonomie, la nomination aux postes de responsabilités de personnes sûres et soumises, la manipulation de l'information et le monopole du pouvoir"*. Ces ouvriers demandent des élections libres à tous les échelons et ils concluent en déclarant que *"la dictature du prolétariat ne doit pas être une dictature sur le prolétariat"*.

Un processus qui ressemble étrangement à celui qu'a connu le Parti Communiste tchécoslovaque en 1968 et qui l'a conduit à accepter le droit de tendance lors de son XIV[e] Congrès réalisé clandestinement dans Prague occupé par les chars soviétiques.

Tout devient possible!

Selon un sondage publié dans le journal français *Paris-Match* (21/11/80), en cas d'élections libres, ce seraient 3 % des électeurs polonais et seulement 1 % des ouvriers et des paysans qui voteraient pour le P.O.U.P. Le parti au pouvoir!

La politique de *"renouveau"* du gouvernement ne lui a jusqu'à maintenant pas permis de remporter de grands succès. Grèves et mobilisations ouvrières se sont maintenues et le P.O.U.P. est en train de se diviser.

De plus en plus, la situation polonaise est en train de correspondre à la définition qu'avait donnée Lénine de la crise révolutionnaire: quand ceux "d'en bas", les masses, ne veulent plus vivre comme avant et que ceux "d'en haut", les couches dirigeantes, ne peuvent plus gouverner comme avant.

Tout devient possible en Pologne et, conscients de la formidable brèche qui s'est ouverte dans le système dont ils sont le gendarme, **les Russes ont tout préparé pour une intervention.**

Début décembre, des sources militaires américaines faisaient savoir que 30 à 35 divisions soviétiques, soit 400 000 hommes environ, sont en état d'alerte "numéro 6", le plus avancé et que le réseau de communications utilisé en septembre lors des manoeuvres du pacte de Varsovie n'a pas été replié mais au contraire renforcé. A cette préparation militaire s'ajoute en outre la grosse artillerie politique.

Assimilant implicitement *Solidarité* aux fameux éléments antisocialistes, la Pravda du 25 novembre parlait à propos de l'affaire Narozniak de *"vol"* d'informations *"relevant du secret de l'Etat"* et indiquait la découverte du document dans les locaux du syndicat. Le 4 décembre, le gouvernement polonais finissait même par menacer les ouvriers d'une intervention russe en déclarant à travers son porte-parole, Klasa, que les communistes pourraient demander *"l'aide de nos proches amis et voisins"*.

Toutefois, il est bien plus facile aux maitres du Kremlin de mettre leurs troupes en alerte ou de calomnier les travailleurs polonais que de se décider à envahir la Pologne. Le 3 décembre, Carter a déclaré qu' *"une intervention militaire étrangère aurait les conséquences les plus négatives"* et le 7, il a réitéré sa mise en garde. Ce ne serait pourtant pas là le principal obstacle que les chars soviétiques trouveraient sur leur route. En dépit d'éventuelles sanctions économiques, la solidarité fondamentale de l'impérialisme et de la bureaucratie, des forces du *statu quo* face à la révolution politique ne peut plus se discuter depuis le printemps de Prague que les américains ont laissé écraser sans sourciller.

Ce que les soviétiques craignent par-dessus tout, c'est la réaction des masses polonaises. Le sondage de *Paris Match* déjà cité, s'il ne vaut que ce que valent les sondages et même un peu moins vu sa réalisation clandestine, était formel sur la tendance qu'il indiquait: 2 % des polonais considèrent l'U.R.S.S. comme un pays ami et 66 % se déclarent prêts à lui résister...

Ainsi, les russes sont prisonniers d'un dilemne: **ou laisser se développer un processus de révolution politique qui menace l'ensemble des Etats ouvriers, ou envahir la Pologne et courir le risque de devoir affronter une résistance acharnée dans un pays situé au beau milieu du pacte de Varsovie.**

Personne ne peut dire ce qui se passera dans les jours qui viennent mais il est certain que le rapport de forces international jouera son rôle. La solidarité internationaliste militante à l'égard de la classe ouvrière polonaise et de ses jeunes organisations est de ce fait un devoir **pour tout militant, pour toute organisation qui se réclame du mouvement ouvrier.**

(suite page suivante)

La vieille fable de la "rénovation"

Il est des bureaucraties plus frustres et d'autres, au contraire, plus expérimentées que la moyenne. Le P.O.U.P. appartient sans conteste à la seconde catégorie.

Ainsi, la politique du *"renouveau"* qui vient d'être définie par Kania peut s'honorer de déjà posséder ses titres de noblesse. Quand au fond, elle reprend en effet les grands axes de la tactique qu'avaient successivement suivie Gomulka en 1956 et Gierek en 1971.

Le 28 juin 1956, une manifestation des métallurgistes polonais est durement réprimée: 50 morts. Le procès des dirigeants de ce mouvement se transforme en procès du régime et les ouvriers constituent leurs conseils à travers tout le pays. En hâte, Gomulka est appelé à la rescousse et celui-ci accède ainsi au pouvoir début octobre.

Fort de sa participation courageuse à la Résistance et de son emprisonnement par Staline, il a l'intelligence de ne pas se heurter de front au mouvement de masses avant d'avoir épuisé tous les recours pacifiques. Le 19 octobre, quatre divisions russes menacent Varsovie mais il parvient à convaincre Krouchtchev, le numéro 1 soviétique, du bien-fondé de sa politique. Il libère le cardinal-primat Wyszynski (déjà!) du couvent où il était assigné à résidence et celui-ci se dépêche de lancer un appel au calme. Les terres des coopératives agricoles sont attribuées aux paysans et la proportion de territoire qu'elles occupaient passe ainsi de 9,2 à 1,6 % .

Deux ans plus tard, la brèche ouverte en 1956 est refermée et le pays entre dans une nouvelle phase de "glaciation". Les conseils ouvriers ont disparus depuis longtemps, la crise est réglée à moindres frais.

En décembre 1970, le gouvernement polonais décide une augmentation massive des prix alimentaires. Les ouvriers manifestent, la répression est féroce mais Gomulka doit quitter le pouvoir. Gierek, dont on souligne complaisamment que c'est un ancien mineur, le remplace. Il parle de construire *"une autre Pologne"*, d'établir un *"franc dialogue"* avec les ouvriers et n'organise par exemple pas moins de 200 réunions à travers le pays. Les naïfs disent même que son nom rime avec celui de Dubcek, le secrétaire général du P. C. thécoslovaque qui a dirigé la libéralisation du "printemps de Prague" en 1968.

De substantielles augmentations de salaire sont accordées et une bonne part des dirigeants du mouvement sont intégrés à l'appareil des syndicats officiels (voir en dernière page de ce numéro le cas de Baluka).

Bientôt pourtant, ceux-ci sont expulsés, éliminés, l'inflation a réduit à néant les hausses de salaires et en 1976, Gierek finit par faire comme son prédécesseur: il décrète une considérable augmentation des prix. Pour cette même raison encore, juillet 1980 voit les ouvriers repartir à l'offensive. Début septembre Gierek doit à son tour céder la place à Kania.

Ces deux premiers *"renouveaux"* (1956 et 1971) nous éclairent sur la troisième édition que voudrait en donner Kania. Les promesses qu'il multiplie en ce moment seront enterrées à la première occasion venue. Comme elle l'a déjà démontré à loisir, et non seulement en Pologne, la bureaucratie n'est pas réformable. **Elle peut à l'occasion plier mais elle ne cède pas.**

P. O.

La motion qui suit a été votée par la section syndicale de l'usine Fadrom et elle est parue dans le bulletin des syndicats Solidarité *de la région de Basse-Silésie le 29 septembre dernier.*

On y voit comment les travailleurs polonais sont en train de s'affronter au P.O.U.P. **Comment ils expulsent les bureaucrates de leurs (confortables) places.** *Ici, des permanents politiques du parti et des jeunesses qui étaient faussement déclarés comme ouvriers de l'usine.*

De drôles de contrats

"Le 23 septembre, le Comité d'entreprise de N.S.Z.Z. *Solidarité* de Fadrom s'est réuni. L'un des problèmes discutés par le Comité a été celui du salaire payé sur le fonds social de l'entreprise aux militants du Comité d'entreprise du P.O.U.P. et de l'organisation de jeunesse du parti.

"Au cours de la réunion, on a pu établir qu'à Fadrom étaient ainsi employés: le président de Z.S.M.P. (organisation de jeunesse), le secrétaire du P.O.U.P., la dactylo des deux organisations ainsi que le citoyen Adam Sendrin (officiellement employé comme mécanicien à l'atelier WS, et dans les faits, secrétaire permanent du Comité (K6) du P.O.U.P. à Katy Wroclawskie).

"Le Comité d'entreprise du Syndicat autonome indépendant *Solidarité* à Fadrom a décidé que l'emploi des personnes mentionnées ci-dessus ne pouvait formellement et juridiquement être rémunéré sur le Fonds salarial de l'entreprise.

"La direction n'est en rien excusée par le fait qu'elle respectait par là les usages en vigueur auparavant car elle aurait pu adresser aux organisations concernées une proposition pour que celles-ci payent les emplois cités sur leur propre trésorerie.

'L'emploi et le salaire des personnes citées ci-dessus est également contraire à la circulaire du Conseil des Ministres du 20 septembre 1974 sur l'attribution de congés non-payés aux employés appelés à remplir une fonction dans les organisations socio-politiques (*Journal des lois*, numéro 37, p. 218 / 74).

"Le Comité d'entreprise des Syndicats Autonomes Indépendants de Fadrom a décidé:

—que les personnes concernées devraient, à partir du 1er octobre 1980, revenir à un poste de travail correspondant à leur qualification ou bien se faire déléguer à la fonction qu'ils remplissent selon l'esprit de la circulaire du Conseil des Ministres déjà citée;
—de calculer ce qu'a coûté au Fonds Salarial le salaire infondé des personnes citées et d'exiger le remboursement de cette somme par les organisations concernées et le club sportif".

Entre autres sujets d'actualité internationale, Fidel a parlé des évènements de Pologne devant le II[e] Congrès du Parti Communiste Cubain. Le 18 décembre, il ne craignait pas de déclarer que les grèves et la fondation de Solidarité *étaient le fruit des manoeuvres impérialistes et de la réaction et que le P.O.U.P., parti révolutionnaire, devait* " résoudre le problème posé par les syndicats". *Des choses que les Russes n'osent plus dire aussi franchement, de peur de la réaction des ouvriers polonais.*

Castro justifie l'intervention

Fidel Castro a déclaré que "la situation explosive qui divise la Pologne" *s'est ajoutée aux tensions internationales qui divisent le monde entier.*

"Ce qui se passe là-bas est en partie la conséquence de la politique subversive de l'impérialisme sur les pays socialistes et de ses plans à long terme de pénétration, de déstabilisation et de liquidation du socialisme dans la partie orientale de l'Europe, dans le but d'affaiblir et d'isoler l'U.R.S.S. et si c'était possible de liquider le socialisme dans le monde entier" *a déclaré Castro.*

"En Pologne en particulier, une sinistre provocation de l'impérialisme a été montée contre le camp socialiste", *a-t-il ajouté.*

"Les succès obtenus par la réaction dans ce pays démontrent de façon éloquente qu'un parti révolutionnaire au pouvoir ne peut pas mettre de côté les principes du marxisme-léninisme, négliger le travail idéologique et s'éloigner des masses. " (A.P., La Havane, 18/12)

III- Une direction "sage" ou des dirigeants pour la lutte?

(suite de la page précédente)

Le 16 décembre, a eu lieu à Gdansk l'inauguration officielle du monument aux victimes de la répression de décembre 1970 sous la présidence conjointe du chef de l'Etat, Jablonski, de Mgr Dabrowski et du principal leader de *Solidarité*, Lech Walesa. Intervenant au nom du gouvernement, Fiszbach a déclaré voir dans cette cérémonie *"le commencement de l'unité de la nation"* (Gdansk, 16 / 12 U.P.I.) et telle était en effet **la marque imprimée à cette inauguration par les trois forces organisatrices**: l'Etat, l'Eglise et la direction de *Solidarité*.

Parlant en premier, Lech Walesa a lu un texte qui ne faisait aucune allusion au syndicat, à ses luttes ou à ses buts et qu'avait écrit pour lui le curé de sa paroisse (!). Cette intervention s'articulait autour de citations du télégramme envoyé par le pape: *"Je souhaite la paix aux hommes de bonne volonté"* et du dernier communiqué de la conférence épiscopale: *"Il ne faut entreprendre de aucune action pouvant nuire aux intérêts de la patrie... Les efforts de tous les Polonais doivent tendre à renforcer le processus de renouveau et à créer les conditions de l'accord social entre le pouvoir et la société"*. La conclusion appelait au *"calme"*, à *"l'ordre"*, à la *"raison"*, à la *"prudence"* et à la *"défense de notre patrie"* (*le Monde* du 18 décembre 1980).

C'est un pas très important que Walesa effectuait là en portant à un niveau jamais atteint sa volonté de collaborer avec le gouvernement et son rôle d'homme de la hiérarchie catholique au sein de *Solidarité*. Le processus qui devait l'y conduire avait pourtant été engagé depuis longtemps. L'ensemble des observateurs l'a toujours considéré comme un "modéré" et plus d'une fois, il a déjà canalisé le mouvement des masses polonaises vers l'Eglise. Allant par exemple jusqu'à remplacer le meeting qui était prévu le 20 octobre dernier à Varsovie par une... messe.

De même, cette convergence des forces du *statu-quo* autour du *"renouveau"* était apparue dès le début du mois de décembre. Le 1er, Kania lançait un appel à la *"construction d'un large front des forces de responsabilités, alliées pour la démocratisation socialiste et le combat contre l'anarchie"* (*Le Monde* du 3 / 12). Le 10, la direction nationale de *Solidarité* répondait présent et se déclarait prête à participer *"à l'alliance de la sagesse, de la pondération et de la responsabilité nationale"* (*le Monde* du 12 / 12). Le dimanche 14 décembre enfin, tous les curés de Pologne lisaient en chaire une lettre pastorale de leurs évêques qui scellait l'accord en précisant que l'action en faveur du changement *"exigeait la responsabilité, la pondération et la sagesse"* (*le Monde* des 14-15 / 12).

Les termes mêmes de Kania et de Walesa, non par manque d'imagination, mais pour que la convergence soit plus claire encore.

Lech Walesa... des icônes contre les tanks ?

La "normalisation" de Solidarité

Le 12 décembre, Walesa déclarait à un journaliste venu l'interviewer: *"Je contrôle la situation à cent pour cent"* et il insistait sur le fait qu'il était *"à la barre"* du syndicat (Varsovie, 8 / 12 U.P.I.).

En réalité, la position de la direction de *Solidarité* est beaucoup plus instable que ce que cette belle assurance laisserait croire. Walesa est en effet prisonnier d'une profonde contradiction qui fait qu'il s'avance en permanence sur un terrain miné: **constituer la direction non-révolutionnaire d'un processus tout ce qu'il y a de plus révolutionnaire.**

Il lui faut de ce fait conserver un fragile équilibre en essayant de maintenir l'actuel rapport de forces entre les masses et la bureaucratie. La situation se modifierait-elle dans un sens ou dans un autre que ce serait sa perte. Si par exemple les ouvriers polonais sont durement réprimés, si les Russes interviennent, il perd tout intérêt pour la bureaucratie qui a choisi la solution de force et il risque même d'être lui-aussi durement châtié, en tant que symbole de la lutte. Si, au contraire, les travailleurs approfondissent victorieusement la révolution politique, Walesa qui ne s'était maintenu en place que du fait de l'inachèvement de la montée serait balayé.

C'est pour maintenir cette position constamment menacée que la direction de *Solidarité* vient de s'engager **sur la voie de la "normalisation" du syndicat.** Le 8 décembre, Walesa avait déjà menacé: *"Nous avons décidé de limiter les activités de certains groupes et, s'ils ne nous écoutent pas, nous les exclurons"* (Varsovie, 8 / 12 U.P.I.). Maintenant, il a commencé à passer aux actes en cherchant milieu décembre à exclure de la direction de Gdansk les militants les plus liés à l'organisation traditionnelle des opposants polonais, le K.O.R. Ceux-ci présentant à ses yeux le double inconvénient d'avoir été à l'avant-garde de toutes les luttes menées par *Solidarité* et de ne pas être comme lui des soutiens inconditionnels de l'Eglise et du *"renouveau"*.

Walesa et les secteurs qui le soutiennent engagent là une bataille difficile. Gdansk n'est pas la seule section syndicale qu'il leur faille mettre à raison et ces directions particulièrement combatives ne font que refléter la résolution de leur base, des travailleurs polonais. Montant aux avant-postes du *"renouveau"* face aux luttes des ouvriers, la direction de *Solidarité* risque de prendre l'initiative d'affrontements d'ampleur qui éclaireraient des secteurs entiers des masses polonaises sur sa nature exacte.

Une situation qui permettrait d'avancer sur la voie de la constitution d'une direction alternative à celle de Walesa, l'un des problèmes-clés de la révolution politique en Pologne.

Fausse "sagesse" et vraie lutte

Les forces du *statuo-quo* et en particulier l'Eglise ne cessent de présenter la ligne de Walesa comme celle de la *"sagesse"*, celle qui permet de conserver ce qui a été déjà acquis en ne provoquant pas les Soviétiques.

C'est en réalité l'inverse. La direction de *Solidarité* ruine en ce moment la position des ouvriers polonais en n'impulsant pas leur mobilisation, en ne les appelant pas à organiser la résistance et en allant même jusqu'à déclarer comme le 17 novembre à *Paris Match*: *"Une intervention directe est impossible à cent pour cent"*.

Quelle est en effet la seule raison qui a jusqu'à maintenant empêché les Russes d'intervenir en Pologne, si ce n'est la combativité des masses. Le risque pour Brejnev d'y trouver "son" Viet-Nam, c'est-à-dire de s'y heurter à une résistance populaire acharnée. Dans ces conditions, si invasion soviétique il y a, Walesa en sera **l'un des principaux responsables** puisque c'est lui qui en aura préparé la condition fondamentale: la démobilisation des travailleurs.

Mais l'intervention soviétique n'est pas la seule menace qui pèse sur l'avenir des ouvriers polonais. Peu avant Noël, le gouvernement a fait distribuer à la population des tickets de rationnement et le 19 décembre, il a même annoncé qu'il ne lui serait pas possible de tenir la promesse faite aux grévistes d'août d'accorder la semaine de cinq jours. Son intention est claire: faire payer aux travailleurs polonais la crise de son économie.

Des luttes se développent déjà en riposte à ce plan d'austérité. 150 délégués des entreprises de la région de Piotrkow-Trybunalski, près de Lodz, ont ainsi occupé pendant plusieurs jours la préfecture de la ville en signe de protestation contre les quantités insuffisantes de viande qui leur ont été attribuées.

Alors qu'il s'agit là de revendications élémentaires, vitales, la direction de *Solidarité* est restée muette, elle n'a pas soutenu ces travailleurs et c'est ainsi faite complice du plan d'austérité du gouvernement. Une attitude dans le droit fil de ses déclarations antérieures sur *"la nécessité de permettre la stabilisation de l'économie"* (*le Monde* du 12 / 12) et selon lesquelles elle serait dorénavant *"sélective"* dans les grèves qu'elle déclarerait (Gdansk, 17 / 12 U.P.I.).

La direction actuelle de *Solidarité* n'est donc pas plus celle dont ont besoin les travailleurs polonais face aux chars russes que celle qui mènera avec eux les luttes quotidiennes.

Une autre direction s'impose en Pologne. Une direction qui aura pour méthode celle qu'ont spontanémtnt suivie les ouvriers polonais au mois d'août et qui leurs a permis de gagner. La méthode qui consiste à développer chez les masses la conscience de ce qu'est la bureaucratie, son *"renouveau"*, l'impossibilité de sa réforme et le rôle rempli par son allié, l'Eglise. **La méthode de la mobilisation des travailleurs, ne faisant confiance qu'à leurs luttes.**

Et à la capacité de chacun des courants qui traversent la classe ouvrière polonaise à mettre en oeuvre cette méthode face aux vélléités soviétiques de répression sanglante comme aux plans d'austérité du gouvernement polonais se verra **leur capacité à apporter leur pierre à la construction de la direction capable de mener les travailleurs polonais à la victoire.**

Seweryn Bialar est né en Pologne. Il vit maintenant aux Etats-Unis oú c'est un universitaire spécialisé dans les pays de l'Est. A ce titre, il travaille également pour le département d'Etat. C'est l'un de ces nombreux techniciens que le gouvernement américain a pour méthode de consulter avant chacune de ses (mauvaises) actions dans une quelconque partie du monde et l'interview qu'il a accordée le 10 décembre dernier au journal brésilien *Veja* n'en est que plus intéressante. En voici un passage.

"La Pologne résistera"

Qu'est-ce que ferait l'Occident si la Russie envahissait la Pologne?

Je vais vous répondre d'une façon très simple: absolument rien. La Pologne appartèient à la sphère d'influence soviétique et l'Occident ne lèverait pas le petit doigt si elle était envahie. Naturellement, il y aurait une détérioration, une désintégration pour de nombreuses années de la clé de voûte de l'actuelle politique extérieure soviétique: la détente avec l' Europe. Ce qui en est venu à constituer la question la plus importante pour les soviétiques depuis la faillite de la détente avec les Etats-Unis. L'Europe ferait la même chose que ce que les Etats-Unis ont fait depuis l'invasion de l'Afghanistan.(...)

A votre avis, une intervention s'effectuerait au moyen de forces envoyées d'Union Soviétique ou de celles que l'U.R.S.S. possède déjà à l'intérieur de la Pologne?

Le prix d'une invasion de la Pologne, même en termes purement militaires, serait extrêmement elevé. En premier lieu, les Polonais, à l'inverse d'autres peuples d'Europe orientale, lutteraient —toute leur histoire va dans ce sens. Une invasion ne serait pas une promenade pour parachutistes soviétiques. Il y aurait deux ou trois semaines de batailles, des villes seraient détruites, la population serait massacrée, les soviétiques enregistreraient des milliers de pertes. Ensuite, certaines unités de l' armée polonaise, qui vient au troisième rang européen après l' U.R.S.S. et l'Allemagne de l'Ouest, iraient se battre contre les Soviétiques. Toute l'armée n'ira peut-être pas au combat, mais ses unités laisseront les hommes, les femmes et les enfants se battre dans les rues de Varsovie contre les chars. C'est pour cela que les Soviétiques auraient besoin de 1 200 000 à 1 500 000 hommes pour envahir la Pologne. Cela veut dire que l'ensemble des forces soviétiques qui sont préparées à un affrontement avec l' O.T.A.N. seraient utilisées. Une invasion réalisée sans envoyer des troupes du territoire soviétique est donc impossible. L'U.R.S.S. possède 40 000 hommes en Pologne —une force tout à fait insuffisante. Ils devraient réaliser une énorme mobilisation de réservistes —ils devraient amener la moitié ou les deux-tiers de leurs forces stationnées en Allemagne de l'Est. Un effort énorme. La Pologne n'est pas l'Afghanistan.

Economie polonaise:

Kania au bord de la faillite

Varsovie, le mercredi 12 novembre: le Premier Secrétaire polonais, M. Pinkovski, s'est entretenu avec M. Meehan , le nouvel ambassadeur des Etats-Unis en Pologne et M. Roberts, président du comité économique polaco-américain.

Washington, le 13 novembre: un haut fonctionnaire du département d'Etat a annoncé que le gouvernement polonais venait de demander une aide économique aux Etats-Unis dont il n'a pas précisé le montant. Le *Boston Globe* affirme que la Pologne souhaite obtenir 3 milliards de dollars.

Début septembre, une délégation polonaise de banquiers et de fonctionnaires du commerce extérieur s'était rendue à Washington. Elle devait demander que l'aide de 550 millions de dollars déjà concédée à la Pologne pour l'achat de produits alimentaires soit portée à 675 millions. Une rallonge qui était rapidement accordée.

Gageons pourtant que ce n'était pas pour obtenir cette aumône qu'un groupe entier d'experts s'était transporté aux Etats-Unis. En fait, la bureaucratie a dû en profiter pour lancer son S.O.S. financier.

Les américains n'ont pas encore répondu et c'est un dossier que Carter s'est contenté de laisser en bonne place sur le bureau auquel Reagan va bientôt s'installer. Cependant, toutes choses restant égales par ailleurs en Pologne (ni intervention soviétique, ni... révolution politique), le principe d'une aide massive est accepté. C'est ce qui explique que les banquiers américains aient d'eja envoyé à Kania 600 millions de dollars. Ou encore, dans un domaine où rien ne se fait à la légère, la publicité que le département d'Etat a accordée à la demande polonaise.

Tout indique qu'il s'agit là d'un plan de l'impérialisme dans son ensemble, de ses gouvernements et de ses banques. Washington a ainsi précisé que des conversations avaient eu lieu avec ses alliés à ce sujet et, comme l'écrivait Jacques Mornand dans *le Nouvel Observateur* du 23 août 1980, *"une opération de renflouement (...) a été décidée à l'Ouest*.

Aujourd'hui, une bouffée d'oxygène

Au mois d'août déjà, l'Allemagne de l'Ouest avait accordé deux crédits à la Pologne: l'un de 420 millions de dollars et l'autre de 210. Début septembre, Schmidt annonçait qu'il souhaitait débloquer une aide supplémentaire 3,5 fois supérieure à ces montants. Courant octobre, 25 banques allemandes se sont associées pour réunir une nouvelle fois 420 millions de dollars.

Ce même mois, M. Haberger, le directeur du Trésor Français, s' est rendu en personne en Pologne pour renégocier la dette avec la France. Le vendredi 21 novembre, le vice-premier ministre Jagielski est arrivé à Paris pour y solliciter un prêt de 450 millions de dollars et signer un accord économique quinquennal avec la France et un programme de développement à long terme.

Le 9 décembre enfin, on apprenait que le Conseil des ministres de l'Europe des neuf avait accepté de répondre positivement à un nouvel appel au secours du gouvernement polonais et lui envoyait notamment viande, beurre, lait en poudre et céréales à des prix de 10% inférieurs à ceux du marché mondial.

Dollars, marks et francs sont arrivés à point pour renflouer un gouvernement dont la position économique, mauvaise avant la grève (baisse de 2% du Produit National en 1979), n'a fait que se dégrader.

La baisse de la production industrielle occasionnée par toutes les grèves doit être spectaculaire: 20, 30%? La crise traditionnelle de l'agriculture est cette année encore au rendez-vous: une récolte de pommes de terre de 20% inférieure à celle de 1979 et celle de betteraves à sucre ayant baissé de 30%. *"Les magasins d'alimentation sont déjà désespérément vides. Le sucre, les pommes de terre, les fruits et légumes (mis à part des pommes et des tomates rachitiques), les pâtes, le riz sont devenus pratiquement introuvables"* (*le Monde* du 15 novembre 1980).

Grâce à l'aide impérialiste, Kania a bénéficié de marges de manoeuvre sensiblement moins étroites face aux mouvements de grèves. Au départ, le gouvernement polonais était dans l'impossibilité matérielle d'effectuer des concessions économiques, fussent-elles minimes. En revanche, après l'arrivée des prêts de l'impérialisme, Kania a pu stopper des grèves comme celle des postiers avec des augmentations de salaire et débloquer 10 milliards de zlotys (325 millions de dollars) en faveur du budget de la santé de façon à éteindre le mouvement des médecins et des infirmières.

Demain, un cadeau empoisonné...

Si l'on additionne l'ensemble des demandes d'aide et des capitaux qui ont déjà été obtenus, on arrive à un total d'environ 6 milliards de dollars qui ne font qu' alourdir un peu plus la charge d'une dette extérieure considérable. Ainsi, au début de l'année 1980, 20 des 50 milliards de dollars que les "démocraties populaires" devaient à l'Ouest revenaient à la Pologne. En 1981, celle-ci devra rembourser plus de 8 milliards de dollars, soit, selon les estimations, de 70 à 90% des rentrées en devises provenant de ses exportations.

Toutes les aides envoyées par les pays impérialistes n'avaient donc rien à voir avec la charité. C'était pour eux la meilleure façon de garantir le remboursement de leurs créances, en soutenant tactiquement la bureaucratie face aux ouvriers et en réamorçant l'économie polonaise.

Cette aide ne sera pas utilisée différemment de celle qui a été accordée les années antérieures. Elle servira tout d'abord à effectuer des achats à l'Ouest et il s'agit ici d'une sorte de prime que l'impérialisme accorderait indirectement à son économie.

Mais l'on peut se demander si tous ces fonds parviendront même un jour en Pologne. Selon les termes mêmes de François Gèze, celle-ci est en effet engagée dans *"la spirale infernale des pays du Tiers-Monde obligés de contracter de nouveaux emprunts pour assurer le remboursement des précédents"* (*le Monde Diplomatique*, octobre 1980). On considère que ce sont 80% des nouveaux emprunts obtenus par les Polonais qui ne servent qu'à faire face à leurs échéances et, de fait, lorsque Jagielski est allé demander au gouvernement français 2 milliards de francs, il devait déjà lui en rembourser 1,7 en 1981...

Les Soviétiques ne pouvaient pas rester muets face à une telle dépendance de la Pologne à l'égard de l'Ouest. Le 15 novembre par exemple, L. Zamiatine, chef de la section informations internationales du Comité Central du Parti Communiste, *"a indiqué que le fort endettement de Varsovie n'était pas étranger aux difficultés actuelles"* (*le Monde* du 18 novembre 1980). Moscou a aussi cotisé pour la "normalisation" polonaise en repoussant à début septembre l'échéance d'un total d'environ 690 millions de dollars de dette et en accordant fin novembre un prêt de 1,1 milliards de dollars. Une enveloppe qui est loin d'être négligeable mais reste à elle seule très insuffisante du fait des problèmes, en particulier agricoles, de l'économie russe. Contraints et forcés, les Soviétiques doivent donc laisser la Pologne s'endetter auprès de l'impérialisme et c'est pour cela qu'ils n'ont qu'à deux ou trois reprises et en termes très modérés critiqué les Polonais.

...qui menace les bases mêmes de l'Etat ouvrier

Milieu novembre, un groupe gouvernemental qui, avec ses sous-commissions, ne comprend pas moins de 500 membres a été chargé de redéfinir les orientations économiques de la Pologne. Placée sous la direction de J. Olszowski, cette imposante assemblée n'a pas encore laissé entrevoir quels étaient ses projets et nous la comprenons très bien.

Déjà Gierek avait fait massivement appel à des capitaux impérialistes et très vite, pour tenter de rétablir l'équilibre de sa balance des paiements, il lui avait fallu imposer une rigoureuse austérité aux travailleurs (baisse de 2,7% du salaire moyen réel en 1978). Kania ne pourra pas faire mieux. En plus des facteurs d' ordre proprement politique, la crise de l'économie dirigée par la bureaucratie oblige donc cette dernière à tenter d'imposer la défaite la plus écrasante possible aux ouvriers polonais et à *Solidarité*. C'est un mur objectif sur lequel viennent buter toutes les promesses démagogiques de la *"rénovation"* .

Mais la crise de l'économie polonaise va bien plus loin encore. Elle finit par menacer les bases mêmes de l'Etat ouvrier , remettant en cause la plus grande conquête des travailleurs polonais: l'expropriation du capital. La Pologne se trouve en effet placée face à l'impérialisme dans une position qui n'est guère différente des pays semi-coloniaux criblés de dettes et dont les gouvernements appliquent des plans d'austérité draconiens pour payer leur tribut au capital financier mondial.

Ainsi, le 9 décembre dernier, le premier ministre canadien, P. E. Trudeau a annoncé devant les Communes (le parlement) que devait prochainement se tenir une réunion internationale de tous les pays créanciers de la Pologne. Celle-ci ne fera pas exception à la règle: les créanciers sont plus forts que le débiteur. A travers cette "assemblée générale" d'un genre un peu particulier, il ne fait aucun doute que les pays impérialistes vont imposer leurs conditions au gouvernement polonais.

D'abord en exigeant un ensemble de garanties en nature (charbon par exemple) des créances qui sont en leur possession et un calendrier de remboursement particulièrement contraignant. Mais tentant d'exploiter à fond leur avantage sur une économie aussi délabrée , il est vraisemblable qu'ils cherchent à s'affranchir de l'un des points-clés de l'économie des Etats-ouvriers qui les gêne tant aux entournures: le monopole du commerce extérieur. Les publications techniques les plus sérieuses qui guident les choix de la bourgeoisie vont en tout cas dans le sens de la liquidation de ce barrage élevé contre la pénétration à l'Est de la concurrence capitaliste. Tel *le Courrier des pays de l'Est* qui déclarait dans son numéro 238: *"le système de la planification impérative en Pologne ne laissant aux entreprises* (étrangères) *aucune liberté de choix de leurs clients et de leurs fournisseurs et ne leur permettant pas de fixer librement leurs prix est peu propice à un développement des relations de la Pologne avec les pays occidentaux"* (p. 30).

Philippe Olrik

Les chiffres de la dépendance

Des exportations stagnantes, des importations qui après une montée en flèche ont été difficilement stabilisées, un endettement croissant (et dans quelles proportions!), voilà ce qu'était le bilan des rapports économiques Pologne-pays capitalistes avant l'année 1980 et l'injection massive de capitaux impérialistes dans l'économie à laquelle on vient d'assister. Que peut bien réserver l'année 1981 aux finances polonaises? Rien de bon en tout cas...

	1970	1973	1975	1976	1977	1978
COMMERCE EXTERIEUR						
Part des pays occidentaux industrialisés (%):						
- dans les exportations	29,4	34,2	31,5	32	31,3	31,3
- dans les importations	25,8	44,4	49,3	48,9	43,3	40,5
Solde des échanges commerciaux avec les pays capitalistes (Nord et Sud), en millions de dollars	+147	-1269	-2673	-2933	-2156	-1762
BALANCE DES PAIEMENTS						
Endettement net en devises (milliards de dollars)	0,8	1,9	6,9	10,2	12,8	17,5

Sources: *Euromoney* et R. Kanet, "le commerce extérieur polonais" in *la Revue d'études comparatives Est-Ouest*, mars 1980.

Chine

Sous le signe des *"quatre modernisations"*

Le procès de la bande des cinq

"Nous n'avons pas encore réussi à rétablir l'équilibre. Nous avons ouvert la porte à la démocratie, au risque d'entraîner quelques désordres. Aujourd'hui, on dirait que le ciel va nous tomber sur la tête et il faut trouver d'une manière urgente un bouc émissaire. Comment gouverner dans un tel climat de tension? L'opinion est générale: nous avons besoin de démanteler les organisations de défense des droits de l'homme, d'empêcher que les masses attaquent le parti, le gouvernement et l'armée..."

C'est ainsi que parlait Deng Xiaoping il y a un an, dans une interview accordée au quotidien français *Libération.*

Douze mois plus tard, les *"boucs émissaires"* occupent le banc des accusés, dans le jugement à Pékin contre la *"bande des quatre"* et la *"clique de Lin Biao"*. Ce sont d'excellents personnages pour remplir ce rôle, car ils jouissent de la haine générale du peuple chinois.

Mais cette haine n'est pas la question essentielle. Ce qui est important dans le jugement de Pékin, c'est la politique qu'il soutient, car il sert de "parapluie" pour empêcher que le *"ciel ne tombe"* sur les têtes de Deng et des autres gouvernants de la Chine actuelle.

Les quatre qui sont cinq

Dans un reportage publié dans la revue *Le Nouvel Observateur* (du 22/11/80), la journaliste Oriana Fallaci disait à Deng: *"On m'a dit que beaucoup de chinois, quand on parlait de la Bande des quatre, levaient les cinq doigts de la main ouverte et répondaient:* 'Oui, oui, quatre." Deng, dans sa réponse, ne cachait pas que le cinquième en question est le défunt président Mao. Cela ne fait aucun doute, le véritable accusé de ce jugement politique est le "Grand Timonier", représenté par sa veuve et ses complices.

Pourquoi la dépouille de celui qui était infaillible a été traînée en justice? Pourquoi l'accuse-t-on —par personnes interposées— de toutes les calamités subies par la Chine depuis 1949, et plus particulièrement de la *"grande révolution culturelle prolétarienne"*?

La direction actuelle de la Chine est engagée dans un tournant fondamental des plans économiques et politiques du pays, sous le nom des *"quatre modernisations"*: dans l'agriculture, l'industrie, la défense et la science et la technologie. Et comme tout changement réalisé par une direction bureaucratique, cela exige de renier le passé récent, de taxer la politique antérieure d' "irresponsable", "aventuriste", "contre-révolutionnaire", etc., etc. et de traîner dans la boue les responsables, par tous les moyens, afin de transformer leurs noms et leur mémoire en objet de mépris général. Ils vont peut-être tuer les quatre, peut-être pas, ou seulement quelques uns. Mais ce qu'il est important de comprendre c'est que ce qui se cache derrière le jugement de Jian Qing, Chen Boda et compagnie, c'est l'intégration vertigineuse de la Chine dans le marché capitaliste mondial, c'est la pénétration non moins rapide du capitalisme en Chine. C'est là, la grande "modernisation" qui résume toutes les quatre.

"Modernisation" des finances

En avril, la Chine est entrée au Fond Monétaire International et en mai à la Banque Mondiale. Ce fait, d'une énorme importance pour le capitalisme, car il amplifie l'"ouverture" de ce marché et de l'immense force de travail de presque un milliard de Chinois, est passé presqu'inaperçu dans la presse mondiale. L'Etat ouvrier chinois fait ainsi un pas de plus dans son intégration au marché capitaliste mondial et met le doigt dans l'engrenage inexorable des organismes financiers impérialistes.

La Chine prend le chemin de la Pologne, qui par sa gigantesque dette extérieure est dépendante des crédits octroyés par un impérialisme qui lui impose des plans d'austérité pour les travailleurs. Ces phénomènes commencent déjà à agir, la balance commerciale par exemple (différence entre les devises d'exportation et d'importation) commence à subir un déficit: en 1976 elle était bénéficiaire de 1245 millions, en 1977 de 373 millions; mais en 1979, elle accusait un déficit de deux milliards de dollars, phénomène qui devait s'amplifier en 1980 (1).

Ce déficit provient de l'acquisition d'équipements industriels et de technologie modernes auprès de l'Allemagne Fédérale surtout, destinés à l'industrie légère d'abord, puis à l'industrie lourde et à l'agriculture (2). Mais ces machines, il faut les payer, le déficit doit être couvert. Comment? En exportant sur le marché mondial. Mais comment avoir des prix compétitifs? Ecoutons Meng Xiancheng, chef de l'entreprise sidérurgique de Wuban: *"Nos salaires sont bas... Nos marchandises sont donc compétitives...* (il faut) *réajuster les salaires dans l'entreprise en fonction du progrès de la production"* (3). Autrement dit grâce à la sueur des travailleurs chinois.

Avec son entrée dans le F.M.I., la Chine doit remplir les conditions que celui-ci dicte à tout pays semi-colonial: politique d' austérité (bas salaires), ouverture aux investissements étrangers (la Loi sur les Entreprises Mixtes d'Investissements nationaux et étrangers de 1979 permet de rapatrier une part des bénéfices dans les pays d'origine) (4), et imposition des mécanismes économiques du marché capitaliste au sein du pays lui-même.

"Modernisation" du commerce et de l'industrie

La version "moderne" de la célèbre phrase de Mao *"que cent fleurs s'épanouissent..."* est devenue *"que cent commerces, cent industries privées s'épanouissent..."* car, comme le déclare Wang Wenke, un technocrate de l'Administration Générale de l'Industrie et du Commerce: *"Restaurer et développer l'industrie et le commerce individuels* (euphémisme pour privés) *favorise l'Etat et le peuple"* (5). Et ils se sont épanouis: *"En 1979, quelques 100 000 nouvelles affaires de ce type ont été approuvées dans le pays et ce chiffre a atteint 400 000 en juillet dernier"* (6). C'est ainsi qu'apparaît une couche de commerçants et d'industriels capitalistes, dont certains ont localement un poids important. Par exemple, une organisation de commerçants et d'industriels de Shangaï a récemment constitué la Compagnie de Construction Aiguo avec un capital de 50 millions de yuans (environ 35 millions de dollars). De plus, Aiguo effectue des prêts aux petites et moyennes entreprises. Et ce n'est qu'un exemple. Le technocrate Xue Muquiao de la Commission de Planification d'Etat Réflète la position officielle en affirmant, à propos de Aiguo: *"utiliser les fonds et l'expérience de ces patriotes* (sic!) *favorise notre édification du socialisme"*. (7)

Une réforme agraire "moderne"

L'un des traits les plus positifs de la révolution chinoise était la réforme agraire: 30 à 40% des familles paysannes travaillaient dans les "communes populaires", travaillaient les terres qui leur étaient assignées et les ressources étaient partagées équitablement entre elles après déduction d'une part de l'Etat. Selon un nouveau système (8), chaque famille travaille une parcelle de 4 hectares, au sein d'un "groupe de production" de 5 a 6 familles soumis à une "équipe de production" par un "contrat" qui stipule l'assignation des terres, la distribution d'outils, de bétail etc. Mais ce qui est une véritable nouveauté, c'est que chaque famille, **indépendamment du rendement des récoltes,** doit en verser une part à l'Etat et peut vendre ce qui lui reste après déduction de sa consommation propre.

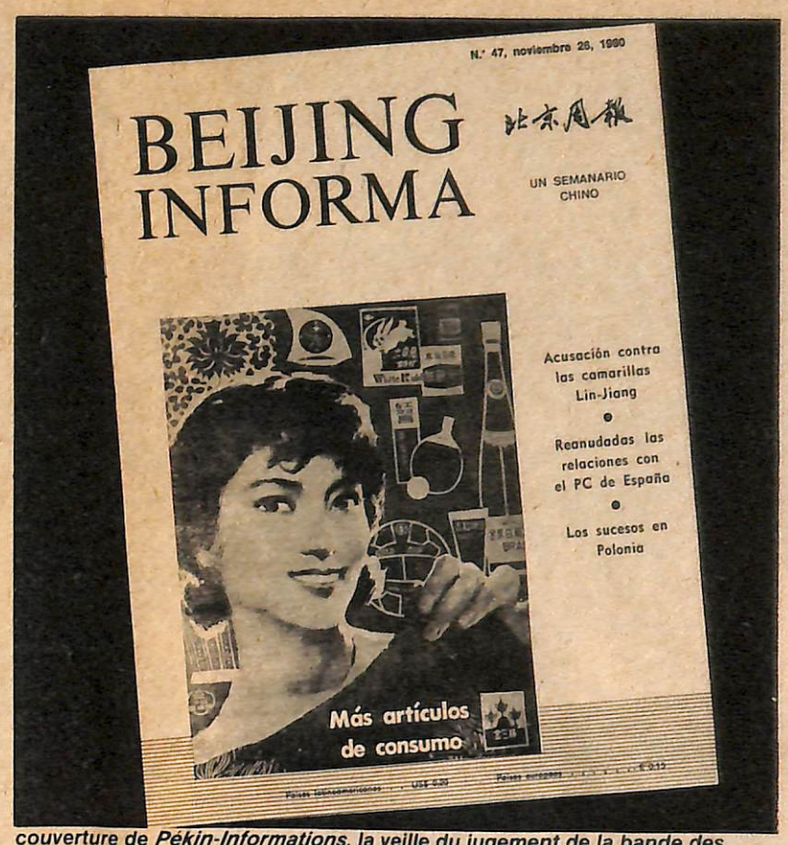
Imaginons donc deux familles, les Wang et les Liu. Selon le "contrat", chacune doit fournir à l'Etat 250 kg de blé. La famille Wang a eu de la chance, bon climat, bonne terre, bref une récolte de 600 kg. Après impôt, il lui reste 350 kg pour sa consommation et pour la vente. La famille Liu a eu moins de chance, un fléau quelconque a détruit la récolte. Après le versement à l'Etat, il ne lui reste même pas de quoi se nourrir. Que peut-elle faire? Travailler la terre de son voisin Wang ou aller à la ville, grossir les rangs de chômeurs, peut-être.

Les Liu sont devenus des paysans pauvres ou des chômeurs, les Wang se sont enrichis, ils peuvent exploiter de la main d'oeuvre, vendre, amasser un capital C'est ainsi que renaît l'une des classes sociales les plus réactionnaires et favorables à la restauration capitaliste, la paysannerie riche.

Vente "moderne" de coolies

Le coolie chinois du XIX[e] siècle était exploité par un trafiquant de main d'oeuvre et envoyé dans n'importe quel pays du monde pour travailler. Il effectuait tous les travaux les plus durs, payés d'un bol de riz, tandis que son salaire était versé au trafiquant. C'est par exemple ainsi qu'a été construit le canal de Panama.

La Corporation Chinoise d'Oeuvres de Construction a été créée en 1957 dans le cadre de la coopération Economique avec l'étranger. Ecoutons son directeur: *"Depuis février 1979, la Corporation, tout en continuant à remplir les tâches d'aide économique, a adopté les formes internationales habituelles pour remplir complètement les contrats d'oeuvres.. et pour offrir des services techniques de force de travail... Bien sûr, nous recevons en échange une certaine quantité de devises pour l'accumulation de fonds au bénéfice de la modernisation de notre pays"*. Et pour éviter toute confusion, il ajoute: *"le personnel que nous envoyons diffère totalement des émigrants chinois appelés coolies au XIX[e] siècle"*. Pourquoi Monsieur Zhang? Parce que maintenant *"le peuple travailleur est maître de la Chine"* (9). La différence, c'est que le salaire du coolie allait dans la poche du trafiquant, tandis que maintenant, elle va dans les caisses de la bureaucratie. Le coolie reste coolie...



couverture de Pékin-Informations, la veille du jugement de la bande des quatre: quels chinois peuvent consommer ces "modernes articles"?

Que cherche-t-on?

L'économie chinoise est l'une des plus pauvres du monde. Selon le Département de Planification d'Etat, son Produit National Brut par habitant est de 253 dollars pour 1979. Celui de Haïti, le pays le plus pauvre du continent latino-américain, est de 290 dollars (10). Selon le premier ministre, Deng Xiaoping, l'objectif est d'atteindre 1 000 dollars par habitant... en l'an 2 000 (11). Le P.N.B. par habitant des Etats-Unis pour 1978 était de 9 855 dollars, celui de l'Allemagne fédérale de 9 780 dollars et du Japon de 8 470 (12).

Deng Xiaoping veut donc arriver en 20 ans au P.N.B. japonais de 1966. C'est un objectif beaucoup moins ambitieux que celui de Mao, qui pensait qu'en 1980 la Chine rattraperait l'Angleterre. Avec ces nouveaux objectifs, Deng reconnaît dans les faits l'impossibilité de construire le socialisme dans un seul pays: le maintien des frontières nationales, la domination économique mondiale par l'impérialisme empêchent le développement des forces productives sans lequel le socialisme est impossible.

La bureaucratie chinoise est en train de réaliser une grande campagne pour démontrer que ses plans bénéficient à toute la population chinoise. L'illustration, que nous reproduisons ici, montre une jolie femme entourée de toute sorte de produits de consommation: bouteilles de brandy, tissus luxueux, articles de sport, matériel électroménager, etc. Mais un ouvrier chinois gagne 45 yuans par mois (environ 28,30 dollars), alors qu'une bouteille de brandy vaut entre 20 et 25 dollars dans n'importe quel pays du monde... Qui peut donc l'acheter? D'abord les bureaucrates, mais aussi, sous leur protection, la couche sociale de privilégiés qui est en train de se développer rapidement: les commerçants, les industriels, les paysans enrichis et l'aristocratie des ouvriers qualifiés qui manipulent les machines modernes. Auxquels il faut ajouter, comme composante essentielle, les administrateurs étrangers des entreprises impérialistes.

La bureaucratie s'appuie sur cette couche de privilégiés, quelques millions très bientôt, au-dessus de la masse ouvrière et paysanne pauvre. Elle se crée une base sociale pour rester au sommet. Pour justifier cette immense inégalité sociale, elle mène des campagnes de presse: *"L'égalitarisme reflète le point de vue petit-bourgeois, qui n'a rien à voir avec le socialisme scientifique" (13)*

Retour au capitalisme?

Cela signifie-t-il une restauration du capitalisme en Chine? Ce n'est pas l'objectif des bureaucrates, car pour eux cela voudrait dire la perte de leurs privilèges, ceux-ci étant basés sur l'existence de l'Etat ouvrier, c'est-à-dire de la propriété collective. Mais objectivement, les mesures prises par la bureaucratie "modernisante" éloignent la Chine du socialisme et l'entraînent vers le capitalisme.

Le jugement de "la Bande des Quatre" est plus qu'un symbole. Peu importent les accusations. Il s'agit de renier le passé et de trouver un bouc émissaire. Et, comme le dit Deng Xiaoping, *"nous sommes conscients de l'influence décadente que le capitalisme pourrait avoir en Chine, mais ce n'est pas si terrible. Il n'y a pas de quoi avoir peur."*

1. *Chinese Economy Post-Mao*, Joint Economic Committee, Congress of the United States, 9-II-78. *The Japanese Perspective on China's Opening Economy*, J.E.T.R.O., 1979.
2. *Pekin-Information* du 27-8-80
3. *Idem.*
4. *Pekin-Information* du 10-9-80.
5. *Pékin-Information* du 12-II-80
6. *Idem.*
7. *Pékin-Information* du 10-9-80.
8. *Pékin-Information* du 17-9-80.
9. *Pékin-Information* du 29-10-80.
1-. *Idem.*
11. *Pékin-Information* du 29-10-80.
12. *Idem.*
13. Données de l'Atlaseco 1979 du *Nouvel Observateur*
14. *Pékin-Information* du 10-9-80.

Les contradictions d'un chinois en Chine

Interdit d'exploiter?

Article 5 des Principes Généraux de la Constitution chinoise: *"l'Etat permet aux travailleurs individuels non agricoles ... de se consacrer au travail individuel* **sans en exploiter d'autres."**

Cette référence à la constitution chinoise est parue dans *Pékin Information* du 12 novembre dernier, comme introduction à un article consacré aux bienfaits de l' "économie individuelle", c'est-à-dire privée. On y relate l'histoire de madame Wang Shuyng, célèbre dans toute la Chine comme fabricante des remarquables "brosses Wang". La dame en question y explique que la fabrication des manches et de la soie est réalisée par des *"jeunes cherchant des emplois et des ouvriers retraités"*, c'est-à-dire, anciens et jeunes chômeurs. Elle ajoute que ses gains personnels sont d'environ 140 Yuans mensuels en moyenne, alors oue ceux des travailleurs oscillent entre 40 et 100 Yuans, et conclut ainsi: *"Je ne vois pas en ceci la moindre trace d'exploitation. Mon travail m'aide non seulement à gagner ma vie, mais il procure aussi des emplois à quelques personnes dans la société."*

Voyons: la Constitution déclare qu'il est interdit d'exploiter autrui, c'est-à-dire, d'employer de la main-d'oeuvre en échange d'un salaire pour obtenir des profits. Madame Wang profite du taux élevé de chômage pour louer de la maind'oeuvre bon marché, mais elle dit que ce n'est pas de l'exploitation vu que ses profits ne sont pas beaucoup plus élevés que les salaires de ses ouvriers (la proportion est approximativement de 3,5 à 1). Tire-telle profit du travail d'autrui, oui ou non?

Prenons un autre exemple, celui de la Compagnie de Constructions Aiguo, dont nous parlons ci-contre. Aiguo possède un Capital de 50-60 millions de Yuans (30-35 millions de dollars). Qui va travailler dans une telle entreprise? Uniquement les propriétaires et les actionnaires?

Aiguo prête par ailleurs aux petites et moyennes entreprises. D'où sort l'argent que représentent les intérêts, sinon de l'exploitation des travailleurs de ces petites et moyennes entreprises?

Il faut appeler les choses par leur nom: la bureaucratie a beau nier, l'exploitation capitaliste se réinstalle en Chine, et mettre en tête d'un article sur les bontés de ce système une citation de la Constitution interdisant l'exploitation n'est que la preuve du plus profond cynisme.

D. A.

Les zig-zags de la bureaucratie

Le tournant actuel de la bureaucratie chinoise (les *"quatre modernisations"*), avec l'"ouverture" de la Chine vers le capitalisme mondial, n'est pas le premier changement brusque de son histoire. Au contraire, pendant ces trente dernières années, le pays a successivement connu la *"campagne des cent fleurs"*, le *"grand bond en avant"* et la *"grande révolution culturelle prolétarienne"*. Malgré leurs caractères spécifiques, que nous analyserons brièvement plus loin, ces zigs-zags ont des traits communs: leur caractère convulsif, les énormes souffrances qu'ils ont entraînés pour les masses, sans améliorer leur situation de misère et d'arriération, et le fait qu'ils ont été réalisés par et pour une caste bureaucratique parasitaire et incapable.

Pour le comprendre, il faut rapidement remonter à l'origine de cette caste bureaucratique chinoise.

Le "péché originel" de la bureaucratie chinoise

Après la défaite de la révolution de 1927, le Parti Communiste Chinois (P.C.C.) s'est refugié à la campagne, a organisé les paysans férocement réprimés par le gouvernement de Chang Kai-chek et a construit un appareil politico-militaire chevauchant les luttes des masses paysannes affamées. Mais cette monture a pris le mors aux dents en 1949, avec la grande montée de la révolution mondiale qui a aussi touché la Chine. Malgré tous ses efforts acharnés pour parvenir à un accord avec le gouvernement bourgeois, le P.C.C. s'est vu obligé de le renverser, d'exproprier la bourgeoisie et d'instaurer un Etat ouvrier.

La bureaucratie chinoise donc, à la différence de la bureaucratie soviétique, n'a pas dû recourir à l'écrasement des masses révolutionnaires pour établir et consolider sa domination: elle ne s'est pas incrustée sur un Etat ouvrier déjà crée, mais a été obligée de le créer sous la pression des masses et de la décomposition de la bourgeoisie. C'est pour cela que les masses soulevées voyaient en Mao et le P.C.C. leur direction revolutionnaire légitime.

Mais le fait que le P.C.C. ait instauré un Etat ouvrier n'altère pas son caractère bureaucratique. Et c'est là le noeud des contradictions chinoises: une bureaucratie arrive au pouvoir portée par une mobilisation révolutionnaire de millions de paysans et d'ouvriers. Chevauchant depuis 1949 sur ce tigre qu'elle n'a pas réussi à dompter, la bureaucratie continue son cours convulsif, sous deux terribles pressions: celle des masses chinoises invaincues d'un côté, celle de l'impérialisme de l'autre.

Pour sauver ses privilèges, la bureaucratie n'a jamais voulu ni pu organiser l'économie comme une "démocratie de producteurs", car celle-ci contient en elle-même la disparition de ses privilèges. Elle administre la propriété collective des moyens de production à son propre bénéfice, et cette administration se caractérise de plus par l'incapacité et le gaspillage, traits communs à toutes les castes parasitaires, de Pékin à La Havane, en passant par Varsovie et Moscou.

"Que cent fleurs s'épanouissent

Pendant les années cinquante, la direction maoïste avait tenté d'appliquer une politique de grande industrialisation, basée sur l'emploi d'immenses contingents d'hommes, principalement de paysans, mais sans introduire les machines modernes, car cela aurait signifié la fin de l' "autarcie", ligne du "grand timonier" pour se défendre de la pression combinée de l'impérialisme mondial et de la bureaucratie russe.

Cette politique a entraîné de grandes souffrances pour les masses car elle exigeait un énorme travail et une diminution de la consommation. Face au mécontentement, Mao a lancé une opération de "libéralisation" par en haut, appelant les intellectuels et les étudiants à faire leurs critiques (*"que fleurissent cent écoles de pensée"*). Mais un double mouvement d'opposition de grande envergure s'en est emparé: la petite bourgeoisie, non encore extirpée et voyant ses privilèges attaqués, qui relevait la tête... Et en même temps, l'avant-garde intellectuelle et ouvrière qui commençait à remettre en question la bureaucratie et à exiger la participation des travailleurs dans l'administration politique et économique du pays. Les *"cent fleurs"* devenaient vénéneuses pour la bureaucratie et elle a donc dû férocement réprimer la droite comme la gauche, et réaliser un autre tournant.

Le "grand bond en avant"

Avec l'échec des "cent fleurs" et de l'industrialisation, le "grand timonier" change de cap. Il faut, selon la bureaucratie, *"surmonter la division campagne-ville"*, c'est-à-dire transférer la production industrielle à la campagne. Pendant l'hiver 1957-58, plus de cent millions de paysans sont lancés dans la construction de *"mini-hauts-fourneaux"* et de barrages hydrauliques: le rende-

(suite page suivante)

(suite de la page précédente)

ment a été nul, la récolte très pauvre et la misère augmenta.

Pendant les années soixante, la Chine se trouve dans une situation difficile. Les plans d'industrialisation ont échoué, l'agriculture est en ruines, la démographie est galopante et pour couronner le tout, la rupture avec l'U.R.S.S. se consomme, complétant ainsi l'isolement international du pays.

Face à la menace d'une famine généralisée et face aussi au mécontentement des masses, la bureaucratie fait le bilan des *"cent fleurs"* et du *"grand bond"*, et les contradictions déjà existantes en son sein s'aiguisent. La domination de Mao est violemment menacée par un secteur, dirigé par Liu Shaoqi et Deng Xiaoping, qui exige une politique de rechange: "ouverture" vers le capital impérialiste... Ni plus ni moins que ce que l'on appelle aujourd'hui la politique des *"quatre modernisations"*.

La "grande révolution culturelle prolétarienne"

Face au réel danger d'être renversé, Mao décide alors d'élargir la lutte interne de l'appareil d'Etat et lance une mobilisation contrôlée des masses, appelle les étudiants à combattre l' *"idéologie des classes exploiteuses"*, tandis que Jian Qing, son épouse, se charge de l' *"épuration de la culture"*. C'est ainsi qu' apparaissent les Gardes Rouges, dans la plus grande confusion, car chaque secteur de la bureaucratie a ses propres Gardes. Mais la mobilisation ne se limite pas à adorer Mao et à attaquer ses adversaires.

A partir de 1966, surgissent dans toute la Chine des organisations ouvrières qui avancent leurs revendications de classe et deviennent des instruments d'organisation et de mobilisation. Le processus atteint son apogée avec la "Commune de Shangaï" de 1967, dans laquelle les ouvriers ont expulsé les bureaucrates et créé des *"comités de production"*,démocratiquement élus, profitant du mot d'ordre démagogique de Mao sur l'organisation d'un pouvoir semblable à la Commune de Paris. Cette radicalisation converge avec la grande montée révolutionnaire mondiale de 1968, avec le mois de mai français, le printemps de Prague, l'offensive du Tet au Viet-Nam, la grande mobilisation étudiante au Mexique

Les choses allaient beaucoup trop loin. Incapable de contrôler la situation, Mao pactise avec l'armée dirigée par Lin Biao. Il crée les "Comités Révolutionnaires", composés de cadres militaires et de cadres du parti, qui se lancent contre les masses sous le mot d'ordre de *"feu contre l'ultra-gauche"* . C'est ainsi que s'achève la "révolution culturelle", enterrée par son propre instigateur. Il l'a enterrée car la mobilisation contrôlée était devenue une véritable rébellion contre les privilèges de la bureaucratie, la première de ce type.

Tien An Men et le triomphe de Deng

La seconde révolte a été appelée les *"incidents de Tien An Men"*.Elle a eu lieu en 1976. En avril, sur la place Tien An Men de Pékin, s'est tenue une manifestation pour les droits démocratiques, à laquelle ont participé 100 000 personnes qui criaient *"A bas l'impératrice"* (Jian Qing), chantaient *l'Internationale*, et traitaient les policiers d' *"ennemis de classes"*. La répression a été très dure, mais un mouvement démocratique était né, qui commence à se structurer autour d'une série de revues comme *La Voix du Peuple, La Rue du Peuple, La Vie,* etc...

Encore une fois, un secteur de la bureaucratie voit la possibilité de s'appuyer sur la mobilisation des masses pour s'imposer: Il s'agit du secteur de Deng Xiaoping, qui s'est appuyé sur les incidents de Tien An Men pour dénoncer la "bande des quatre" —la vieille équipe dirigeante maoïste de la "révolution culturelle"— l'expulser, et diriger le secteur favorable à l'"ouverture", celui qui cherche à se rapprocher du capitalisme mondial pour essayer de sortir l'économie chinoise de sa crise déjà chronique.

Sans aucun doute, il a jusqu'à présent rempli ses objectifs: la vieille équipe maoïste est sur le banc des accusés et la menace de la peine de mort pèse sur eux alors que pendant ce temps, Deng et ses acolytes ont parcouru de nombreuses fois le globe à la recherche de crédits et d'investissements étrangers. Ils commencent à en recueillir des fruits.

Mais il n'ont pas encore réussi à dompter le tigre. Ils ont été obligés de mettre fin aux "quatres grandes libertés" —les mécanismes créés pour que les masses puissent "critiquer" le bureaucratisme (Jian Qing et compagnie)— car ces critiques commençaient à se retourner contre eux. Ainsi, le président Hua Guofeng a déclaré dans *Pékin-Information* (20-8-80): *"L'expérience a démontré qu'au lieu de servir la véritable démocratie, les quatre grandes libertés n' ont servi qu' à limiter et attaquer sérieusement les droits démocratiques du peuple."*Autrement dit, la *"grande concurrence d'idées, le débat ample, la large ouverture d'opinions et le*dazibao" (journal mural) deviennent dangereux. Il est évidemment dangereux... pour la bureaucratie que des idées comme celle-ci apparaissent: *"Le modèle marxiste du socialisme... est basé non seulement sur la victoire de la révolution prolétarienne dans un seul pays, mais aussi sur sa victoire à l'échelle mondiale"*. Cette phrase, tirée de la revue clandestine *La Voix de la Démocratie,* démontre qu'il existe déjà un courant qui ne croit plus aux "grands timoniers" et qui commence à prendre, probablement sans le savoir, les positions du programme trotskyste.

Josiane Elie

Iran-Irak

En attendant Monsieur Reagan

Du 25 au 27 novembre dernier s'est réunie à Amman (Jordanie) la onzième conférence au sommet des Etats Arabes, présidée par le roi Hussein. Il y avait une absence remarquée: celle de la Syrie, qui a en revanche envoyé un contingent de troupes renforcer sa frontière avec la Jordanie. Selon le correspondant militaire de la radio israélienne, quelques 20 000 hommes et plus de 400 blindés seraient concentrés le long de la frontière sur un front de 60 km (*Le Monde*, 29/11/80).

De son côté, la Jordanie a massé un effectif de la même taille.

Selon le correspondant du *Monde*, la conférence révèle l'affrontement entre deux blocs, définis par leur position face à la guerre irano-irakienne: l' *"axe Bagdad-Ryadh* (Arabie Saoudite)-*Amman"* partisan de l'Irak et le *"Front de la Fermeté"* (qui s'était à l'origine constitué contre les accords de Camp David) dont les principaux animateurs sont la Syrie et le Liban. Les déclarations belliqueuses n'ont pas fait défaut.

Dans son discours de clôture de la conférence, le roi Hussein a accusé la Syrie de vouloir *"imposer son hégémonie sur l'Organisation de Libération de la Palestine"* et *"sur le Liban"* pour *"poignarder dans le dos les frères arabes iraquiens"*. En face, Damas accusa la Jordanie *"d'appuyer la guerre nord-américaine déclenchée par Bagdad contre l'Iran"*. (*Le Monde*, 2/12/80).

De l'avis du même journal, le principal objectif de la Syrie serait d'effectuer une démonstration de force à l'encontre d'une conférence au sommet réalisée contre sa volonté (étant donné que l'objectif en était de soutenir *"les légitimes droits iraquiens sur Shatt El Arab"*, position que la Syrie ne partage pas) et de démontrer que la Syrie est *"capable d'influencer les évènements en n'importe quel endroit de la région."* Une nouvelle candidature au rôle de super-puissance locale?

De toute façon, les observateurs considèrent comme hautement improbable que le conflit dégénère en guerre ouverte étant donné que la Syrie doit en même temps défendre ses frontières avec l'Irak et Israël.

Sur le front irano-irakien

Entre-temps, la guerre irano-irakienne en est déjà à la fin de son deuxième mois d'enlisement. La volonté irakienne d'investir la petite ville de Susangerd et d'ouvrir ainsi le chemin jusqu'à l'oléoduc qui va des raffineries d'Ahwaz et Dezful à Téhéran a été, comme toutes les manoeuvres jusqu'à maintenant, un massacre des deux côtés sans que l'objectif ne soit atteint. Les experts militaires ont qualifié la bataille de Susangerd comme étant *"à ce jour le meilleur comportement de l'Iran en bataille rangée"*. L'Irak a aujourd'hui six des douze divisions de son armée fixées dans la province du Khouzistan, sans avoir pu couper le flux de pétrole vers Téhéran dont les raffineries produisent aujourd'hui quelques 200 000 barils quotidiens (*Newsweek*, 1/12/80).

Qui plus est, il est signalé (*The Economist*, 22/11/80) qu'en réalité l'Iran n'a jusqu'à maintenant utilisé qu'une très petite partie de ses forces. **Ce sont surtout les Gardes Révolutionnaires qui pour l'instant se sont battus**, tandis que la majorité des troupes de l'armée régulière sont cantonnées aux alentours de Téhéran.

Un croupissement politique

Les observateurs n'ont pas manqué de s'interroger sur l'anormalité d'une situation où l'armée iranienne est en attente tandis que les Gardes Révolutionnaires vont au massacre. Les hypothèses les plus diverses ont été émises: que l'Ayatollah Khomeiny ne contrôle pas l'armée et n'a pas confiance en elle; que l'armée s'est refusée à combattre et prépare un coup d'Etat; ou bien encore que Khomeiny contrôle parfaitement la situation et veut réserver l'armée pour une contre-offensive fulgurante.

Quelle qu'en soit la raison, il est évident qu'au début la guerre s'est embourbée pour des raisons principalement militaires (échec de la *"guerre-éclair"* et de *"la promenade militaire de Bagdad à Téhéran"*, voir notre édition précédente) alors qu'aujourd'hui les facteurs prédominants sont politiques. La révolution iranienne n'a pas pu être balayée. Et il apparaît à présent, avec une clarté de plus en plus grande, que tous les secteurs engagés, y compris les autres pays de la région, attendent la passation du mandat présidentiel aux Etats-Unis pour connaître la nouvelle orientation politique du *"Grand Satan"*.

Anthony Cooper

Contre les masses

Coup d'Etat en Turquie

Le 12 septembre 1980, le chef de l'armée, le général Evren, prenait le contrôle du pays pour *"sauvegarder son intégrité territoriale et son unité nationale"* , pour *"lutter contre l'anarchie, les menaces séparatistes, la terreur"*, contre *"les idéaux communistes, ceux du fanatisme religieux et du fascisme"* et pour le kémalisme (1).

Après la dissolution du parlement et du gouvernement, c'est l'interdiction des partis politiques, l'occupation de leurs sièges, la mise sous la *"protection de l'armée"* de leurs dirigeants et la suspension des libertés démocratiques.

Si le syndicat Turkis (1,5 millions d'adhérents), contrôlé par les deux principaux partis bourgeois, le Parti de la Justice (P.J.) et le Parti Républicain du Peuple (P.R.P.) reste en activité, la centrale indépendante Disk (800 000 membres) qui était l'un des cadres où s'effectuaient la mobilisation et la centralisation du combat des masses, était dissoute; deux mille de ses cadres furent arrêtés.

La banqueroute économique

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, la Turquie garde l'aspect qu'elle possédait sous Ataturk, celui d'un pays économiquement arriéré et dépendant, où les tâches démocratiques: la réforme agraire, la scolarisation, l'industrialisation du pays... ont été à peine entamées.

Si l'appareil d'Etat est contrôlé par une bureaucratie militaire et civile, routinière et corrompue, c'est la classe des grands propriétaires et des notables qui exerce sa domination totale sur les masses rurales (60 % de la population) dont le niveau de vie n'a cessé de se dégrader, du fait du blocage des prix agricoles, alors que le coût de la vie ne cesse d'augmenter.

A partir de 1947 ("doctrine Truman") et surtout après les années 60, la mainmise de l'impérialisme va considérablement se renforcer. Les crédits du Plan Marshall et les équipements importés ne servent pas à industrialiser le pays mais à orienter l'économie turque vers l'exportation de produits agricoles en Europe. L'aide extérieure publique coordonnée par un consortium de banques permet à l'impérialisme, renouant avec la tradition du XIX[e] siècle, de contrôler les rouages économiques et bancaires de la Turquie et d'imposer un développement planifié qui intègre plus étroitement le pays dans le marché mondial.

En 1973, la dette publique à l'égard du consortium des Banques, est déjà de l'ordre de 4,5 milliards de dollars, l'une des plus élevées du monde. La prétendu révolution "verte" lancée alors par le gouvernement ne vise pas à modifier la structure foncière mais à permettre l'achat du matériel américain et des engrais... et aussi d'implanter l'agro-business américain en Turquie. La spécialisation de l'agriculture (monoculture d'exportation), le développement du capitalisme dans les campagnes entraînant la régression des cultures vivrières et l'inflation vont ruiner la petite paysannerie (60,36 % des exploitations ont moins de 3 ha, 20 % concentrent 70 % des terres arables), provoquer l'exode rural, le développement des bidonvilles, l'émigration.

A partir des années 70, la crise de l'impérialisme frappe de plein fouet une économie désarticulée et dépendante, et accentue ses déséquilibres. L'acceptation en 1977 du plan de stabilisation imposé par le Fond Monétaire International ne permet pas, malgré son caractère draconien (dévaluation de 30 % de la monnaie, blocage des salaires, surexploitation dans les entreprises publiques), de résorber la crise qui, en 1978, s'exprime par un endettement énorme (25 milliards de dollars, soit 50 % du Produit National Brut), une inflation galopante (70 %), un chômage massif (2,5 millions). Les différentes aides apportées par le F.M.I., la Communauté Economique Européenne, les banques arabes ou la République Fédérale Allemande, son principal banquier (3 millions de dollars), contraints de prendre en charge —du fait de la position particulière de la Turquie dans le dispositif de l'O.T.A.N. (Organisation du Traité de l'Atlantique Nord)— une économie faillie, n'ont pu que différer la banqueroute de l'économie turque.

Une lutte de classes exacerbée

Dans le cadre de la Constitution de 1961 (remplaçant celle élaborée par Ataturk en 1924), qui préservait le caractère bonapartiste des institutions mais desserrait les boulons de la dictature (garantie des libertés publiques et démocratiques), le mouvement ouvrier va s'organiser et se développer. A partir de 1969, la lutte de classes s'aiguise. La multiplication des grèves et des occupations d'usines donnent une impulsion à l'occupation des grands domaines par les paysans expropiés, aux grèves dans les universités et à de puissantes manifestations anti-américaines, posant la question de l'appartenance de la Turquie à l'O.T.A.N. En juin 1970, le mouvement culmine avec l'insurrection ouvrière d'Instanbul qui ébranle tout le régime. L'armée se substitue au gouvernement Demirel, installé avec l'appui des militaires mais qui se trouve incapable de contrôler le mouvement des masses. Elle brise avec violence la grève, amende la Constitution *"trop luxueuse"* de 1961, supprime les libertés démocratiques, instaure l'état de siège dans les grandes villes jusqu'en 1973, où une nouvelle tentative de démocratisation de la dictature est entreprise.

La décomposition de l'Etat bourgeois

Dès 1974-75, les masses reprennent la lutte. Dans un contexte mondial marqué par la défaite U.S. au Vietnam, la décomposition de tous les régimes féodo-bourgeois de la région et la montée des masses (grève générale de janvier 1977 en Egypte), les travailleurs et les masses engagent la lutte contre l'Etat bonapartiste gangrené. L'expression de cette dislocation de l'Etat, c'est le recours de la bourgeoisie aux bandes armées du "P.A.N." fasciste du colonel Turkes qui multiplie les pogromes contre les minorités ethniques ou religieuses et les attentats contre les dirigeants du mouvement ouvrier et étudiant pour aboutir en décembre 1978 au massacre de Kahranmaras dans le Kurdistan turc (80 morts, plus de 1000 blessés).

L'effondrement de la monarchie iranienne, qui constituait avec le régime turc, le Pakistan et l'Israel, l'armature du dispositif de l'impérialisme au Moyen-Orient, donne une profonde impulsion à la lutte de la classe ouvrière et des masses, comme à celles des minorités nationales (Arméniens et Kurdes) qui conjuguent leurs coups contre le régime bonapartiste.

Depuis 1978, la résistance des masses a introduit une crise profonde au sein des institutions et bloqué la machine gouvernementale et parlementaire. Seule l'aide massive des banques étrangères a permis de faire fonctionner l'Etat. En février 1980, la grève avec occupation de l'usine textile d'Izmir, , après son attaque par les blindés de l'armée, entraîne une grève générale dans toute la région et de violentes manifestations.

Tandis que l'Etat se désagrège, les masses s'organisent dans le syndicat Disk indépendant, dans les usines, les localités, les quartiers, les facultés... créant des comités et des milices armées (des milliers d'armes payées par la vente d'opium fourni par les paysans sont entrées en Turquie).

Le 12 septembre: bruit de bottes sur la Turquie.

Le coup d'Etat pro-impérialiste

Depuis janvier 1980, le général Evren avait multiplié les avertissements au Parlement et aux partis. A la session de l'O.T.A.N. de mai 1980, le putsch est organisé . Il s'effectue lors des manoeuvres de l'O.T.A.N. en Thrace (du 11 septembre au 6 octobre) qui lui ont servi de couverture.

La signification du coup d'Etat est claire: il s'agit de mater le mouvement national kurde, de tenter de rentabiliser une économie tenue à bout de bras par le F.M.I. en appliquant ses plans, de démanteler le mouvement ouvrier et les organisations indépendantes des masses, pour donner ensuite une nouvelle Constitution. Pour cela, l'armée doit infliger une défaite sanglante aux masses. Mais les conditions politiques diffèrent de celles de 1971. Les masses en lutte et organisées prennent appui sur le combat des masses dans tout le Proche-Orient et à l'échelle mondiale. De son côté, l'armée, malgré son caractère impressionnant (près de 600 000 hommes, 120 000 gendarmes...), n'est plus l'armée nationale et unifiée d'Ataturk. Elle est déchirée par toutes les contradictions de la société turque et elle redoute, qu'à l'exemple de l'Iran, elle ne se disloque, car si une fraction des officiers est solidaire et agit avec le P.A.N. fasciste de Turkes, la masse des soldats est d'origine paysanne et un large secteur de l'encadrement (aviation, marine) est d'origine petite-bourgeoise. Une bonne partie de l'armée pourrrait donc combattre avec les masses, contre le pouvoir. Cela explique une certaine prudence des généraux, la dissolution du syndicat fasciste Misk, l'annonce de la tenue prochaine à Ankara d'une parodie d'Assemblée Constituante.

Si la raison profonde de l'intervention de l'armée a été d'enrayer le processus de l'effondrement de l'Etat bourgeois, le moment de sa réalisation n'est pas fortuit. Il s'inscrit dans une politique plus large, celle de l'impérialisme qui, conjointement avec la bureaucratie du Kremlin, cherche à restaurer l'ordre de Yalta ébranlé par la révolution iranienne et ses développements.

Karmal Monsi

1. Après le démembrement de l'empire turc au lendemain de la première guerre mondiale, le général Kemal Ataturk a amorcé la "révolution nationale démocratique" en créant une Turquie unifiée, centralisée et laïque, soit un Etat bourgeois dont l'armée a constitué l'ossature.

Portugal

Merci au P.C. et au P.S.

Le général Eanes réélu

Dimanche 7 décembre 1980, le général Eanes a été réélu à la présidence de la République portugaise, avec 57% des suffrages exprimés. Son principal adversaire, un autre général, Soares Carneiro, a obtenu à peine plus de 40%. Tous les autres candidats viennent très loin derrière: Otelo de Carvalho avec 1,5%; Galvao de Melo 0,84%; Pires Veloso 0,78%, et notre camarade Aires Rodrigues récoltant seulement 0,22%. Eanes est donc le vainqueur incontesté de ces élections.

Dans notre numéro précédent, nous disions de la politique de la bourgeoisie et des directions du P.C. et du P.S.: *"Il s'agit d'interdire à la classe ouvrière de se regrouper autour d'un vote de classe, autour d'un candidat des partis ouvriers"*. Et c'est ce qui s'est passé: la classe ouvrière a massivement suivi les consignes traîtres du Parti Socialiste et du Parti Communiste. D'une manière contradictoire, elle a montré son unité et sa force... en votant pour la bourgeoisie "démocratique". Les dirigeants du P.C. et du P.S. ont présenté Eanes comme un *"moindre mal"*. Les travailleurs ont voté contre la représentant de la bourgeoisie la plus réactionnaire et la plus décidée à remettre en cause directement, sans l'aide des bureaucraties ouvrières, la révolution des oeillets.

Polarisation de classe sur deux candidats bourgeois

Si l'on analyse les résultats de ces élections, en fonction de ceux d'octobre dernier pour les législatives, on peut voir nettement que la victoire d'Eanes s'est faite grâce aux voix de l'électorat du P.C. et du P.S., mais aussi grâce à une bonne partie de celui de l'Alliance Démocratique (A.D.), qui n'a pas voté pour son candidat. En effet, Soares Carneiro a perdu 7% de ses voix entre octobre et décembre, au profit d'Eanes. Ainsi dans les Açores, un département où l'A. D. est très forte, celle-ci a perdu 22% de ses voix, tandis que Eanes bénéficiait en plus de toutes les voix du P.C. et du P.S. Dans un département de l'Alentejo, où les partis socialiste et communiste sont majoritaires, Eanes a obtenu 74,5%, là où le P.C. et le P.S. avaient recueilli en octobre 68,2%.

Que s'est-il passé en deux mois pour que l'A.D. perde 7% de voix? Pourquoi la classe ouvrière a-t-elle voté pour un candidat bourgeois qui affirmait avoir le même programme que son adversaire de l'A. D.?

La presse bourgeoise donne une réponse: *"les Portugais ont voté pour la continuation du régime démocratique"* (*Le Monde* du 9 décembre 1980), et nous trace un portrait des bourgeois qui ont polarisé ces élections: Soares Carneiro, un ancien militaire de l'Angola, tortionnaire, ne cachant pas ses idées d'extrême-droite et se disant prêt à remettre en cause la Constitution; un nostalgique du passé, d'avant la révolution. Eanes, un homme du juste milieu, l'homme du 25 avril mais aussi du 25 novembre, c'est-à-dire, "respectueux" des institutions démocratiques mais également ennemi des "excès" révolutionnaires...

Ces portraits ont été brossés de la même façon par le P.C. et le P.S., et Eanes était présenté comme le seul garant de la "démocratie" portugaise contre Soares Carneiro le "tortionnaire".

Qu'en est-il exactement ? Qu'est-ce qui différencie réellement ces deux candidats bourgeois ? Est-ce qu'Eanes serait véritablement un "démocrate" et Soares Carneiro un homme d'extrême-droite ? Les travailleurs portugais ont-ils besoin d'un général "démocrate" pour défendre leur révolution ?

Depuis son surgissement en avril 74, la révolution a été dévoyée par les directions social-démocrate et stalinienne. Le Portugal a vécu l'installation d'un régime bourgeois démocratique, dont les différents gouvernements, avec l'appui et la participation du P.C. et du P.S., attaquaient le niveau de vie des travailleurs pour garantir les profits capitalistes. De 1976 à 1979, la part des salaires dans les coûts de production a baissé de 33% ! Et ceci avec Soares, le dirigeant du P.S., au gouvernement. On dit au Portugal que *"la gauche a géré la crise et que la droite en a profité"*. Et en effet, Soares a consciencieusement appliqué les plans d'austérité de la bourgeoisie. A tel point que son successeur au gouvernement en 80, Sa Carneiro, le chef de file de l'A.D., a pu se permettre de donner des miettes pour calmer le mécontentement des travailleurs, préparant ainsi sa campagne électorale (augmentation du salaire minimum, des pensions, etc...).

Mais la crise a été gérée, pas surmontée. Pour satisfaire les besoins vitaux de la bourgeoisie, il faut s'attaquer aux acquis de la révolution, restructurer complètement l'économie. Le gouvernement de l'A.D., avec Eanes comme président, avait donc intensifié les attaques contre la réforme agraire: démembrement des unités collectives de production et restitution des meilleures terres à leurs propriétaires... Pour ce qui est du secteur industriel, un projet en cours prévoyait de porter la durée légale du travail de 40 à 55 heures avec suppression du congé obligatoire le dimanche. Mais l'A.D. voudrait aller plus loin encore. L'objectif, c'est le secteur nationalisé pour investir des capitaux privés dans les banques et les assurances. Il suffirait seulement de réviser la Constitution...

La seule question qui divise la bourgeoisie est celle-là: réviser la constitution oui, mais comment les travailleurs vont-ils réagir?

Pour un secteur, représenté par Sa Carneiro, il est possible d'affronter directement les travailleurs, parce qu'ils n'auraient plus la force et l'unité nécessaire à la riposte, les trahisons successives de leurs directions ayant été telles qu'il n'y aurait même plus besoin de gouverner avec leur appui ou leur participation.

Luttes ouvrières: grâce aux consignes de vote du P.S. et du P.C., Eanes reste président pour réprimer les travailleurs.

Pour un autre secteur de la bourgeoisie, celui qui a soutenu la candidature Eanes, il s'agit d'être prudent. La classe ouvrière est encore trop forte, l'appui des dirigeants ouvriers réformistes est encore indispensable pour freiner sa combativité. En un mot, "qui va doucement, va sûrement". C'est bien pourquoi, tout en se déclarant d'accord avec le programme de l'A.D., Eanes précisait qu'il était mauvais que le président de la république soit trop identifiable au premier ministre et à son cabinet, qu'il fallait à tout prix défendre *"le principe de l'alternance"* au pouvoir. En d'autres termes; il s'agit de laisser ouverte la possibilité qu'en cas d'affrontements, se constitue un autre gouvernement bourgeois qui ne se soit pas trop sali les mains. Un gouvernement qui, en cas de besoin, puisse faire appel à une participation des dirigeants du P.S. et du P.C.

Ces élections ont montré d'une manière éclatante qu'Eanes avait raison. La classe ouvrière est encore forte, son aspiration à l'unité s'est spectaculairement exprimée à travers son vote massif pour le candidat soutenu par le P.S. et le P.C., Eanes. C'est pour cette raison que la trahison de ces partis est encore plus grave: **Si le P.S. et le P.C. avaient présenté un candidat ouvrier commun, c'est un véritable raz-de-marée des voix ouvrières, entraînant une partie des voix de la petite-bourgeoisie, qui aurait porté à la présidence leur représentant.**

Du fait de leur politique criminelle l'impensable est arrivé: Eanes a été élu par l'aspiration ouvrière à l'unité contre la droite.

Cependant, la campagne de notre camarade Aires Rodrigues a été en partie entendue: *"il faut s'unir, il faut de toute urgence s'unir pour faire barrage à l'Alliance Démocratique et à son gouvernement !"*. Si les travailleurs ont voté pour le candidat commun du P.C. et du P.S., le général Eanes, c'est dans ce seul but, et il est de la responsabilité du P.C. et du P.S. d'avoir une fois de plus dévoyé l'aspiration unitaire de la classe ouvrière des villes et des campagnes à défendre ses acquis et à chasser le gouvernement réactionnaire. Dans un tel contexte, avec cette polarisation extrême qui a marqué ces élections portugaises, les 12 000 voix ouvrières qui se sont portées sur la candidature de notre camarade sont loin d'être négligeables. 12 000 travailleurs ont clairement et en toute conscience voté pour l'indépendance de classe et l'unité ouvrière. C'est un courant qui s'est affirmé, c'est un courant avec lequel nous allons engager la bataille pour réaliser l'unité contre la moindre mesure anti-ouvrière du gouvernement.

Josiane Elie

P.S.R.

Programme et réalité

Les camarades du Parti Socialiste Révolutionnaire (P.S.R.), section du Secrétariat Unifié au Portugal, se sont prononcés au début de la campagne présidentielle pour une candidature ouvrière contre les généraux. Le P.O.U.S. - P.S.T. leur a donc proposé de faire campagne commune autour de la candidature d'Aires Rodrigues. Ils avaient obtenu 60 154 voix aux législatives. La seule façon correcte de mener la bataille pour un candidat du P.S. et du P.C. était donc d'unir nos forces.

Mais ces camarades ont refusé. Et non seulement ils ont refusé mais ils ont préféré soutenir la candidature d'Otelo de Carvalho. **Un officier qui a gagné ses galons en faisant régner l'ordre colonial contre les masses angolaises! Un officier qui aurait pu se "repentir", mais qui vient de demander sa réintégration dans l'armée! Un officier qui a déclaré qu'il se réjouissait du fait qu'il n'y ait pas de candidat du P.S. et du P.C. et que ceux-ci soutiennent Eanes car cela le "favorisait"!**

Non, on ne peut pas à la fois défendre l'unité ouvrière et défendre un candidat de la division, qui plus est officier militaire! A l'heure des résultats, alors que c'est un général qui est président, alors que les partis ouvriers sont majoritaires, les camarades du P.S.R. et du S.U. doivent faire le bilan. Ils ont combattu contre l'un des fondements du programme trotskyste, contre l'unité et l'indépendance de la classe ouvrière.

J.E.

P.O.U.S.-P.S.T.: la seule position de classe contre les généraux bourgeois.

Suisse

L'heure du mécontentement a sonné

25.098 millions de dollars de marchandises importées contre 20 millions de dollars de marchandises exportées. 6,25 milliards de déficit budgétaire. Un recul très net des investissements. Une hausse des prix croissante d'année en année... Le tout se passe en Suisse.

On a peine à le croire mais c'est pourtant vrai: **la crise économique de l'impérialisme atteint jusqu'à son coffre-fort.** La Suisse, ce hâvre de paix et de neutralité, qui n'a participé directement à aucune des deux guerres mondiales, où le parasitisme a connu un prodigieux essor, qui occupe sur le marché mondial et dans la division internationale du travail une position et une place hors de proportion avec la taille et la population du pays, la Suisse est touchée par les convulsions de l'économie impérialiste.

Comme conséquence directe, la nécessité pour la bourgeoisie hélvétique de reprendre à la classe ouvrière les grandes conquêtes que celle-ci lui a arrachées hier, ce qui veut dire, sous une autre forme, que ce pays symbole de la "paix sociale" se trouve confronté à nouveau aux réalités de la lutte de classe.

La bourgeoisie en campagne

Depuis plus d'un an, différents projets de *réforme des Finances fédérales* ont été élaborés. De quoi s'agit-il exactement? Pour la Suisse, qui est une fédération de *"cantons"* (l'équivalent de régions) aux intérêts et aux particularismes distincts et où le gouvernement fédéral a entre autres fonctions celle d'y répartir subventions et aides, cette question est centrale. Il ne s'agit ni plus ni moins que de réduire les subventions, faisant ainsi supporter à la classe ouvrière le poids des difficultés actuelles.

Dans ce cadre, le programme patronal d'austérité présenté par le *Conseil Fédéral* comporte deux volets aussi explicites l'un que l'autre: le premier, déjà réalisé, comportait la réduction progressive de 10 % des subventions fédérales. Le second, présenté le 30 novembre, s'attaque directement à la subvention sur le pain, réduit à 5 % le pourcentage que prenaient les cantons sur les ventes de la Régie Fédérale des Alcools et supprime totalement la part des cantons au bénéfice net sur les droits de timbre. Par ce biais, les travailleurs devraient payer le pain plus cher, des impôts cantonnaux plus élevés, et se voir privés de toute une série de prestations sociales.

Mais les institutions héritées du passé, les droits démocratiques acquis tels que le référendum, permettent à la classe ouvrière de dire non. Il suffit en effet que 50.000 personnes exigent un référendum, contre un projet du Conseil Fédéral, pour que celui-ci soit organisé. Le P.S.S. (Parti Socialiste Suisse), et l'U.S.S. (Union Syndicale Suisse), ont la force de le faire.

Le début de la résistance ouvrière

Or par deux fois, la bourgeoisie avait échoué dans ses projets de *réforme des Finances fédérales*. Suite à deux référendums, les projets du radical Chevallaz avaient été balayés par les votes ouvriers. Incapable de "faire passer" cet élément clef de sa politique, la bourgeoisie a donc plus fortement encore fait appel au P.S.S., désignant l'un de ses membres, W. Ritschard, à la tête du département des finances, lui donnant ainsi la responsabilité du plan patronal d'austérité.

Mais cette politique de coalition et de collaboration de classe a entraîné une profonde défiance au sein des masses. Le résultat des élections nationales d'octobre 1979, marquées par une abstention massive, l'a sanctionné; au sein même du P.S.S., les affrontements entre les différentes tendances, "cliques" et courants ne font que s'exacerber; et aujourd'hui, des centaines de militants syndicaux, l'Union Nationale des Etudiants Suisses, ont engagé la bataille pour un référendum contre le deuxième volet du plan d'austérité.

Pour des milliers de travailleurs et de jeunes, *"on ne peut se battre contre les plans anti-ouvriers de la bourgeoisie en ayant les mains liées"*, on ne peut se battre en participant au gouvernement de coalition. Le combat de nos camarades du Groupe Trotskyste de Suisse pour exiger des dirigeants qu'ils organisent le référendum contre le projet du Conseil Fédéral ne fait qu'exprimer et organiser consciemment la volonté ouvrière de l'unité, du refus du programme d'austérité, de la rupture de la coalition gouvernementale.

François Branner

"La Suède n' est plus ce qu'elle était"

Un million de travailleurs suédois, dans les transports, les mines, la métallurgie, les ports, l'automobile, etc..., se sont mis en grève généralisée. Nous sommes en mai 1980. En 1967, il n'y a eu qu'une seule grève avec seulement 70 travailleurs. C'est donc avec nostalgie mais avec un réalisme profond aussi que le *Financial Times* affirme: *"La Suède n'est plus ce qu'elle était."*

Du *"paradis social"*...

Il faut rappeler qu'en effet, cela faisait plus de quarante ans que la Suède était le pays modèle du *"consensus"*, ce que le *Times* de Londres appelle un *"état de grâce"*. Tout au long de ces années, la social-démocratie au pouvoir a géré loyalement les affaires de la bourgeoisie, patronant l'accord salarial annuel reconduit depuis 1938 entre le patronat et L.O., la confédération syndicale hégémonique. Le spectre des combats révolutionnaires du prolétariat suédois, ceux-là même qui dans les années 30 avaient porté au pouvoir la social-démocratie et arraché les principaux acquis ouvriers, semblait définitivement écarté. Mais si le capitalisme suédois a pu acheter la paix sociale, pendant plus de quarante ans, à la social-démocratie et à son appareil syndical, c'est que celui-ci s'est trouvé relativement épargné par les conséquences de la Deuxième Guerre Mondiale, avec une industrie appuyée sur des bases solides, avec un capital financier extrêmement concentré et qui disposait d'une situation forte sur le marché mondial avec lequel le degré d'intégration est très poussé. De cette situation privilégiée, Wallenberg, le plus grand capitaliste suédois (propriétaire de SKF, LM Ericson, ABELectrolux, STAB, SANDVIK AB, Atlas Copco, AB Alfa-Laval), croyait pouvoir en conclure récemment encore que la grève et le lock-out étaient des armes *"dépassées"*. Malheureusement pour l'idéalisme politique, denrée qui est pourtant et habituellement rarissime chez les représentants du patronat, la crise, progressivement mais de plus en plus nettement, allait changer tout cela.

.... à l'enfer de la lutte des classes

Pour pouvoir faire face à la crise économique et à la guerre commerciale sur le marché mondial, la bourgeoisie a besoin de frapper la classe ouvrière. Lorsqu'en 1976, la social-démocratie quitte le gouvernement, remplacée par une coalition de partis bourgeois c'est une véritable offensive qui est engagée contre les acquis ouvriers. Réduction des dépenses publiques sur les services et la sécurité sociale, hausse des prix, inflation et chômage, tout est mis en oeuvre. Rien qu'entre novembre 1979 et mars 1980, les prix grimpent de 11,4%, selon les statistiques officielles.

La déclaration d'Olof Palme, chef du parti social-démocrate, selon laquelle *"le travail et le capital ne peuvent plus coopérer selon la bonne vieille méthode"*, n'est qu'un pâle regret face aux vives couleurs de la collaboration de classe: lors des négociations de 1979, la direction de L.O. accepte un virtuel blocage des salaires, malgré les protestations de nombreuses fédérations. Seulement cette même année, les protestations quitteront le terrain du verbe pour se concrétiser dans la réalité: des grèves sauvages éclatent dans le métal, le papier et le transport; le Congrès de la Jeunesse social-démocrate critique ouvertement la politique de collaboration de la centrale et du parti; à l'occasion du référendum sur les centrales nucléaires, la volonté de la classe ouvrière d'en finir avec le gouvernement bourgeois se traduit dans un vote massif en faveur de la social-démocratie; et lorsqu'en mai 1980, le patronat suédois offre "généreusement" 2,3% d'augmentation des salaires, le prolétariat impose à la direction syndicale le rejet des propositions patronales.

Le fer est alors croisé. Immédiatement, la bourgeoisie décide le *lock-out* de 750 000 travailleurs. Et c'est le feu aux poudres, c'est le déclenchement de la grève générale dans les secteurs-clés de l'économie du pays. Le patronat se voit obligé de concéder 6,8 % d'augmentation, la confédération L.O. signe l'accord national tandis que les dockers poursuivent la grève plusieurs jours encore. Ensuite, ce sont les professeurs suivis par 11.000 étudiants en grève qui rejettent le budget pour l'enseignement et sont entrés dans la lutte contre les attaques gouvernementales.

Au sein même du parti social-démocrate et de la confédération syndicale, se réalise un véritable processus de regroupement des militants et cadres qui veulent que leur parti rompe avec la bourgeoisie. C'est clair, la volonté est là d'en finir avec la coalition bourgeoise, d'imposer un gouvernement du P.S. appuyé dans la confédération L.O.

Luis Favre

Le texte ci-dessous es a été initialement écrit sur une feuille de papier à cigarette et c'est comme cela qu'il a pu sortir des Blocs H. L'un des prisonniers de Long Kesh, Drew Forbes, l'a envoyé le 20 novembre 1980 à *Informations ouvrières*, journal diffusé en France par les membres de l'O.C.I. (Organisation Communiste Internationaliste, section du Comité Paritaire). Drew Forbes y appelait notamment à une campagne internationale de solidarité avec les grévistes de la faim. Les lecteurs d' *Informations ouvrières* ont pu constater que le journal a fait tout ce qui était en son pouvoir pour l'impulser et être digne des espoirs qu'avaient placé en lui les détenus des Blocs H.

Lettre de Long Kesh

Camarades,

Je vous écrit cette lettre des Blocs H du camp de concentration de Long Kesh où 500 prisonniers de guerre républicains sont détenus et sont contraints de vivre dans des conditons inhumaines.

Pendant quatre longues années, nous avons été torturés et dégradés, car les Britanniques ont essayé, sans succès, de nous contraindre à revêtir la tenue des détenus de droit commun afin de "criminaliser" ainsi non seulement la guerre de libération nationale, mais tous ceux qui ont sacrifié leur vie pour la liberté de l'Irlande.

Nous sommes enfermés dans nos cellules, étroites comme des caveaux, vingt quatre-heures sur vingt-quatre, sans jamais avoir d'exercice, ni de rencontre organisée avec nos camarades. Les cellules sont répugnantes de saleté et n'ont aucun mobilier, ni table, ni chaise, même pas un lit pour dormir. Notre seule literie est un matelas de mousse détrempé et trois chiffons déchirés en guise de couverture. Des restes de nouriture pourrie flottent dans l'eau et l'urine qui recouvre le sol, où s'agitent toutes sortes d'insectes, comme des cafards. L'odeur est insupportable, d'autant plus qu'à l'extérieur des fenêtres a été placée une cloison de pastique qui interdit à l'air extérieur de pénétrer.

En plus de tout cela, la torture a été fréquemment utilisée. A plusieurs occasions, nous avons été battus jusqu'à sombrer dans l'inconscience. De nombreux prisonniers ont été blessés, crânes fendus, nez brisés, et de multiples autres blessures. Ce déchaînement de brutalité n'a pas été limité aux Blocs H. Nos camarades femmes de la prison d'Armgh ont également été victimes du système pénitentiaire britannique, et leurs souffrances ont été encore plus inhumaines que les nôtres dans la mesure où ces jeunes femmes ont été battues et sexuellement agressées par les geôliers.

C'est en fonction de cette situation que le lundi 27 octobre, sept prisonniers des Blocs H ont commencé une grève de la faim jusqu'à la mort, pour tenter de mettre fin aux atroces conditons existant à Armagh et dans les Blocs H. Au moment où je vous écris, ces sept hommes gisent isolés dans leurs cellules, agonisant lentement dans la souffrance. Les revendications de ces hommes et de ceux qui les suivront sont absolument sans équivoque: le statut de prisonnier politique...

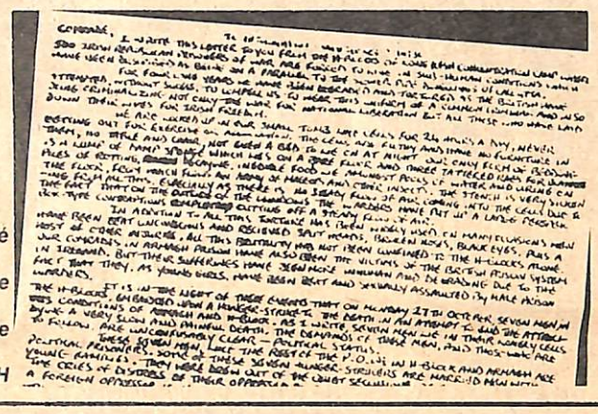
Ces hommes vont mourir si une pression suffisante ne contraint pas le gouvernement britannique à accepter leurs revendications, et cette pression ne peut venir que de ceux qui sont concernés dans tous les pays du monde.

Si vous voulez sauver la vie de vos camarades, aidez les grévistes de la faim du Bloc H de toutes les manières possibles. Ils ont besoin de votre aide.

Ici, en Irlande, nous avons une longue et amère histoire de mort et d'oppression. Les Britanniques ont profondément implanté leur système social dans notre pays et l'ont fait fructifier avec le sang de nos martyrs et les larmes de nos mères. Aujourd'hui, ils cherchent encore à l'arroser de sang irlandais innocent.

Nous vous demandons d'aider ces hommes.

Drew Forbes H Block 5
Long Kesh - Irlande



Fac-similé de la lettre envoyée du Bloc H

Irlande

Victoire de la grève de la faim

par Arthur Kirkwood

Le lundi 27 novembre 1980, Tommy Mc Kearney, Leo Green, Grendan Hughes, John Nixon, Sean Mc Kenna, Ray Mc Cartney et Tom Mc Feeley ont entamé une grève de la faim jusqu'à la mort. Ils en ont exposé les raisons dans une déclaration qui disait: *"Nous, prisonniers de guerre républicains, détenus dans les Blocs H de la prison de Long Kesh, exigeons comme notre droit qu'il nous soit accordé le statut de prisonniers politiques. Nous exigeons ce droit en tant que combattants faits prisonniers au cours de la lutte qui se poursuit pour la libération nationale et l'autodétermination. Nous rejettons avec force l'étiquette de "criminels" que l'on veut nous appliquer à nous-mêmes et à notre lutte, et nous déclarons que ce sont les institutions de division et de partition de l'Irlande du Nord qui sont les seuls aspects criminels de la lutte actuelle...*

"Nous tenons à souligner que nous avons épuisé tous les autres moyens, et, parce que nous restons fidèles à ceux dont nous avons hérité nos principes, nous décidons d'avoir recours à la grève de la faim... Notre résistance, qui a été largement reconnue, nous a permis de faire face à des années d'immense souffrance et elle nous permettra, si nécessaire, de faire face à l'épreuve de la mort."

Les Blocs H de Long Kesh, près de Belfast (Irlande du Nord), sont le camp de concentration dans lequel le gouvernement anglais enferme ceux qui ont eu le tort de lutter, les armes à la main si nécessaire, contre la présence de l'impérialisme britannique en Irlande du Nord.

A partir de 1972, ils ont bénéficié du statut de prisonniers politiques mais le 1er mars 1976, le gouvernement anglais a décidé de leur supprimer ce mince avantage. Depuis quatre ans donc, se poursuit le combat pour le rétablissement de ce statut: port de la tenue civile, pas de travail forcé, droit de réunion, droit à la presse, droit aux remises de peine.

Les conditions qui sont faites aux 500 détenus des différents Blocs H sont effroyables, parce qu'ils refusent de revêtir la tenue pénitenciaire, ils sont laissés nus. Parce qu'ils refusent de coopérer avec les autorités pénitenciaires, ils sont maintenus en permanence dans leurs cellules envahies d'excréments, car ils ne peuvent se rendre aux toilettes que s'ils acceptent de revêtir la tenue pénitenciaire.

"Criminaliser" la lutte du peuple irlandais

Comme on pouvait s'y attendre, l'argumentation du gouvernement anglais ne résiste pas au simple bon sens. Ainsi, une centaine de prisonniers détenus avant 1976 bénéficient toujours du statut politique alors qu'ils ont été condamnés pour des actes de même nature et en vertu des mêmes lois que leurs camarades. De plus, il serait difficile de soutenir que les "tribunaux" qui ont envoyé les républicains irlandais en prison pour des années, voire des dizaines d'années, ne sont pas des juridictions politiques. De la pire espèce même, car ce sont des tribunaux d'exception, dans lesquels il n'y a pas de jurys, où l'on condamne sans preuve, sur les simples aveux qu'ont pu effectuer les prévenus, ou qu'ont déclaré leur avoir entendu faire les policiers!

Enfin, on imagine mal comment Margaret Thatcher pourrait nier que les onze mille soldats britanniques présents en Irlande y ont été envoyés sans qu'il ne s'y pose de problème politique grave à l'impérialisme qu'elle dirige. Sans que ceux-ci soient en guerre contre le peuple irlandais.

L'acharnement du gouvernement britannique lui-même souligner que l'enjeu est politique: traiter les nationalistes irlandais comme des criminels de droit commun, **c'est chercher à dénier sa légitimité à la lutte du peuple irlandais pour son unité et son indépendance.** C'est une façon de l'ignorer, de la nier.

Le soutien du peuple irlandais

Au Nord comme au Sud, les masses populaires irlandaises ne s'y sont pas trompées. Loin de considérer les grévistes de Long Kesh comme des détenus de droit commun, elles leur ont exprimé leur soutien. Le 26 octobre, juste avant que ne débute la grève de la faim, 20.000 personnes ont défilé à Belfast. Le 1er décembre, ils étaient 25.000 et le 10, c'est dans toutes les villes importantes d'Irlande du Nord qu'ont eu lieu des manifestations.

Les masses irlandaises soutiennent leurs combattants en prison.

Voici comment les décrivait le 5 décembre l'hebdomadaire travailliste londonien *New Statesman: "Les six semaines de grève de la faim ont vu les plus amples manifestations depuis le début des années 1970... Nombre des manifestants sont tragiquement pauvres. Il y a parmi eux un grand nombre de femmes aux visages tirés, mal protégées contre le vent froid et la pluie. Beaucoup d'entre elles marchent avec leurs enfants ou regardent silencieusement les cortèges, et donnent de l'argent aux militants qui collectent pour le soutien aux prisonniers."*

Au Sud aussi, des démonstrations massives ont également eu lieu, comme le 22 novembre ou le 6 décembre à Lublin. Ce dernier cortège réunissant 40.000 personnes venues du Sud comme du Nord. Une manifestation dont la simple composition était **une protestation vivante contre la partition de l'Irlande imposée par l'impérialisme britannique.**

De nombreuses entreprises se sont mise en grève et ont envoyé des délégations auprès des autorités. Le 12 novembre, toute la ville de Derry a arrêté le travail et s'est organisée pour résister à une éventuelle attaque de l'armée. Le 2 décembre, les chantiers du bâtiment de Dublin étaient en grève et le 4, ils cessaient à nouveau le trvail, rejoints par les ouvriers de la principale verrerie d'Irlande, des transports et de l'électricité de Waterford, une ville du Sud elle-aussi. Autant d'actions qui confirment le poids prépondérant qu'est en train d'acquérir la classe ouvrière au sein du camp républicain. Tout allait à l'évidence vers la grève générale au Nord comme au Sud. Une grève générale pour laquelle combattaient les militants de la *League for a Workers Republic* Ligue pour une République des Travailleurs, section irlandaise du Comité Paritaire por la réorganisation-reconstruction de la IVe Internationale), à laquelle avait appelée les prisonnières d'Armagh (l'équivalent pour les femmes des Blocs H) et d'importants dirigeants syndicaux.

Thatcher forcée à faire marche arrière

Tout au long de la grève de la faim, Margaret Thatcher est restée impitoyable. Faisant placer au secret les sept de Long Kesh à leur douzième jour de grève, elle a même tenté de les briser moralement en les coupant de leurs camarades.

Cette intransigeance n'aura pourtant servi à rien. Le 3 décembre, trois prisonnières d' Armagh ont rejoint le mouvement. Le 15, ils sont vingt-trois de plus à refuser de s'alimenter à Long Kesh et le 16, six autres de leurs camarades les rejoingnent. On apprend à ce moment que Sean Mc Kenna, 26 ans, condamné à 20 ans de prison après avoir été enlevé en Irlande du Sud par les services spéciaux britaniques, est déjà aveugle et sur le point de succomber.

Thatcher craint alors que la mort des militans républicains ne soulève un tonnerre de protestation populaire comparable ou même supérieur aux réactions qui avaient en 1972 suivies le "Dimanche sanglant", c'est-à-dire l'assassinat par les parachutistes anglais de 12 manifestants. Elle donne satisfaction aux principales revendications des grévistes de la faim le 18 décembre, **au cinquante-troisième jour de leur mouvement.**

Toutefois, de façon à ne pas renforcer la résolution du peuple irlandais et pour se garder des attaques du pasteur Paisley, le leader extrémiste protestant, le premier ministre anglais ne fera aucune déclaration officielle. Cela n'empêche pas que **les grévistes de la faim ont bel et bien fait reculer le gouvernement anglais.**

Tandis que l'on ne sait pas encore si Sean Mc Kenna pourra être sauvé, l'I.R.A. organise des marches de la victoire en l'honneur des *"magnifiques sept"* comme les a spontanément surnommés le peuple irlandais.

Vendredi 19 décembre, prenant bien soin de préciser que ce ne sont pas des prisonniers politiques, Atkins, le secrétaire d'Etat chargé de l'Irlande du Nord, a annoncé que le gouvernement britannique accordait aux détenus irlandais les cinq droits qu'ils revendiquaient. **Ils avaient gagné** et le même jour, au nom de l'ensemble de ses camarades, Bobby Sands publiait la déclaration suivante.

Ils ont gagné!

Nous, les prisonniers politiques qui faisons la protestation dite "de la couverture" (1) dans les blocs 3, 4, 5 et 6 de Long Kesh, saluons nos camarades de la prison d'Armagh, de l'hôpital du Bloc H, de l'hôpital militaire de Musgrace Park, et des blocs H pour la victoire qu'ils ont gagnée par leur grève de la faim.

Si le gouvernement britannique se montre raisonnable dans l'application de ses propositions, les prisonniers auront une attitude positive. Nous sommes satisfaits du fait que l'application de ces propositions correspond à nos cinq revendications fondamentales.

Les prisonniers républicains ne porteront sous aucune forme l'uniforme pénitentiaire, ni ne participeront d'aucune façon au travail pénitentiaire. Le délai dans lequel il sera mis fin à la "protestation de la couverture" dépend entièrement de la sincérité et de la manière dont les propositions du gouvernement britannique seront appliquées.

Nous remercions tous ceux qui ont mené campagne de solidarité avec nous. Nous saluons nos familles qui ont beaucoup souffert ces quatre ans et trois mois. Et nous espérons que tous ceux qui occupent de "hautes positions" et qui se sont abstenus de nous soutenir activement veilleront à ce que le gouvernement britannique respecte ses promesses.

Pour notre part, nous savons bien que ce sont les masses qui ont manifesté pour nous dans la rue, qui sont nos véritables garants. Nous remercions nos camarades du mouvement républicain et nous les assurons de notre soutien permanent dans la lutte pour une république socialiste d' Irlande. Nous remercions le Comité National contre le Bloc H et tous ceux qui ont mené campagne pour nous. A ceux-là, partout dans le monde, nous disons: Merci beaucoup et joyeux Noël!

Bobby Sands

responsable des prisonniers politiques de Long Kesh, blocs 3, 4, 5 et 6.

1- comme ils refusaient de revêtir l'uniforme pénitentiaire, les prisonniers étaient laissés nus par l'administration de la prison, et pour se protéger du froid, ils utilisaient leurs couvertures.

Belgique

Les travailleurs résistent aux plans d'austérité

"La situation économique et sociale a atteint un point tel que, sans mesures énergiques et rapides de redressement, c'est toute la population et l'avenir du pays qui subiront les conséquences de la crise". Pour la bourgeoisie, qui parle ici par la bouche de son représentant le premier ministre Martens, la situation est grave.

Coincée entre la France, l'Allemagne, les Pays-Bas et la Mer du Nord, faisant face à l'Angleterre, la monarchie constitutionnelle de Belgique a été mise sur pied en 1830. Aujourd'hui, soit 150 ans après sa fondation, ses bases sont secouées par les chutes successives de ses gouvernements incapables de faire payer la crise à l'une des classes ouvrières les plus organisées d'Europe occidentale.

Le 17 novembre dernier, pour la première fois depuis 32 ans, une "Conférence Nationale du Travail" a été convoquée afin que gouvernement, patronat et syndicats recherchent une issue à la crise actuelle. Lorsque l'on sait que la dernière conférence, en 1948, avait eu pour objet de définir la stratégie économique de l'après-guerre, l'on conçoit que les problèmes qui sont posés aujourd'hui revêtent un caractère de gravité considérable. Mais la déclaration du premier ministre, selon laquelle si la conférence échoue, *"le gouvernement prendra ses responsabilités"* et appliquera d'office son programme économique et social, éclaire singulièrement les choses: par la convocation de la conférence, ce dont il s'agit, c'est d'obtenir la participation et l'appui de la social-démocratie comme des syndicats aux plans anti-ouvriers du pouvoir.

Entre une crise profonde...

La crise politique, économique et sociale revêt donc en Belgique un caractère très aigu, mais ce n'est pas le fruit du hasard: l'Etat belge est un Etat artificiel, un Etat tampon, produit de l'équilibre des puissances européennes au milieu du XIXe siècle, et dont la petitesse géographique se combine avec une grande différence entre le Nord et le Sud. C'est dans le Sud ou Wallonie, que l'on parle la langue française et que l'industrialisation du XIXe siècle s'était développée alors que dans le Nord, la Flandre, où l'on parle flamand, la base de l'économie y était agricole. Ces multiples contradictions restèrent, pendant longtemps, secondaires, la bourgeoisie belge ayant su compenser la faiblesse de sa base géographique en développant fortement son activité sur le marché mondial, jouant remarquablement sur les contradictions entre les grandes puissances, ce qui lui a permis d'obtenir l'immense colonie du Congo, source inépuisable de main d'oeuvre et de revenus.

Vinrent les années 60. Le puissant cortège des révolutions coloniales allait amener à la chute du Congo belge, laissant la bourgeoisie comme nue et aiguisant les multiples contradictions.

Dans le même temps, la marche à la crise économique mondiale, qui va s'accentuer à partir de la fin des années 60, va de plus en plus rétrécir la part de l'impérialisme belge sur le marché mondial, l'amenant toujours plus à liquider des secteurs entiers de l'économie, devenus non rentables, en particulier l'essentiel de la sidérurgie wallone.

Mais face à la puissance inentamée du prolétariat, cela va accentuer la division de la bourgeoisie en fractions distinctes... Au Sud, la métallurgie comme base de la structuration industrielle contrôlée presque complètement par les groupes financiers belges et dont la Société Générale totalise 49 % des capitaux permanents... Au Nord, la forte domination des groupes étrangers ou mixtes, la forte présence des multinationales, la structuration industrielle plus diversifiée, le puissant développement du secteur de pointe qu'est la chimie... Rarement nous pouvons voir avec tant de clarté les raisons des luttes interbourgeoises.

Sous la forme des particularités linguistiques, les deux partis bourgeois, le parti Social-Chrétien et le Parti Libéral, vont donc se diviser chacun en partis flamands et francophones, tandis qu'au niveau de l'Etat, la Constitution va commencer à être modifiée en faveur d'une régionalisation et d'un fédéralisme de plus en plus accentués.

Seulement le fait est là, indubitable: les impératifs de la crise économique se soucient peu des manipulations constitutionnelles, aussi brillantes soient-elles. Les chiffres sont là pour le rappeler: selon les statistiques officielles, 350.000 belges, soit 10 % de la population active, se trouvent actuellement sans emploi. Le déficit budgétaire, avant la fin 80, approchera 5 milliards de dollars US. Le déséquilibre de la balance des paiements représente 8 milliards de dollars US. Les faillites d'entreprises atteignent le rythme d'augmentation de 20 % par mois. La crise économique est profonde.

Surmontant ses divisions, la bourgeoisie va s'unir sur un point essentiel: faire payer la note à la classe ouvrière.

...et un puissant mouvement ouvrier

Par delà ses fortes traditions de lutte et de combat pour arracher ses revendications, le prolétariat belge est l'un des plus organisés d'Europe. Au total, entre les syndicats chrétiens et le S.G.T.B. social-démocrate (Syndicat Général des Travailleurs de Belgique), ce sont près de deux millions de travailleurs qui sont syndiqués, soit 53 % de la population active, soit l'écrasante majorité de la classe ouvrière. Une telle puissance limite considérablement la volonté du pouvoir d'attaquer la classe ouvrière.

Lorsqu'en 1974, la bourgeoisie, en raison de la "crise pétrolière", a mis fin au gouvernement Leburton (socialiste) formé des socialistes, des catholiques et des libéraux, pour former un gouvernement bourgeois homogène, on a vu la classe ouvrière se mobiliser par vagues successives chaque fois plus grandes contre les plans du gouvernement et le gouvernement lui-même. Depuis, c'est la valse accélérée: le gouvernement Tindemans II, constitué le 7 juin 1977, s'écroule au bout de 18 mois; après 100 jours de crise gouvernementale, le gouvernement Martens I arrive au terme des 9 mois; le suivant, Martens II, ne dépasse pas la longévité de trois mois et le dernier en date, Martens III, qui disposait dans les deux chambres d'une majorité des deux tiers des voix, n'a survécu que quatre mois et demi, du 17 mai 80 au 6 octobre 80. C'est dans ce mouvement d'ensemble de la classe ouvrière, de ses grèves et manifestations qui disloquent les équipes ministérielles successives, que l'on peut s'arrêter sur l'exemple significatif du 31 août 1979.

Ce jour là, la mort d'une ouvrière de la Fabrique Nationale de Liège, qui avait été contrainte de reprendre le travail deux jours plus tôt, contre l'avis de son médecin traitant, par le contrôleur du Centre Médical de la Métallurgie, provoque la levée en masse de la colère ouvrière. Les travailleurs et les travailleuses de l'usine arrêtent immédiatement le travail et vont saccager en manifestation le siège du Centre Médical Dans tout le pays, et en particulier à Liège et Charleroi, un vaste mouvement de solidarité submerge les digues de la division et impose aux dirigeants de la F.G.T.B. de se retirer de la gestion paritaire des centres médicaux. La classe ouvrière a imposé sa volonté, contre la politique de ses dirigeants.

Et c'est bien cela qui inquiète la bourgeoisie. Pour sortir de la crise, il leur faut battre la classe ouvrière. C'est dans ce contexte que le 10 octobre 80, la *Libre Belgique*, organe de la hiérarchie catholique et du capital financier, a conclu un éditorial consacré à la crise belge par ces mots: *"l'heure du courage a sonné, il est temps que l'on se soucie de cohérence et qu'un gouvernement applique une politique."* C'est dans ce contexte que le premier ministre déclarait que quel que soit le résultat de la "Conférence", le plan du gouvernement serait appliqué. C'est dans ce contexte enfin que le gouvernement Martens IV vient d'être formé, gouvernement dont le ministère de l'Intérieur et celui de la Justice sont attribués à un appareil social-démocrate qui veut prendre directement en charge l'application du programme de guerre contre la classe ouvrière.

Mais cela ne suffit apparemment pas. Quelques jours après la déclaration d'A. Cools, président du P.S., selon laquelle *"si des travailleurs occupent l'Hotel de Ville(1), je les en chasserai moi-même"*, 100.000 travailleurs ont manifesté le 12 octobre, à Bruxelles. Cette immense manifestation, la première manifestation nationale depuis celle du 13 mars 1976, s'est réalisée malgré l'absence d'appel national des syndicats, malgré l'absence d'organisation. La volonté de combat de la classe ouvrière est là, palpable et puissante.

Serge Barrot

1. Mairie et siège du parlement.

Bolivie

Un premier bilan

Poursuivons la discussion

par Luis Favre

Dans notre numéro du mois d'octobre, nous avons entamé une première discussion au sujet de l'expérience issue du coup d'Etat de Garcia Meza et de la politique adoptée pour y faire face. Nous discutions du boycott international du régime de Garcia Meza pour savoir s'il était juste, à l'occasion de ce coup d'Etat, d'exiger de tous les pays qu'ils reconnaissent le gouvernement clandestin mis en place par Hernan Siles Suazo, le vainqueur des élections annulées par les "gorilles". Dans ce numéro de janvier de Correspondance Internationale, **nous abordons maintenant de façon polémique quelques unes des leçons que le mouvement ouvrier bolivien et mondial doit tirer de cet évènement.**

I- Comment la Junte a-t-elle pu prendre le pouvoir

Il est nécessaire de tirer les leçons des évènements boliviens, pour permettre précisément d'ouvrir une claire perspective au combat des masses pour chasser la junte.

Tout en poursuivant notre combat sur la ligne du front unique pour le boycott international et pour la libération de tous les emprisonnés, il est nécessaire de dresser un premier bilan des conditions qui ont conduit à la prise du pouvoir par García Meza et les généraux.

Rappelons que déjà le 1er novembre 1979, le colonel Natusch avait tenté de réaliser un coup d'Etat et la réponse du mouvement des masses avait mis en échec les putschistes.

Soulignons aussi que la direction de la Centrale Ouvrière Bolivienne (COB), ainsi que la plupart des partis qui se réclament de la lutte anti-impérialiste, en particulier le PC, se sont prononcés dès le mois d'avril contre toute grève ou conflit économique, en arguant que les exigences salariales font le jeu des tentatives de coup d'Etat.

Lors de la grandiose manifestation du 1er mai, les dirigeants de la COB déclarent: *"Le comité exécutif dirigé par Lechin a fait preuve d'assez d'intelligence et de sagesse pour que les quatre commandants de l'armée s'engagent à respecter eux aussi la constitution politique de l'Etat."*

Garcia Meza est l'un de ces quatre commandants!

Le processus électoral par lequel la COB justifie son refus de lutter, sert de paravent à la préparation du coup d'Etat.

Par ailleurs, la COB se refuse à avancer la candidature de Juan Lechin, comme l'exigent les travailleurs pour exprimer clairement la nécessité d'un gouvernement ouvrier et paysan, au profit du soutien à l'Unité Démocratique Populaire (UDP) et à la candidature bourgeoise de Siles Suazo.

Celui qui a déclaré, quelques jours avant le coup d'Etat, que les *"forces armées se sont engagées à respecter le résultat des élections"*.

Enfin, rappelons que le Comité National de Défense, constitué à l'initiative de la COB, sensé défendre la démocratie contre toute tentative putschiste, incluait en son sein le Mouvement Nationaliste Révolutionnaire (MNR) de Paz Estenssoro qui avait soutenu la tentative de coup d'Etat de Natusch.

II- Lora: une grande responsabilité

Dans un récent numéro de son bulletin *Masas*, Guillermo Lora accuse l'Organisation Communiste Internationaliste (OCI) de *"cacher ce que dit et fait le POR"* (Parti Ouvrier Révolutionnaire), ce qui a comme conséquence *"de servir l'impérialisme"*.

Nous laisserons de côté les insultes gratuites que nous adresse Lora, pour dresser un bilan rapide de sa politique depuis qu'il a décidé de s'éloigner du combat pour la reconstruction de la Quatrième Internationale. Ce bilan est d'autant plus nécessaire que les derniers évènements de Bolivie ont mis en lumière l'absence d'un parti révolutionnaire dirigeant le prolétariat, là où auparavant avait existé l'une des plus fortes sections de la Quatrième Internationale.

La crise du POR, son éclatement en plusieurs groupes, l'a empêché de jouer un rôle majeur dans la lutte extraordinaire qu'ont développée les masses pendant les trois dernières années.

A la base de cette crise se trouvent les incompréhensions et les erreurs politiques graves qui ont été les orientations avancées par Guillermo Lora et son groupe.

Les "prédictions" de Lora

Dans toutes les publications récentes du POR de Lora, celui-ci ne cesse de répéter que seule son organisation avait prévu le coup d'Etat et son caractère inéluctable. Pour étayer sa démonstration, Lora rappelle qu'il avait déclaré à plusieurs occasions que *"le faible développement capitaliste et l'absence d'une classe moyenne riche ne permettait pas le développement de la démocratie bourgeoise"*.

Savant pronostic! Mais la vraie question est ailleurs. Avec quelle politique fallait-il intervenir dans la lutte de classe pour permettre aux masses de surmonter les obstacles qui les ont empêchées de faire face au coup d'Etat? Le rideau de fumée sur les "prévisions" de Lora ne peut pas masquer la nécessité de répondre à cette question.

Soulignons au passage que le pronostic sur la nature du coup d'Etat s'est avéré par la suite erroné. Il suffit de relire l'interview que Lora a accordée le 13 juin 1980 à l'agence latino-américaine d'information du Québec pour s'en rendre compte. Lora déclare:

"Je crois que le coup d'Etat va s'efforcer d'avoir des traits populaires... Ils vont développer la théorie que l'armée interviendra pour écraser une conspiration extrémiste pour défendre la démocratie... J'ai déjà dit que le coup d'Etat sera pour défendre la démocratie, qu'il s'agit d'une démocratie inédite et que l'armée a pour tâche de contrôler le retour progressif à la démocratie." L'erreur grossière de Lora tient au fait qu'il a nié que la Bolivie connaissait une situation révolutionnaire, que les masses se mobilisaient contre l'Etat bourgeois et que le haut commandement devait intervenir pour écraser le prolétariat.

Lora et la lutte démocratique

Sous l'inspiration de Lora, le POR a rejeté dès 1978 la lutte pour une Assemblée Constituante souveraine et les revendications démocratiques au profit d'une propagande abstraite sur la dictature du prolétariat, doublée de l'exigence du *"vote privilégié"* pour les ouvriers lors des élections. Son argument tient au caractère minoritaire du prolétariat par rapport à la population du pays. Selon lui, le vote privilégié assurerait l'hégémonie du prolétariat dans les élections. Il affirme même que les bolchéviks russes ont instauré le vote privilégié en faveur des ouvriers. Lora confond les élections aux soviets avec la Constituante. Relevons que jamais les bolchéviks n'ont revendiqué un *"vote privilégié"* à l'Assemblée constituante. y compris après la prise du pouvoir, les élections à la Constituante se sont effectuées au suffrage universel! En réalité, l'hégémonie du prolétariat sur les masses paysannes est le produit de la capacité de la classe ouvrière de réaliser son programme. Même minoritaire le prolétariat peut réaliser son hégémonie et sa direction sur les masses non-prolétariennes. N'est-ce pas ainsi que celà s'est passé en Russie où le prolétariat était minoritaire en 1917?

A l'occasion, l'hégémonie du prolétariat sur les masses paysannes peut s'exprimer de façon déformée dans le cadre des élections et du suffrage universel (Majorité PC-PS en France, résultat du Front Ouvrier, Paysan, Etudiant et Populaire au Pérou, etc.). Mais demander à la bourgeoisie d'établir par une loi l'hégémonie du prolétariat dans les élections relève bien de l'utopie. Qui plus est, ce mot d'ordre va à l'encontre de l'alliance des ouvriers et des paysans, puisqu'il exige de la paysannerie qu'elle renonce à la force constituée par *son nombre* au profit du prolétariat et celà avant même que le prolétariat n'entraîne la paysannerie vers les soviets, avant que le prolétariat ne prenne en charge le combat pour les revendications démocratiques et nationales, dont le mot d'ordre de Constituante est central. Seuls les mots d'ordre de la démocratie, de la révolution agraire et de l'émancipation nationale, entraînent la paysannerie à accepter la dictature du prolétariat comme moyen pour la satisfaction de ses revendications (terre aux paysans, etc.). D'ailleurs, répétons-le, chaque fois que Lénine ou Trotsky abordent cette question, ils se prononcent pour le suffrage universel direct et secret. Lénine dit à ce propos:

"La force du prolétariat dans n'importe quel pays capitaliste est infiniment plus grande que la proportion du prolétariat dans la population totale. Celà, parce que le prolétariat commande économiquement le centre et les nerfs de tout le système de l'économie capitaliste, et aussi parce que, dans le domaine économique et politique, le prolétariat exprime sous la domination capitaliste les intérêts réels de l'énorme majorité des travailleurs. Aussi, le prolétariat, même lorsqu'il constitue une minorité dans la population (ou quand c'est l'avant-garde du prolétariat conscient et vraiment révolutionnaire, qui constitue cette minorité) est capable de renverser la bourgeoisie et d'entraîner ensuite à ses côtés de nombreux alliés venus de la masse des semi-prolétaires et des petits-bourgeois, masse qui ne se prononcera jamais à l'avance pour la domination du prolétariat, qui ne comprendra pas les conditions et les tâches de cette domination, mais se convaincra seulement par son expérience ultérieure de l'inéluctabilité, de la justice, de la légitimité de la dictature prolétarienne." (Lénine, *Oeuvres*, 1919, t. 16, p. 458).

Tournant le dos aux positions marxistes, Lora engage le POR dans une impasse. Lora "théorise" son sectarisme en affirmant *"les masses ouvrières et paysannes s'étaient déplacées vers le pôle bourgeois, donc le POR devait rester isolé sur le terrain électoral. Il n'avait aucune possibilité d'influencer de façon décisive les masses qui suivaient une politique bourgeoise."* (interview déjà citée)

Mais les travailleurs boliviens voulaient en finir avec le régime militaire, arracher leurs conquêtes. Leur mobilisation ne se confondait pas avec la volonté de leurs dirigeants, en particulier ceux de la Centrale Ouvrière Bolivienne (COB), de défendre l'ordre bourgeois et d'alliance avec la bourgeoisie. Elles l'ont montré dans leur mobilisation contre les tentatives du putsch de Natush, à l'occasion aussi du 1er mai, tandis que les dirigeants de la COB signaient le pacte avec les militaires.

Pour Lora, par contre, *"il y avait une totale correspondance à ce moment entre les masses illusionnées par le processus électoral et la direction traditionnelle vautrée aux pieds de la bourgeoisie."* *(idem)* Les masses, pour Lora, ont les directions qu'elles méritent.

Abstentionnisme électoral... au profit de l'UDP.

Le discours creux sur la dictature du prolétariat et sur l'impossibilité de l'instauration de celle-ci par les urnes, masque mal le refus du POR de participer aux élections en défendant un programme d'indépendance de classe, avec des candidats ouvriers indépendants, refus qui servait à aider l'entreprise de l'Unité Démocratique Populaire (UDP) qui est apparue alors comme la seule alternative contre la "droite". A tel point que Lora a refusé de combattre l'UDP sur tous les terrains y compris sur celui des élections, qu'il a déclaré que même si un front anti-impérialiste s'était constitué, il aurait fallu *"tactiquement, conseiller le vote, comme manoeuvre électorale, pour l'UDP."* Renonçant par là même, à toute expression indépendante et votant pour des candidats bourgeois.

Mais à nouveau, pour Lora, les responsables d'une situation où seule l'UDP se présente comme une alternative à la "droite", sont les masses qui ont *"oscillé vers le pôle bourgeois comme conséquence de la lutte pour les garanties constitutionnelles et syndicales après le coup d'Etat d'août 1971"* (Document No. 3, p. 9).

En fait, le refus du POR de mettre au centre la lutte pour les revendications démocratiques et la Constituante laisse le champ libre à la bourgeoisie et à l'UDP de Siles Suazo. Le résultat d'une telle politique a été l'isolement du POR réduit à un rôle de commentateur des évènements jusqu'au coup d'Etat de Garcia Meza.

Et maintenant?

Le titre de *Masas* du 27 septembre, trois mois après le coup d'Etat indique la position de Lora:

"Ni gorilles, ni démocrates, révolution prolétarienne!" Il est tellement "radical" qu'il condamne comme *"contrerévolutionnaire et anti-nationale" "l'exigence à tous les pays du boycott économique et politique du gouvernement gorille bolivien"*.

Il est vrai qu'en 78 il avait déjà condamné la centrale ouvrière anglaise qui avait osé envoyer une délégation en Bolivie et par la suite exigé du Labour Party le boycott de la dictature militaire!

La position de Lora conduit à renforcer l'isolement du prolétariat bolivien et couvre les différents gouvernements bourgeois latino-américains, qui se disent démocratiques. La bureaucratie du Kremlin a suivi le conseil, elle a reconnu, après Videla, le régime militaire bolivien.

Conclusion

Les positions de Lora constituent une déviation grave. La "théorie" selon laquelle les masses suivent un *"cycle nationaliste"* —mobilisées d'abord par la bourgeoisie "nationale" leur alliée, elles rompent ensuite pour aborder leur propre combat—, "théorie" empruntée à Boukharine, a démontré qu'elle conduit à une impasse.

Le coup d'Etat de Garcia Meza le démontre, tragiquement, une nouvelle fois. Si le prolétariat suit la bourgeoisie, le résultat en est la défaite des masses.

Lora a refusé de combattre pour la rupture avec la bourgeoisie. Il porte une lourde responsabilité dans la situation actuelle. La reconstruction du POR, ne pourra se faire qu'en combattant les positions politiques sectaires défendues par Lora.

III- Le P.O.R. (Combate): Les travailleurs responsables du coup d'Etat ?

Cela peut paraître surprenant, et pourtant nous sommes obligés de constater que les représentants du Secrétariat Unifié (SU) en Bolivie sont les seuls à vouloir reporter aussi ouvertement la responsabilité de la situation bolivienne sur les masses.

Dans une déclaration du 30 juillet 1980, reproduite sans aucun commentaire par les organes de presse du SU, le Parti Ouvrier Révolutionnaire (POR *Combate*) affirme: *"Reprenant les évènements du 17 juillet dernier, et dans le cas où l'ardeur combative des masses aurait obligé les militaires à se réfugier à nouveau dans les casernes comme en novembre, même ainsi, nous ne croyons pas que cela aurait ouvert les portes à un processus véritablement révolutionnaire vers le socialisme. D'un côté, les illusions électoralistes de l'UDP continuaient à être un grand barrage et un frein à la montée des masses. De l'autre, les travailleurs ne peuvent compter sur une direction politique révolutionnaire puissante et organisatrice de leur lutte. Enfin, leur rejet de la politique de la bourgeoisie et son armée ne s'expriment pas encore en une haine à mort contre le système, ses institutions et la classe dominante."*

Dire cela équivaut à affirmer que de toute façon il n'y avait rien à faire, que les masses n'étaient pas en mesure de changer la situation, même si elles imposaient une défaite aux militaires!

Cette position non seulement masque aux yeux des travailleurs le rôle criminel de la direction de la COB et de tous ceux qui ont subordonné le prolétariat à la bourgeoisie, mais fait retomber sur le prolétariat la responsabilité du coup d'Etat puisque celui-ci n'avait pas encore *"une haine mortelle contre le système, ses institutions et la classe dominante"*.

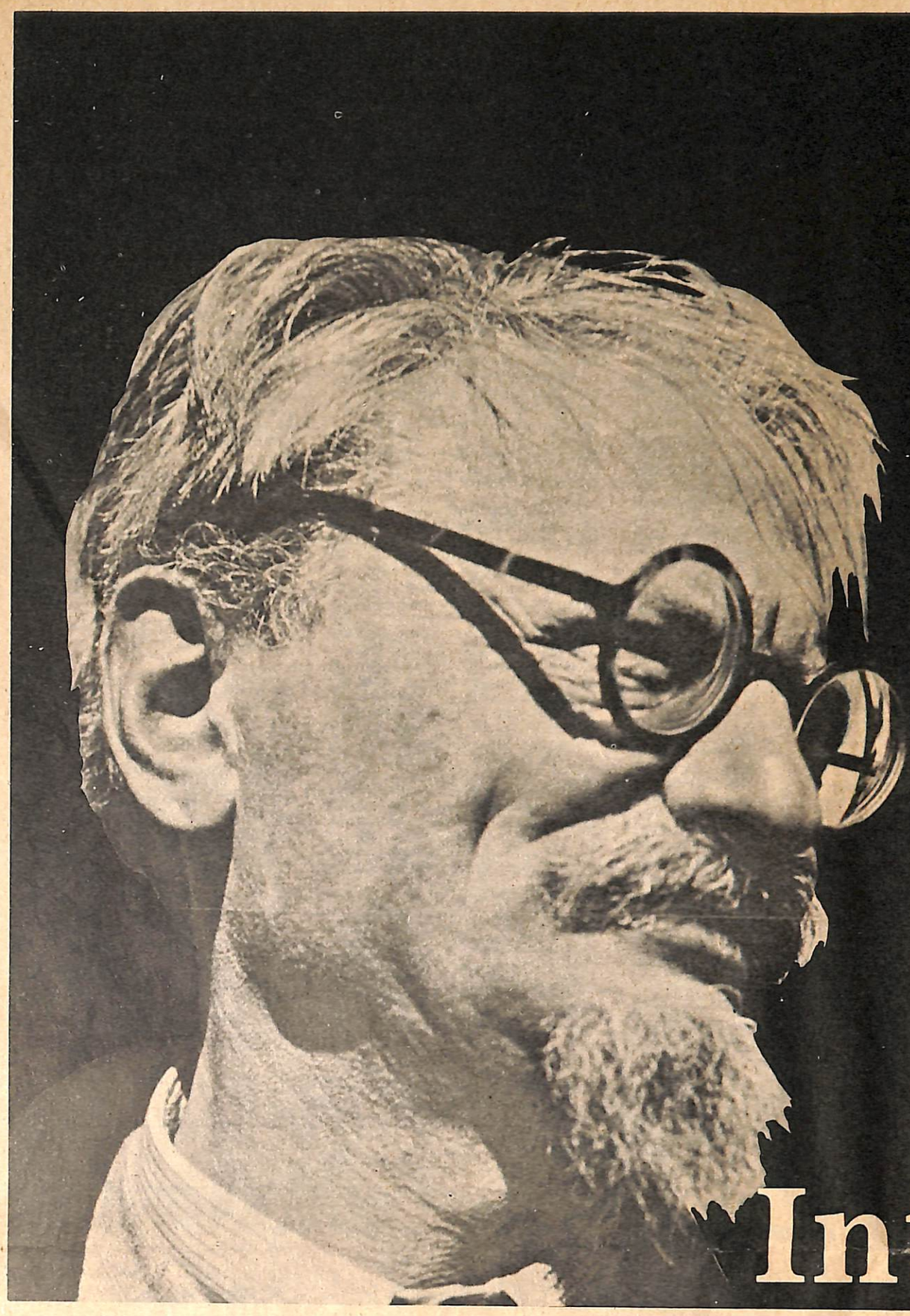
Dire cela du prolétariat bolivien, alors que celui-ci a manifesté à maintes reprises sa volonté d'en finir avec le système, ses institutions et la classe dominante, et cela malgré la politique de soutien au système, à ses institutions et à la classe dominante, de tous les partis dirigeants qui parlent au nom des masses, signifie que les auteurs de cette déclaration se placent dans le camp opposé à celui des masses.

La racine d'un tel abandon des principes du programme de la IVe. Internationale ne se trouve pourtant pas en Bolivie même.

En effet, comment ne pas comprendre que le silence du POR *Combate* sur la responsabilité écrasante de la direction de la COB et de l'UDP dans la victoire du coup d'Etat, a un rapport avec une politique qui prône, en Bolivie et aussi dans toute l'Amérique Latine, l'alliance avec des forces bourgeoises.

Quelle autre explication donner à cette déclaration, laquelle s'inscrit dans la continuité d'une offensive révisionniste contre la IVe. Internationale.

Il faut ouvrir la discussion. Tout le soutien inconditionnel aux travailleurs boliviens. Lutte intransigeante en défense de toutes les organisations et tous les militants poursuivis. En même temps, comprendre pour agir.



Trotsky et la fondation de la IVe Internationale

Notre camarade Pierre Broué a accepté de collaborer régulièrement à notre mensuel. Historien renommé du mouvement ouvrier et du trotskysme, Pierre Broué consacre depuis plusieurs années tout son travail à l'édition des *Oeuvres*(1), rassemblant tous les articles et documents où sont consignés le combat de Léon Trotsky pour la IVe Internationale. Pierre Broué a présenté cette communication au colloque historique organisé à l'occasion du 40e anniversaire de l'assassinat de Trotsky, par la région Toscane de la Fondation Feltrinelli.

Au moment où les organisations affiliées au Comité Paritaire pour la réorganisation (reconstruction) de la IVe Internationale réalisent leur Conférence mondiale (à laquelle le Secrétariat Unifié est invité à participer), il a semblé opportun de publier les vues de Pierre Broué sur le travail politique et d'organisation qui a conduit à la Conférence Internationale de 1938 où a été adopté, dans les années les plus noires de la défaite ouvrière, à la veille de la seconde guerre mondiale, le programme de la IVe Internationale.

De 1933 à son assassinat en 1940, Trotsky consacra le plus gros de ses efforts et de son travail à la construction de la IVe Internationale, laquelle fut finalement formellement constituée en septembre 1938. Dans son *Journal d'Exil* en 1935, il précise que cette période constituait sans doute la plus importante de sa vie politique et la tâche qu'il s'y était assignée la seule pour laquelle il ait été à proprement parler irremplaçable. C'est pourtant cette période de sa biographie politique qui est aujourd'hui la plus mal connue à la fois parce que les documents essentiels ont fait défaut jusqu'à l'ouverture des "papiers d'exil" et parce qu'elle a été en partie faussée par la subjectivité du plus connu des biographes de Trotsky, Isaac Deutscher.

Dans une conversation à Coyoacan en 1939 avec le militant noir de la Jamaïque Cyril L.R. James, Trotsky soulignait le rythme fiévreux des événements de ce premier tiers du XXe siècle, soulignant que les hommes de son âge y avaient enregistré en moins de vingt années la faillite de deux Internationales successives. On pourrait en effet ordonner sa biographie autour de deux grandes dates, en trois parties: 1914, date de la faillite de la IIe Internationale dont il avait été un militant important; 1933, date de la faillite de la IIIe Internationale dont il avait été l'un des fondateurs, déterminant la période de la IIe, celle de la IIIe et enfin celle de la IVe Internationale. A deux reprises, de 1914 à 1919, puis de 1933 à 1938, il y avait eu cinq années de préparation politique à la fondation nouvelle. Il ne s'agit cependant pas d'une simple répétition, car Trotsky, dans le combat pour la IVe Internationale s'efforça de s'inspirer des leçons du combat pour la IIIe Jusqu'en 1914 en effet, sans partager pour autant les perspectives des dirigeants de la IIe Internationale, Trotsky —pas plus d'ailleurs que Lénine— n'avait jamais envisagé ni scission internationale, ni même l'organisation d'une fraction internationale: la nécessité historique de la IIIe Internationale fut dictée à ses fondateurs par l'événement de 1914. A partir de 1923 au contraire, le chef de l'Opposition de gauche russe en lutte pour la réforme du P.C. de l'Union soviétique et de l'Internationale, savait déjà qu'en cas d'échec il aurait à prendre acte d'une seconde faillite et serait tenu d'appeler à la création de nouveaux partis et d'une nouvelle Internationale.

En 1933 en tout cas l'Opposition de gauche apparaît bien comme une fraction internationale d'opposition dans l'Internationale communiste avec des hommes qui ont dirigé ses partis voire leurs appareils clandestins, ses jeunesses ou les "syndicats rouges": Trotsky et Rakovsky, certes, mais aussi Blasco et Leonetti, Nin et Andrade, Cannon et Swabeck, Friedberg et Grylewicz, Lesoil, Neurath, Spector, Chen Duxiu. Et c'est cette ancienne fraction de l'I.C. qui, à partir de 1933, sous la direction de Trotsky, va lutter pour construire la IVe Internationale.

Le tournant de 1933

Le tournant est pris en 1933, et pas seulement, comme on l'a parfois écrit en raccourci, à cause de la victoire sans combat de Hitler et de ses bandes. Hitler est en effet Chancelier du Reich quand se tient en février une conférence internationale de l'Opposition de gauche qui réaffirme solennellement qu'elle est toujours sur la ligne de la lutte pour la réforme, le redressement de l'I.C. et de ses partis. Le tournant de l'Opposition de gauche à la lutte pour la construction de la IVe Internationale s'effectue en trois temps sur sept mois. En mars 1933, après l'incendie du Reichstag et l'effondrement du K.P.D., Trotsky dresse un constat de faillite du parti allemand —la faillite du stalinisme en Allemagne— et formule la nécessité de la construction d'un "nouveau parti": cette appréciation lui est dictée par l'incapacité dans laquelle s'est trouvé le parti de Thalmann non seulement d'ouvrir une perspective de victoire mais tout simplement celle du combat, et dans sa décomposition aux premiers coups de la répression. Il n'annonce pas, contrairement à ce qui a pu être parfois écrit, la fin du P.C. allemand en tant que parti, appareil ou force politique en général, mais sa fin en tant que force révolutionnaire. Pour lui, le parti stalinien allemand est devenu un obstacle de plus à la lutte révolutionnaire, un obstacle qu'il faudra balayer. Dans un second temps, en juin, il prend acte que l'I.C. n'a tiré aucun enseignement de la défaite allemande, que ses dirigeants continuent à en minimiser ou plutôt en nier l'ampleur et la portée et à rabâcher qu'ils ont eu raison, cependant que leurs militants ne leur demandent pas de comptes. Pour lui, une organisation que n'a pas réveillé le "coup de tonnerre" de la victoire hitlérienne a cessé d'être une organisation révolutionnaire. Dorénavant, appareil international étroitement subordonné à la bureaucratie du Kremlin, elle est devenue, elle aussi, et comme la IIe Internationale qui l'a précédée sur la voie de la dégénérescence, un obstacle à la révolution mondiale. Enfin, au mois d'octobre, Trotsky précise que la politique de "réforme", déjà abandonnée pour l'I.C. et ses sections, doit l'être également en ce qui concerne le parti communiste d'Union soviétique et substitue à l'objectif de la réforme de l'Etat ouvrier la perspective de la révolution politique contre la bureaucratie de l'Etat ouvrier dégénéré.

Pendant les années précédentes, Trotsky s'était défendu d'aspirer à la création de "nouveaux partis", en U.R.S.S. d'un "deuxième parti", et de la IVe Internationale que préconisaient en revanche d'autres groupes issus de l'opposition dans l'I.C. Il n'a pas manqué de polémistes pour relever dans les écrits de Trotsky entre 1923 et 1933 toutes les déclarations hostiles à la IVe Internationale: c'est de bonne guerre, mais sans intérêt pour l'historien: la correspondance des "papiers d'exil" montre en effet qu'il n'a jamais perdu de vue cette question et l'abordait avec une grande souplesse. Pour lui en effet la dégénérescence de l'I.C. qui se poursuivait au rythme de celle du parti bolchévique et de l'Etat soviétique ne pouvait être arrêtée que par une révolution prolétarienne victorieuse: une nouvelle victoire révolutionnaire était la condition de la réforme. En revanche, deux types d'événements pouvaient selon lui imposer l'abandon de la politique de réforme: l'effondrement de l'Union soviétique ou une défaite internationale d'ampleur exceptionnelle dont le stalinisme, à travers l'I.C., porterait la responsabilité. En d'autres termes, avant 1933, tout en combattant publiquement les partisans des "nouveaux partis" et de la "nouvelle Internationale" —ou ceux qui cherchaient plus ou moins à faire jouer ce rôle à telle ou telle section ou à l'Opposition internationale— il n'en avait pas moins conscience que la lutte pour réformer la IIIe Internationale ne constituerait peut-être en définitive que la préparation de la IVe, et c'est précisément cette variante qui se réalisa pour lui après la défaite sans combat et la destruction du mouvement ouvrier en Allemagne et l'impuissance étalée de l'Internationale communiste.

Cherchant à expliquer à son vieux camarade Neurath la nécessité de la IVe Internationale, il lui écrivait qu'ils se trouvaient dans la situation de gens qui, la nuit dans une gare, attendraient un train dont ils ne sauraient ni la provenance, ni la destination, ni encore moins l'horaire mais dont ils sauraient bien en revanche qu'il portait le numéro quatre. Comme les bolcheviks en octobre 1917, Trotsky était convaincu que la révolution mondiale avait besoin pour vaincre d'une direction révolutionnaire, c'est-à-dire d'une Internationale qui à la tête du prolétariat mondial. En 1933, seul son numéro était inscrit d'avance puisqu'il y avait déjà eu auparavant trois Internationales. Il ne fallait pas en tout cas attendre passivement qu'elle naisse de la "force des choses" ou, pour employer le jargon, du "processus historique". La construction de l'Internationale ne pouvait résulter que d'un combat conscient, des efforts d'une organisation munie d'un programme, d'une stratégie, d'une tactique adaptée aux circonstances. Pendant plusieurs mois, tourné vers sa fraction d'ex-oppositionnels pour l'appeler à rompre avec sa pratique et ses perspectives passées, Trotsky expliquait à ces cadres communistes sauvés du naufrage ce qu'il tenait pour le B.A. BA de la politique communiste: pour construire un parti et une Internationale, il faut d'abord s'organiser en fraction sur des bases programmatiques solides et avec un régime interne sain. Il faut ensuite convaincre les ouvriers non pas un par un, avec les arguments de la propagande, comme au temps de l'Opposition, mais les entraîner par groupes et même par secteurs dans le combat quotidien, gagner finalement des pans entiers des organisations de la classe ouvrière. Il fallait évidemment pour cela ne pas se laisser isoler, en d'autres termes, savoir manoeuvrer, choisir le terrain où concentrer ses forces, pour pouvoir avec méthode et patience, **noyauter** avec succès, c'est-à-dire arracher les travailleurs à l'influence des dirigeants traîtres, les gagner, à la fois par l'exemple et l'explication patiente, dans le combat même.

La construction de nouvelles organisations communistes

Pour aborder ces questions de construction des nouvelles organisations communistes, Trotsky a sous les yeux en 1933 une expérience récente qui l'intéresse énormément: la conquête du S.A.P., parti de cinq mille membres environ, né de la scission en 1930 du parti social-démocrate, par quelques centaines de militants communistes dirigés par Jakob Walcher qui y sont entrés en 1932. Walcher, vieux spartakiste, militant de masse, appartenait jusque-là à l'Opposition de droite dirigée par Brandler. Il avait rompu avec elle quand il avait compris que ses dirigeants, en refusant d'aborder les questions de politique intérieure de l'U.R.S.S. se faisaient les complices du stalinisme et de la politique suicidaire qu'il imposait au parti allemand. Le S.A.P., lui, était né de la détermination de la direction social-démocrate à ne pas tolérer dans ses rangs groupe ou individu prêt à accepter le front unique avec le P.C., et il regroupait des jeunes ainsi que des militants ouvriers plus sensibles à l'aspiration unitaire de la classe. Le fait que les cadres du groupe Walcher, quelques centaines, aient réussi à prendre la direction de ce jeune parti, était pour Trotsky une leçon à retenir.

C'était en fait dans la clandestinité, imposée par l'accession de Hitler au pouvoir, que le groupe Walcher s'était emparé de la direction de ce parti socialiste de gauche dont les anciens dirigeants, socialistes "de gauche" revenaient en pleine panique au parti social-démocrate. Et l'arrivée des nazis au pouvoir suivie des coups furieux qu'ils déchaînaient contre le mouvement ouvrier organisé allait couper net le développement du S.A.P. Mais ce n'était encore pas visible. Au contraire. Fort de sa double expérience, celle du parti social-démocrate, qui avait chassé sa base, et celle du parti stalinien, qui avait exclu sa direction, le nouveau parti se sentait d'abord assez de poids et de confiance en soi pour tirer et assumer les leçons de cette expérience exceptionnelle, s'affirmer le creuset du nécessaire **nouveau parti** d'Allemagne et en venir à poser également le problème de la nouvelle Internationale. L'événement était capital aux yeux de Trotsky: le tournant de son organisation augmentait en effet sa marge de manoeuvre, lui ouvrait un champ d'action plus vaste, lui donnait des possibilités qu'elle n'avait pas quand son sort était lié à celui de l'I.C. Au cours de plusieurs jours de discussion avec Walcher au mois d'août, il propose la fusion des deux organisations, le S.A.P. et l'Opposition de gauche allemande, et le dirigeant allemand se déclare d'accord en principe.

La question du S.A.P. a en effet en 1933 une importance particulière: il s'agit d'un parti allemand, constitué d'anciens socialistes en grande majorité, dirigé par d'anciens cadres du P.C. et qui, sans être un parti de masse, est beaucoup plus qu'une secte. Or tout semble indiquer que l'évolution du S.A.P. dans la première moitié de l'année 1933 est par-dessus le marché un symptôme, et qu'il exprime à sa façon et dans ses termes propres un phénomène international qui résulte de la double crise des partis social-démocrates et communistes.

Toute une série de formations relevant, selon la classification de Trotsky, du courant historique de la "droite" de l'I.C. —auquel Walcher appartenait par son affiliation à l'opposition brandlérienne— donnent des signes d'une évolution semblable. La plus importante est sans nul doute le parti communiste suédois indépendant de Kilbom qui a su conserver l'appareil, la presse et les cadres du parti qui a refusé de capituler devant un *ukase* de Staline. L'originalité du "cas" suédois est que, dans ce pays, c'est l'I.C. qui a dû construire contre le P.C. historique "un nouveau parti", le P.C. "officiel". Leur position rappelle à certains égards la dualité en Allemagne, en 17-20 entre le parti social-démocrate "majoritaire" et le parti social-démocrate "indépendant". Le parti de Kilbom a noué des liens avec l'opposition brandlérienne, l'I.V.K.O., mais il se tourne maintenant du côté du S.A.P., à la recherche d'une issue nouvelle. Plus avancée est l'évolution de l'ex-opposition de droite des territoires germanophones de Tchécoslovaquie qu'anime le pionnier du PCT et ancien secrétaire de l'I.C., Alois Neurath. Cette dernière, qui a conservé lors de son exclusion la plupart des cadres, une partie de l'appareil et notamment de la presse, a rendu publique, à travers une lettre ouverte de Neurath à Brandler, sa rupture avec le brandlérisme et l'I.V.K.O. et, après une conférence, a demandé en 1932 son affiliation à l'Opposition de gauche internationale. Aux Etats-Unis, la minorité de Ben Gitlow et Zack rompt avec les brandlériens autour de Lovestone. En Suisse enfin, autour des organisations du parti exclues à Zurich et à Schaffhouse, des éléments de l'ancienne Opposition de droite, tirant le bilan de la catastrophe allemande, commencent à mettre en avant l'idée d'un "nouveau parti".

"Le bloc des quatre pour la nouvelle Internationale"

Les Formations issues de l'I.C. qui rompent avec la direction brandlérienne le font selon la même ligne que le S.A.P., en se tournant en réalité vers les groupes ou partis qui sont nés, eux, au début des années trente, de ruptures à gauche au sein des partis social-démocrates et dont les tentatives de regroupement en 1933 vont créer une situation nouvelle et inspirer Trotsky pour ses premiers efforts de construction de la IVe Internationale.

Trotsky certes n'attend rien de positif des éventuelles initiatives des quelques rescapés de l'U.P.S. l'Internationale 2 et demi de Vienne, regroupés dans le "bureau de Paris". Il s'intéresse en revanche énormément à l'évolution de l'I.L.P. britannique et à celle de l'O.S.P. hollandais. Vieille formation du mouvement ouvrier britannique et qui est à l'origine même du Labour Party, l'I.L.P. traverse une crise profonde. Au lendemain de la grande trahison de MacDonald et des siens, il a décidé de se désaffilier du Labour Party. Mais cette prise de position spectaculaire contre l'opportunisme ne s'est pas accompagnée d'une orientation révolutionnaire bien nette et l'I.L.P. se contente d'être le champion de l'unité internationale. Il est noyauté par le PC, tenté par l'I.C. dont certains de ses dirigeants pensent qu'il faudrait la rejoindre pour la réformer. En même temps, il est le lieu de rencontre des éléments qui se sont détournés ou se détournent de la IIe comme de la IIIe Internationale. L'O.S.P. hollandais est un peu son fils spirituel et c'est en étroit contact avec lui qu'il a été fondé par des hommes qui dirigeaient jusque là l'opposition de gauche du parti social-démocrate. En mai 1932, à Berlin, c'est à l'initiative de l'I.L.P. que s'est tenue une conférence internationale à laquelle ont pris part non seulement le S.A.P. et l'O.S.P., mais le parti travailliste norvégien (D.N.A.) libre de toute affiliation internationale après sa rupture avec l'I.C. en 1923 puis avec le bureau de Paris en 1927: cette conférence, qui s'est prononcée pour une politique de "front unique" des organisations ouvrières contre le fascisme, a fondé une "communauté de travail internationale" (I.A.G.), et c'est à l'initiative de l'I.A.G. qu'une conférence internationale, cette fois en février 1933, qui comprenait également les organisations du bureau de Paris, a décidé d'organiser une conférence mondiale des organisations ouvrières contre le fascisme.

Trotsky comprend que la conférence d'août 1933 qui réunit à Paris la plupart des formations —I.A.G. ou bureau de Londres— qui sont en dehors des deux Internationales ouvre des possibilités au travail pour la IVe Internationale, celle d'un point d'appui pour le début de sa construction. Je ne traiterai pas en détail de cette conférence. Je voudrais seulement souligner que Trotsky ne s'intéressait évidemment pas du tout aux formations du bureau de Paris, au P.U.P., aux maximalistes italiens voire aux S.R. russes de Steinberg dont la présence aurait plutôt été négative à ses yeux. Ce qui l'intéressait, c'étaient les groupes et organisations issus, soit de l'Opposition communiste de droite —ou directement du PC—, soit de la gauche des partis social-démocrates qui recherchaient non pas la "réunification" organique des deux Internationales, mais les voies d'une nouvelle Internationale opposée aux deux anciennes. Il estimait nécessaire d'intervenir dans ce milieu politique afin d'y séparer le bon grain de l'ivraie, de déterminer par l'expérience lesquels de ces "centristes" étaient définitivement cristallisés au centre, lesquels au contraire étaient tout simplement en pleine évolution, leur "centrisme" s'expliquant par le caractère spécifique de leur histoire et une conjoncture dans laquelle les éléments qui rompaient à gauche avec la social-démocratie n'étaient pas plus attirés par les PC que ceux qui rompaient "à droite" avec les PC ne l'étaient par la social-démocratie dont la politique de division apparaissait complémentaire de celle du stalinisme.

De ce point de vue, la Hollande présentait une configuration intéressante des forces politiques. Il n'y existait pas de section de l'Opposition de gauche internationale, et Trotsky envisageait pourtant de pousser à la formation à bref délai dans ce pays d'un parti révolutionnaire de plusieurs milliers de membres à partir précisément de deux formations issues l'une du PC et l'autre du parti social-démocrate. Le parti socialiste révolutionnaire (R.S.P.) avait été fondé en 1928 par des cadres dirigés par Sneevliet, vétéran du P.C.H. et de l'I.C., sur le refus catégorique de la politique ultra-gauchiste de la "troisième période" et la détermination de conserver le contrôle de l'organisation syndicale N.A.S. De son côté, l'O.S.P., parti socialiste indépendant, dirigé par Peter J.Schmidt, le vétéran socialiste Frans van der Goes et l'ex-dirigeant communiste Jacques De Kadt, était, nous l'avons vu, lié à l'I.L.P. et au S.A.P. La fusion de ces deux partis était de toute évidence aussi réalisable que l'avait été au sein du S.A.P. celle du groupe Walcher et des socialistes exclus du parti social-démocrate allemand. Elle était d'autant plus souhaitable aux yeux de Trotsky que le tournant de l'Opposition de gauche vers les nouveaux partis et la nouvelle Internationale avait levé la principale divergence entre sa fraction et Sneevliet.

Les entretiens que Trotsky mène au mois d'août à Saint-Palais avec les représentants de plusieurs des partis représentés à la conférence de Paris —Sneevliet, Walcher, De Kadt et P.J.Schmidt, les anglais Paton et C. A.Smith aboutissent à l'élaboration d'une *Déclaration sur la nécessité et les principes de la nouvelle Internationale* signée finalement par quatre organisations, l'Opposition de gauche internationale, le S.A.P., l'O.S.P. et le R.S.P. Peut-on considérer qu'il s'agit d'un accord entre l'Opposition de gauche et les socialistes de gauche, comme on l'a écrit ici ou là? En aucun cas. Il y a bien des organisations à la conférence de Paris qui peuvent être considérées comme "socialistes de gauche", mais seul des signataires l'O.S.P. peut être considéré comme tel, le S.A.P. ne l'étant qu'à moitié et l'O.G.I. pas du tout. Certains ont également parlé à ce propos de "compromis" dans la mesure où Trotsky n'avait pas mentionné dans le texte sa théorie de la "révolution permanente". Pour considérer, pour cette raison, la *Déclaration* comme un compromis, il faudrait au moins qu'à un moment ou un autre Trotsky ait indiqué que la théorie de la "révolution permanente" devait être à la base de la construction de la IVe Internationale, ce qui n'est pas le cas. La *Déclaration des quatre*, rédigée avec Walcher et Sneevliet, amendée par De Kadt, n'était pas et ne pouvait pas être un concentré ou un résumé de la pensée politique de Trotsky ou d'un autre signataire. Elle était l'affirmation de ce que les quatre organisations estimaient avoir en commun comme conception et base de la nouvelle Internationale, en d'autres termes, un cadre pour la construction et la discussion qui soit en même temps un outil de combat politique: la reconnaissance de la nécessité d'un parti révolutionnaire pour la prise du pouvoir par le prolétariat, la condamnation de la théorie du "socialisme dans un seul pays", la nécessité de la rupture radicale avec les appareils —passés du côté de la bourgeoisie— des partis social-démocrates et staliniens, de l'indépendance de classe du parti du prolétariat, de la démocratie en son sein. Trotsky et Walcher semblent avoir réellement espéré la signature de l'I.L.P., celle des communistes suédois "indépendants". Mais il n'y eut finalement que "les quatre", non sans difficultés de dernière minute avec l'O.S.P. et non sans reproches de "sectarisme" à l'adresse des représentants de l'Opposition de gauche à la conférence.

Cette déclaration rédigée en commun, signée, présentée et publiée par ces quatre organisations constitue l'acte de naissance de ce que Trotsky appelle dans ses écrits le *"Bloc des quatre pour la nouvelle Internationale"*. Elle n'est pour lui qu'un point de départ, pas n'importe lequel cependant, la première pierre de la construction de la IVe Internationale elle-même, le cadre dans lequel la lutte en commun sur des objectifs de classe, la discussion sur un programme pour l'époque, doivent permettre d'avancer vers la fusion totale des signataires constituant ainsi la force matérielle susceptible d'attirer à son tour de nouveaux éléments, en provenance en particulier des P.C. Trotsky va le répéter inlassablement: il ne s'agit pas de "proclamer" la nouvelle Internationale, ce qui n'aurait aucun sens. Dans la perspective ouverte par la naissance du "Bloc des quatre", l'Opposition de gauche —qui change son nom pour devenir la Ligue Communiste Internationaliste (L.C.I.)se tient pour un élément, indispensable certes, mais un élément seulement de la IVe Internationale en construction. Ce n'est pas de son seul développement propre en tant que fraction ou groupe que naîtront les nouveaux partis ou la IVe Internationale dont elle ne sera, de toute façon, qu'une des fractions qui la composeront pendant sa construction.

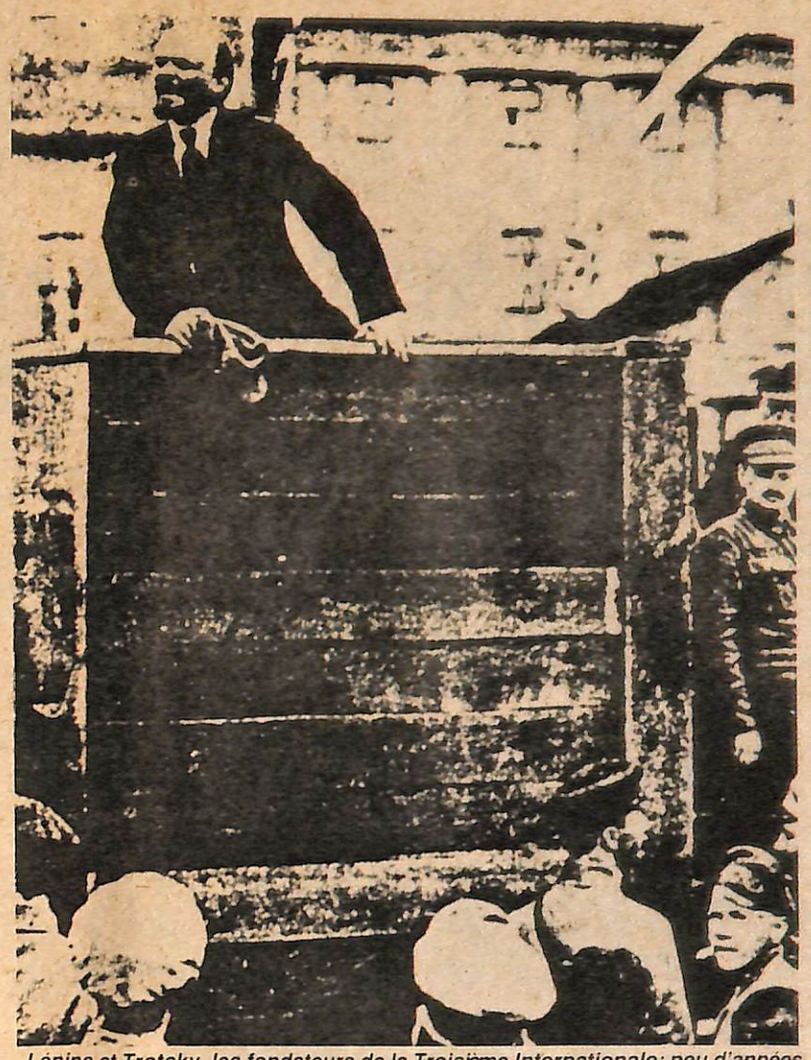
Un bilan négatif?

En fait le dossier du "Bloc des quatre", de ses réalisations, des éléments versés à la discussion sur le programme, est plutôt mince: un texte sur l'U.R.S.S. et des thèses sur *La IVe Internationale et la Guerre*, préparées par Trotsky discutées par le secrétariat international de la L.C.I., un projet sur la partie économique du programme, rédigé par Fritz Sternberg, du S.A.P. au cours de sa visite à Trotsky en septembre, un procès-verbal des discussions sur l'unification entre O.S.P. et R.S.P., un échange de lettres de plus en plus vif entre Trotsky et Walcher dans les semaines qui suivent leur première rencontre, le procès-verbal de la *préconférence du 30 décembre 1933 tenue à Paris dans l'appartement du Dr. Weil, à laquelle* Trotsky participe ainsi que Sneevliet, Walcher et De Kadt. Au cours de cette dernière réunion, il est décidé qu'une conférence du "bloc" se tiendra dans un délai de six semaines. Elle ne se tiendra jamais. Dans l'intervalle, les quatre semblent s'être coupés en deux et S.A.P. et O.S.P. exigent de la L.C.I. qu'elle adhère à l'I.A.G. Trotsky refuse pourtant de se hâter: il va attendre plus d'un an encore avant d'enregistrer la "mort" du bloc des quatre. Est-ce à dire que le bilan soit négatif? Il n'en est rien.

La déception est certes totale pour Trotsky avec le S.A.P. dont les éléments qui avaient été en Allemagne même les plus proches de l'Opposition de gauche —Boris Goldenberg et le fameux "camarade Thomas" se montrent en émigration ses adversaires résolus. Non seulement la fusion envisagée entre le S.A.P. et les I.K.D. —section allemande de la L.C.I.— ne se réalise pas et rien ne vient relayer la conférence du 3 décembre à Strasbourg en vue du "nouveau parti", mais le S.A.P. devient très vite le foyer des campagnes contre l'Opposition de gauche en général et Trotsky en particulier, le producteur de l'arsenal des armes antitrotskystes dans lequel vont désormais puiser les partis "indépendants" et les autres parfois. Formellement et officiellement, le désaccord apparaît sur la question de l'appréciation à porter sur le D.N.A. et sur son rôle national et international. En fait, derrière cette question c'est celle de l'I.A.G. qui est posée. Walcher et les siens tiennent à rester dans l'I.A.G. qui leur fournit couverture et position d'attente, refusent de rompre avec les éléments à "leur droite" comme le D.N.A. et hurlent à la "proclamation prématurée" de la nouvelle Internationale. Ils sentent bien que la voie dans laquelle Trotsky cherche à les entraîner, celle de la IVe Internationale, implique la coupure de bien des ponts en vue d'une aventure dont rien ne garantit le succès. L'attentisme l'emporte, bientôt justifié par ceux qui le pratiquent par les critiques qu'il leur vaut, voire *"le ton" de ces critiques*, l'autorité *excessive de* Trotsky dans *son propre mouvement*, etc. Allié privilégié de Trotsky au milieu de 1933, le S.A.P. va bientôt devenir, en tant qu'obstacle principal, sa cible préférée.

Bien entendu la crise du "bloc des quatres", visible de l'extérieur à l'oeil nu n'inspire pas de nouvelles adhésions et ne constitue pratiquement pas un contrepoids face aux pesanteurs "naturelles". Les communistes suédois se tournent vers la social-démocratie, les communistes "indépendants" devenant "socialistes" à la suite du D.N.A. qui quitte l'I.A.G. pour cingler vers la IIe Internationale. Des gens de Schaffhouse, il ne viendra à la L.C.I. que quelques individualités de valeur comme Paul Thalmann, l'ancien rédacteur en chef du quotidien de cette ville. En Tchécoslovaquie ce sont l'attitude des groupes existants de l'Opposition de gauche, sa crise permanente dans ce pays, la rancune accumulée dans les luttes fractionnelles au sein de l'I.C., qui ferment à Neurath et aux siens la porte de l'Opposition de gauche, ce qui rend vaine toute autre forme de bloc. A la fin août, Trotsky a proposé à ses camarades britanniques —une quarantaine environ— d'entrer dans l'I.L.P. où ils pourront constituer un groupe, c'est-à-dire disposer d'une couverture pour leur fraction tout en utilisant pour leur propagande le matériel en langue anglaise de la section nord-américaine. Mais les dirigeants de la section britannique voient dans la proposition d'entrée une capitulation, l'abandon de leur indépendance, et c'est bientôt la crise et la scission, une douzaine de militants seulement entrant dans l'I.L.P. au début de 1934.

De la révolution de 17 à la contre-révolution des années 30: la Quatrième Internationale est apparue dans un contexte qui était très différent de celui qui a présidé à la création de la Troisième Internationale.



Lénine et Trotsky, les fondateurs de la Troisième Internationale: peu d'années après, la bureaucratisation stalinienne de l'Internationale Communiste rendra nécessaire une nouvelle internationale

Pourtant les fruits de la politique du "bloc" sont bien réels et l'emportent sans discussion sur les déceptions. Le premier est, en septembre 1933, l'adhésion du R.S.P. à la L.C.I., immédiatement suivie de la cooptation de Sneevliet au secrétariat international (S.I.). La L.C.I. vient de gagner en bloc le premier parti constitué en dehors d'elle sur une base communiste, et c'est un acquis de premier ordre, non seulement du fait de la personnalité et de l'audience de Sneevliet dans son pays et le mouvement ouvrier mondial, mais parce qu'il a également su, au cours des années écoulées, forger un appareil solide et tremper des cadres ouvriers de valeur. La question syndicale est certes un objet de discussions sérieuses, mais Trotsky estime qu'elle ne pourra être réglée qu'avec beaucoup de temps et à la lumière de l'expérience. C'est un autre acquis, de même nature, quoique de moindre ampleur, que l'entrée au S.I. de l'Allemande Ruth Fischer et la participation avec elle au travail international de la L.C.I. d'Arkadi Maslow. Ces deux anciens dirigeants de la Gauche allemande et du K.P.D., *représentatifs* de la génération et de l'orientation "zinoviévistes" de l'I.C., apportent non seulement, selon Trotsky, leur compétence, mais "un peu d'air" à la tête de la L.C.I. Les choses ne sont cependant pas faciles car la section allemande de la L.C.I. proteste et refusera toujours d'admettre dans ses rangs les deux anciens fondateurs du Leninbund, mais Trotsky tient bon, fort d'un vote du S.I. Après Chen Duxiu —auquel l'opposa, comme on sait, la révolution chinoise—, après Leonetti, disciple de Gramsci et représentant du courant "ordinoviste" peu suspect de "trotskysme", le renfort des "zinoviévistes" Ruth Fischer et Maslow constitue un élément supplémentaire du regroupement des fractions vraiment communistes au côté de la fraction "bolchevik-léniniste", dans la construction de la IVe Internationale.

Les succès seront un peu plus lents à venir sur le plan de la marche vers de "nouveaux partis". L'adhésion du R.S.P. à la L.C.I., le problème sérieux que pose l'existence indépendante du M.A.S. expliquent peut-être au moins en partie l'impasse des pourparlers de fusion O.S.P.-R.S.P.., évidente dès la fin de 1933. Sneevliet, en 1933, s'est défendu contre la pression de l'O.S.P. pour une fusion précipitée qui le laisserait fortement minoritaire. En outre, l'alliance Trotsky-Sneevliet fait refluer une partie des dirigeants de l'O.S.P. qui se prononcent contre cette fusion: à la tête de cette fraction, Jacques De Kadt, un ancien du PC devenu ouvertement "révisionniste", et le journaliste Sal Tas. Il faudra de sérieuses divergences à propos de la lutte de classes en Hollande à l'intérieur même de la direction de l'O.S.P. et une crise grave pour qu'une majorité nette se dessine enfin. En juillet 1934, à la suite d'incidents violents entre la police et des chômeurs qui manifestent à l'appel d'une organisation pro-PC, le quartier ouvrier de Jordaan, à Amsterdam, est le théâtre de véritables émeutes. P.J.Schmidt, qui s'est solidarisé avec les travailleurs en lutte au nom de l'O.S.P. est inculpé, puis emprisonné. De Kadt et Sal Tas condamnent alors publiquement l'émeute et la politique "aventuriste" selon eux de Schmidt. L'indignation qui secoue leur parti les contraint à la démission. Cette fois, la "droite" de l'O.S.P. est sinon anéantie du moins décapitée et la fusion, pour laquelle Sneevliet se fait pressant, est désormais possible. Le nouveau parti ouvrier socialiste révolutionnaire (R.S.A.P.) qui en naît en mars 1935, compte 5.000 membres et adhère simultanément à la L.C.I. et à l'I.A.G. Il contrôle en même temps le N.A.S. et des fractions non négligeables dans les syndicats réformistes et dispose d'une organisation de jeunesse. C'est pour Trotsky une grande victoire obtenue sur la ligne du bloc des quatre et il est difficile de le contester.

La seconde grande victoire sur cette ligne se produit aux Etats - Unis, lesquels n'avaient pourtant pas été directement concernés ni impliqués par la conférence de Paris et la déclaration des quatre. C'est indépendamment de Trotsky, mais sur la base des principes énoncés par lui pour justifier la politique du "bloc" que les dirigeants de la section américaine, la Communist League of America, ont été amenés à une politique qui cherche à gagner à la construction du nouveau parti et de la nouvelle Internationale une organisation ouvrière originale, typiquement américaine, l'American Workers Party, formé de cadres syndicaux et d'étudiants organisateurs de ligues de chômeurs, issu du C.P.L.A. (Committee for Progressive Labor Action) et animé par l'ancien pasteur protestant, puis directeur pédagogique du Brookwood Labor College, Abraham J. Muste. Ici aussi, l'identité du combat mené dans la lutte de classes, l'utilisation des structures du syndicat de masse pour constituer un noyau, puis l'organisation de la lutte par les comités de grève contrôlés par les grévistes, facilitent le rapprochement entre les deux organisations. Les "mustistes", convoités et courtisés par toutes les autres organisations ouvrières, se tournent finalement vers ces trotskystes qui ont conduit les grandes grèves de Minneapolis par les mêmes méthodes et selon les mêmes principes qui les ont inspirés, eux, pour conduire celle de Toledo. La fusion, à la fin de 1934, de la C.L.A. et de l'A.W.P. donne naissance à un "nouveau parti" de deux mille membres environ, le Workers Party of the United States (W.P.U.S.) sans affiliation internationale, mais décidé à en discuter, dans lequel se retrouvent, avec les dirigeants de la fraction trotskyste issue du noyau ouvrier du PC, les Cannon, Swabeck, Skoglund, les frères Dunne, bon nombre des jeunes cadres ouvriers des grandes grèves de 1936.

Ces deux grands succès ne sont pas les seuls. Au cours de la même période, le combat impulsé par les sections de la L.C.I. pour la construction d'un front unique contre le fascisme leur vaut bien des attaques mais leur permet d'importants progrès. En octobre 1934, au Brésil, les communistes internationalistes réussissent à imposer précisément le front unique, y compris à la direction régionale du parti communiste de Sao Paulo et remportent dans la rue une grande victoire sur les fascistes de Salgado. En Espagne, la politique de l'"alliance ouvrière" préconisée et impulsée par la Izquierda comunista lui permet de recruter dans les rangs même des jeunesses et même du parti officiel, de faire impression dans les rangs du bloc mauriniste et surtout de rencontrer une véritable audience dans les rangs des combatives jeunesses socialistes dont une fraction de la direction se prononce en 1934 pour une nouvelle Internationale. Cette même politique, en France, notamment en février, avec l'émeute des Ligues du 6 et la riposte ouvrière, est menée avec l'aide et les conseils directs de Trotsky: la Ligue communiste commence à exercer une certaine influence sur des éléments militants de la gauche de la S.F.I.O. ce qui permet même de commencer une fraction dans les rangs des J.S. En Belgique, les Jeunesses léninistes réussissent à entraîner pendant quelque temps dans un "front" avec elles et les Jeunes gardes socialistes, les jeunesses communistes. Là aussi les idées de la L.C.I. progressent dans les jeunesses organisées du parti social-démocrate. En Autriche, en pleine clandestinité, après les dramatiques combats de février 1934, ce sont des éléments des J.C., devenus "communistes révolutionnaires" (R.K.) qui se tournent vers la IVe Internationale et tentent d'enrayer le vigoureux courant qui entraîne la direction des J.S. vers Moscou.

(à suivre)

1. Huit volumes des *Oeuvres* en français sont parus à ce jour. En outre, Pierre Broué édite, avec l'Institut Léon Trotsky dont il est le directeur scientifique, *Les Cahiers Léon Trotsky*, revue trimestrielle.

(suite de la page 20)

Fin juin, Ion Cana n'est plus considéré comme un fou mais comme *"un conspirateur et un agent de la propagande anti-gouvernementale"*: il est condamné à sept ans de prison, peine réduite en appel à cinq ans et demi. En mars 1980, Ion Cana se trouvait à la prison No. 1 de Bucarest *(soseaua Giurgiului)* et nous avons appris qu'il avait refusé le passeport d'émigration que les autorités lui offraient en échange de son silence. Un autre porte-parole, Nicalae Dascalu, arrêté le 19 avril 1979, s'est vu infliger le 26 mai 1979 une peine de 18 mois d'emprisonnement sous le prétexte qu'il aurait transmis des documents concernant la sécurité de l'Etat à l'étranger et notamment à *Amnesty International*. En appel, la peine a été réduite à dix mois.

Depuis le début d'avril 1979, tous les adhérents du syndicat libre sont en butte à une véritable guerre des nerfs: filatures policières, coupures de téléphone et interruption des communications, passages à tabac, isolement, arrestations à domicile, enlèvements dans la rue, interrogatoires journaliers, condamnations expéditives sous divers prétextes et enfin détentions arbitraires.

Parmi les membres du syndicat dont nous connaissons la situation (une centaine sur 2 000 adhérents), 14 personnes au moins ont été condamnées à des peines allant de 3 à 6 mois de camp en vertu de la loi 153 sur le parasitisme (c'est-à-dire sur l'impossibilité de justifier d'un emploi quelconque). Précisons que toutes ces personnes ont vu leur contrat de travail rompu à la veille de leur procès!

La situation la plus inquiétante est celle des "disparus" comme Gheorghe Brasoveanu (est-il toujours détenu à la section psychiatrique de Jilava?), de Virgil Chender, porte-parole du syndicat clandestin des ouvriers, paysans et soldats de la région des Mures dont on est sans nouvelles depuis le 6 mars 1979, jour où il était venu apporter l'adhésion collective de 1 487 personnes au S.L.M.O.R.; enfin, de Vasile Paraschiv, ouvrier, déjà interné à trois reprises dans des établissements psychiatriques entre 1969 —quand il avait rendu sa carte du parti— et 1977 après son adhésion au mouvement Goma. Vasile Paraschiv était venu en France en 1978 et avait porté témoignage sur les internements psychiatriques pour raisons politiques. Grâce à la pression internationale, il avait réussi à rentrer en Roumanie, contre le désir des autorités qui —après l'avoir poussé à émigrer— l'avaient ensuite refoulé à la frontière du pays.

Le 8 mars 1979, Paraschiv adhérait au S.L.O.M.R.; il nous informait dans une brève conversation téléphonique qu'il avait été interpellé et violemment frappé dans les locaux de la police et menacé de mort. Cette conversation, brusquement interrompue, fut la dernière que nous ayons pu établir avec lui.

Bien entendu ces informations ne concernent que la toute petite fraction de syndicalistes dont nous avons pu suivre la trace. Pour la grande majorité d'entre eux —dont la Sécurité a confisqué les listes des noms et adresses— on ne saura jamais ce qu'ils sont devenus; une des nouvelles récentes de Roumanie fait état d'un millier d'arrestations dans la région de Mures.

Où en est aujourd'hui ce mouvement pour un syndicat libre en Roumanie? Certes, il semble que les autorités aient réussi à décapiter et enrayer le mouvement et à isoler les adhérents. Cependant, tous ceux qui ont pu être contactés à titre individuel ou en petit groupe nous ont fait savoir qu'ils sont décidés à continuer l'action.

1. ligue pour la défense des Droits de l'homme en Roumanie: organisation démocratique internationale qui s'attache à étudier et dénoncer tous les cas de répression politique ou syndicale dans ce pays.

2. *Conférence de Belgrade:* réunie à la mi-juin 1977, cette conférence était chargée de vérifier l'application des accords d'Helsinki. Comme cette dernière, elle s'est faite au nom des Droits de l'homme tels que les comprennent la bureaucratie et l'impérialisme et son but était de défendre le *statu quo* mondial

3. *grève des mineurs de la vallée du Jiu:* le 1er août 1977, 580 des 5 000 mineurs de fond de Lupeni seulement ont accepté de descendre au fond. 3 jours plus tard, les 35 000 mineurs de la vallée étaient concentrés à Lupeni, la principale ville du bassin. Les ouvriers ont jeté à la figure des bureaucrates venus de la capitale, Bucarest, la nourriture qui leur étaient distribuée puis ils les ont pris en otages jusqu'à la venue de Ceaucescu. Au lendemain du mouvement, la répression s'est abattue sur eux et des milliers de mineurs ont été déplacés avec leur famille, parfois à des centaines de kilomètres.

Vasile Paraschiv a "disparu" depuis le 8 mars 1979, le jour de son adhésion au S.L.O.M.R.

Les ouvriers de Szczecin exigent:

Réintégration de Baluka!

Solidarité approche maintenant les 10 millions d'adhérents et c'est l'un des plus puissants syndicats du monde. Cet extraordinaire succès ne doit néanmoins pas nous faire oublier que des cas de répression ou d' "interdiction professionnelle" demeurent en Pologne. Ainsi, le dirigeant syndical de la métallurgie E. Baluka n'a toujours pas pu rentrer dans son pays et y retrouver le poste de travail qu' il occupait avant d'être renvoyé sur ordre de Gierek. Toutes les organisations ouvrières et démocratiques, partis et syndicats doivent soutenir la campagne qui vient de commencer pour obtenir sa réintégration. De même, dans de nombreux autres pays de l'Est, comme en Russie ou en Roumanie, des travailleurs sont en butte à une féroce répression pour s'être organisés indépendamment de la bureaucratie. Leur défense s'impose. C'est souvent une question de vie ou de mort.

Edmund Baluka a été président du comité de grève des chantiers navals de Szczecin A. Warski lors du mouvement de décembre 1970-janvier 1971 qui a chassé Gomulka, le chef de l'Etat, du pouvoir. Alors que son successeur, Gierek, a du laisser organiser des élections libres dans le chantier naval, Baluka a été élu secrétaire du Conseil d'entreprise (syndicat). L'année suivante, il a été désigné au poste de président du syndicat des métallurgistes de la région de Szczecin.

Mais la bureaucratie n'avait reculé que pour mieux réprimer ensuite les ouvriers, s'attaquant en particulier à leur direction. Ulfik, l'un des principaux dirigeants, meurt en février 1976 après une tentative de meurtre contre lui. Edmund Baluka est licencié des chantiers navals parce qu'il a été le seul de tout le congrès de son syndicat à voter contre le rapport moral présenté par la direction. Peu après, les menaces se multipliant à son encontre, il est forcé d'émigrer.

Voici la lettre qu'il vient d'envoyer en Pologne:

Bruxelles, le 8 octobre 1980

Le 28 novembre 1972, j'ai été convoqué à 14 H 00 chez le directeur principal des chantiers navals A. Warski de Szczecin. A l'entrée numéro 1, le gardien m'a confisqué le laissez-passer qui permet de pénétrer dans l'enceinte de l'entreprise.

Le directeur technique des chantiers navals A. Warski, l'ingénieur Malewski m'a signifié mon renvoi immédiat de l'usine. Ayant à craindre d'autres répressions à mon égard, j'ai quitté la Pologne en février 1973 et l'asile politique m'a été accordé en Belgique.

Je travaillais dans les chantiers navals depuis le 8 septembre 1962. Mon licenciement fut un acte de répression pour l'action que j'avais menée comme président du Comité de grève de la ville de Szczecin en décembre 1970 et janvier 1971

C'est pourquoi me référant au point 22 des revendications du M.K.S. (Comité Inter-entreprises de grève) de Szczecin, revendications acceptées par la commission gouvernementale en la personne du vice-Premier ministre Kazimierz Barcikowski, du suppléant au Bureau Politique, secrétaire du C.C. du P.O.U.P., Andrzej Zabinski et du premier secrétaire du Comité Régional du P.O.U.P. à Szczecin, Janusz Brych,

J'adresse au M.K.R. (Commission Ouvrière Inter-entreprises) de Szczecin une demande pour être réintégré dans mon droit de travailler aux chantiers navals A. Warski, à mon poste de travail à l'atelier TRM 2, en tant que mécanicien spécialisé dans la réparation des mécanismes des grues.

J'envoie une copie de cette lettre au Conseil d'Etat de la République Populaire de Pologne par le canal de l'Ambassade à Bruxelles, afin d'obtenir l'accord officiel des autorités de la République Populaire de Pologne pour rentrer dans mon pays.

Veuillez adresser toute correspondance à ce sujet à mon avocat, maître Roger Lallemand (38, avenue Klauwaerts 1050 Bruxelles).

Edmund Baluka

Une partie du comité de grève des chantiers navals A. Warski en janvier 1971. Dans la rangée du milieu, le quatrième en partant de la droite, E. Baluka.

Cette lettre est jusqu'à maintenant restée sans réponse. Pourtant, Baluka, qui est polonais, a le droit de rentrer dans son pays. On ne peut le lui refuser. C'est donc une grande campagne internationale qu'il faut organiser, notamment en envoyant lettres, télégrammes et messages à l'ambassade de Pologne en France (11, rue Talleyrand, 75007 Paris).

Déjà des sections syndicales françaises ont pris position, comme la section C.G.T. du Syndicat des Eaux de la ville de Paris (Achères) ou la section syndicale C.G.T. du Crédit mutuel de l'Ile-de-France.

De même, la Fédération de l'Education Nationale, la C.G.T.-Force Ouvrière, l'U.N.E.F. *indépendante et démocratique*, l'Union Générale des Travailleurs d'Espagne, l'Union Italienne des Travailleurs ont assuré Edmund Baluka de leur soutien.

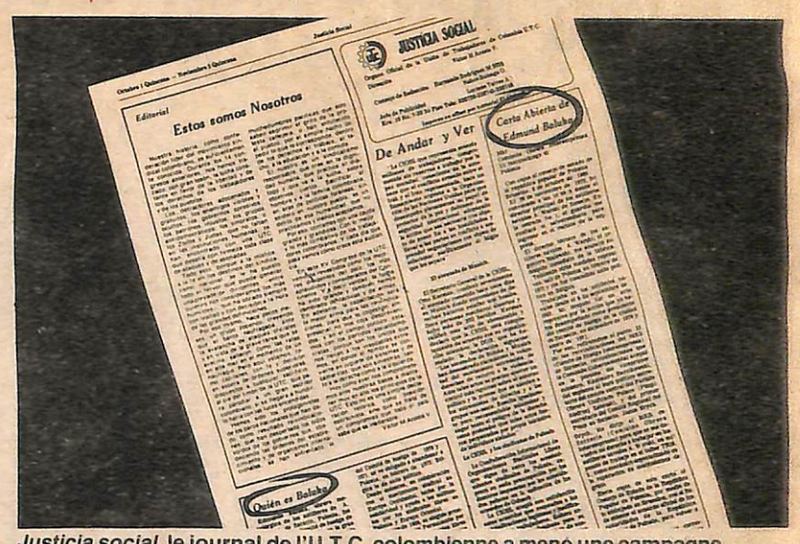
A preuve de l'important retentissement international de cette campagne, les deux articles (voir ci-contre) que lui a récemment consacré *Justicia social (Justice sociale)*, l'organe de l'Union des Travailleurs de Colombie (U.T.C.), le plus important syndicat ouvrier colombien, principalement implanté dans l'industrie lourde et textile.

Mais les ouvriers polonais non plus ne sont pas restés cois.

La lettre officielle d'Edmund Baluka demandant sa réintégration à son poste de travail a été transmise à la commission ouvrière des chantiers navals. C'est par les canaux des hauts-parleurs de l'entreprise que le présidium de la commission ouvrière a décidé de faire connaître à tous les travailleurs du chantier l'exigence d'Edmund Baluka. Ses anciens camarades de travail discutent aujourd'hui des initiatives à prendre pour assurer son retour et de toutes les garanties nécessaires à sa sécurité.

Cette campagne doit se développer.

E. Baluka doit retrouver son poste de travail aux chantiers navals A. Warski!



***Justicia social*, le journal de l'U.T.C. colombienne a mené une campagne qui est un exemple d'internationalisme**

Le programme du S.L.O.M.R.

En même temps qu'ils annonçaient la création de leur syndicat, les dirigeants du S.L.O.M.R. en ont rendue publique la Déclaration constitutive. *Ce texte, dont nous reproduisons ici des extraits n'est pas seulement un programme de lutte mais aussi un témoignage sur ce qu'est la vie quotidiennne à l'Est. D'une part, on y voit se profiler l'ampleur des avantages matériels dont bénéficie la caste parasitaire, la* "superstructure" *pour reprendre les termes mêmes des syndicalistes roumains. Et ensuite parce que la politique de Ceaucescu et consorts de faire payer leur crise économique aux travailleurs en instaurant l'austérité y est parfaitement définie.*

"..Le syndicat libre des travailleurs de Roumanie se propose de lutter en premier lieu pour le respect des droits des citoyens de Roumanie dans les rapports du travail. Ainsi, en raison des innombrables restructurations d'entreprises et de sociétés, accompagnées de compressions de personnel, qui ont eu lieu ces dernières années par suite des difficultés économiques qu'affronte notre pays, difficultés déterminées justement par le souhait de porter rapidement la Roumanie *'sur les cîmes les plus élevées du bien-être et de la civilisation'*, souhait que nous partageons d'ailleurs tous, d'innombrables citoyens roumains sont chômeurs dans leur propre pays. Il est regrettable que les statistiques officielles ne tiennent pas un compte, même approximatif, du chômage en Roumanie...

"Innombrables sont les cas de mise à la retraite abusive, pour des raisons prétendument psychiatriques, de personnes que leurs opinions, affirmées avec conviction des années de suite, avaient rendues gênantes pour la superstructure du système...

"Quant aux travailleurs actifs, la compression du personnel dans les entreprises et les sociétés parallèlement au maintien ou à l'augmentation des indices du plan les soumet à des efforts supplémentaires qui dépassent souvent leur capacité de travail, ce qui entraîne des maladies, de l'absentéisme, une baisse de la productivité. Ces conditions nouvelles n'ont pas été accompagnées par une augmentation correspondante des rétributions ou, quand augmentation il y a eu, elle s'est révélée tout à fait insignifiante ou inefficace...

"Le S.L.O.M.R. propose l'intégration des magasins à circuit fermé réservés au parti dans le réseau commercial général d'approvisionnement de la population, ce qui contribuera à diversifier les produits alimentaires et les biens de consommation courante, à remplacer l'alimentation carentielle de la population par une alimentation véritablement rationnelle. Le S.L.O.M.R. propose la transformation des hôtels ou maisons du parti de chaque municipalité ou chef-lieu de département en hôpitaux pour la population, foyers de vieillards ou hôtels accessibles à tous les citoyens. Nous proposons également la réduction dans des limites décentes du parc d' automobiles affectées aux membres de la superstructure et invitons ces membres à se servir eux aussi, dans la limite de leurs possibilités, des moyens de transport en commun, ce qui dégagerait de notables économies financières et d'énergie, si nécessaires au développement accéléré de l'industrie lourde, sans laquelle notre bien-être est inconcevable. Le S.L.O.M.R. se prononce pour un contrôle efficace par le peuple de l'activité financière des organismes de la superstructure.

"Le S.L.O.M.R. s'attache à porter à la connaissance de l'opinion publique roumaine et internationale les cas de violation des Droits de l'homme en Roumanie...

"Il est possible que nous, fondateurs du Syndicat libre des travailleurs de Roumanie, soyons écrasés, détruits moralement et physiquement par un appareil de répression perfectionné. Nous déclarons d'avance nul, car obtenu par la force et la répression, tout désaveu, par l'un quelconque d'entre nous, des principes énoncés ci-dessus. Nous pouvons être anéantis, mais l'idéal pour lequel nous combattons ne périra pas aussi longtemps qu'il existera encore des Roumains dans ce pays. Nous sommes certains que d'autres, plus jeunes et plus courageux que nous, viendront reprendre et porter plus loin le flambeau inextinguible de la dignité de l'Homme en Roumanie."

Bucarest, février 1979

Le Syndicat libre des travailleurs de Roumanie (S.L.O.M.R.)

Roumanie

Comment la bureaucratie a-t-elle réprimé les syndicalistes

Apparu en Février 1979, le Syndicat libre des travailleurs de Roumanie (S.L.O.M.R.) a rassemblé plus de deux mille membres avant qu'une brutale répression ne s'abatte sur lui.

Le rapport de la Ligue pour la défense des Droits de l'homme en Roumanie (1) dont nous reproduisons ici des extraits s'attache d'abord à fournir quelques précisions sur ce qu'a été le S.L.O.M.R. Mais l'essentiel de son propos n'est pas là. Avant tout, il s'agit de *dire* comment la bureaucratie cherche à briser les dirigeants et les membres du syndicat, à les atteindre dans leur intégrité physique et mentale et comment elle en a même fait "disparaître" certains. Eux qui ont osé la défier sur le plan où elle est le plus sensible et en permanence en alerte: l'auto-organisation des travailleurs, à l'intérieur de structures dont ils se sont librement dotés.

Début 77, un groupe de huit personnes, dont l'écrivain Paul Goma, rédige une plate-forme revendicative, à l'occasion de la conférence de Belgrade (2), réclamant l'application effective des lois roumaines et des accords d'Helsinki, notamment en ce qui concerne les Droits de l'homme. Autour de cette plate-forme se rassemblent rapidement des dizaines et finalement quelques centaines de personnes dont la plupart sont des travailleurs.

Face au développement du mouvement Goma, la police politique (Sécurité) déclenche la répression, réussissant ainsi à stopper le mouvement. Mais pas à le tuer.

En effet, après cette première expression de protestation ouverte, on assiste, au cours des années 1977-78, à diverses actions collectives de candidats à l'émigration, de différents protestataires, notamment religieux (néo-baptistes, orthodoxes, etc.), à la création d'un comité de 23 femmes de prisonniers politiques à Timisoara en septembre 1978. On assiste surtout à la grande grève de 35 000 mineurs de la vallée du Jiu début août 77 (3).

En février ces mouvements divers débouchent sur une nouvelle étape de la contestation ouvrière: l'organisation, structurée, d'un syndicat libre des travailleurs de Roumanie (S.L.M.O.R.) qui présente pour la première fois en Roumanie un programme de revendications socio-économiques (voir ci-contre).

Les autorités ont répondu par la répression la plus dure et la plus insidieuse.

D'une façon générale, la Sécurité a d'abord tenté de discréditer le syndicat libre auprès de l'opinion roumaine et internationale. Ainsi, le Dr. Cana et Gh. Brasoveanu, premiers porteparole du S.L.M.O.R., devenus aujourd'hui les cibles privilégiées de la diffamation, ont été arrêtés le 8 mars 1979 et internés dans la section psychiatrique de l'hôpital des prisons de Jilava.

(suite page 19)

Revue mensuelle

Comité de rédaction:
Pierre Lambert
Nahuel Moreno
Christian Nemo
Ernesto Gonzalez
Directeur: José Edgar Ospina
(Carte professionnelle de journaliste: N° 1929)
Correspondance au nom de:
Carlos José Herrera Jaramillo
Apartado Aereo N° 44 116
Bogotá—Colombie
Licencia Mingobierno:
N° 002995

Rédaction en Amérique latine:
Carrera 17 N° 30-12
Bogotá—Colombie
Rédaction en Europe:
87 bis, rue du Faubourg Saint Denis
75010 Paris—France
Impression:
Editorial Presencia
Calle 23 No. 24 - 50
Bogota — Colombie

Le Comité international contre la répression qui s'attache à défendre les droits démocratiques des peuples aussi bien à l'Est (Tchécoslovaquie, Pologne par exemple) qu'à l'Ouest (comme en Irlande) vient de publier l'appel ci-dessous auquel nous nous associons complètement.

Libérez Klébanov!

Depuis deux ans et demi, l'ouvrier mineur soviétique Vladimir Klebanov est interné dans l'hôpital psychiatrique spécial de Dniepopetrovsk, placé sous la responsabilité directe du Ministère de l'Intérieur...

Pour quelle raison Vladimir Klebanov a-t-il été en mai 1978 placé par le K.G.B. entre les mains des psychiatres-bourreaux en uniformes du K.G.B.?

Parce qu'il a en janvier 1978 proclamé la création à Moscou du premier syndicat libre en Union Soviétique. Dans une adresse à l'O.I.T. et aux organisations syndicales des travailleurs des pays occidentaux, Klebanov et ses camarades écrivaient: *"Nous, chômeurs soviétiques, venus à Moscou des diverses villes et Républiques du pays, sommes contraints de vous demander par cette* adresse *votre aide matérielle et morale (...). Nous avons tous été licenciés de notre travail pour avoir dénoncé les abus ou pour avoir critiqué ouvertement les dirigeants des usines où nous travaillions (pillage de biens matériels, pots de vin, falsification des chiffres, préjudices graves causés à la production, violations grossières de la législation du travail, etc.)*

"Tous nos efforts pour obtenir justice auprès des autorités ont été vains.

"Nous avons décidé de nous unir (...). Nous avons décidé d'organiser notre syndicat véritablement indépendant pour avoir, sur le plan officiel et juridique, le droit de défendre nos droits et intérêts, d'associer tous ceux qui le désirent, dont les droits sont injustement bafoués".

Les autorités du Kremlin, le K.G.B. ont d'abord chassé Klebanov de son travail, puis ils l'ont interné dans un hôpital psychiatrique.

Klebanov est mineur. Par deux fois, le quotidien des syndicats officiels de l'U.R.S.S., *Troud*, a reconnu dans deux articles du 11 décembre 1979 et du 21 septembre 1980 que de nombreux mineurs du Kouzbass et du Donbass étaient contraints de travailler sept jours sur sept, samedis et dimanches, au mépris des textes du Code du Travail, au mépris des droits légitimes des travailleurs, de leurs intérêts, de leur santé...

Nous ne saurions tolérer que Klebanov subisse les pires tortures pour avoir voulu affirmer et exercer le droit imprescriptible des travailleurs à s'organiser indépendamment des Etats, des partis, des Eglises.

Libération immédiate de Vladimir Klebanov!